DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 23

Prix : 100 fr. Avril 1955

SOMMAIRE

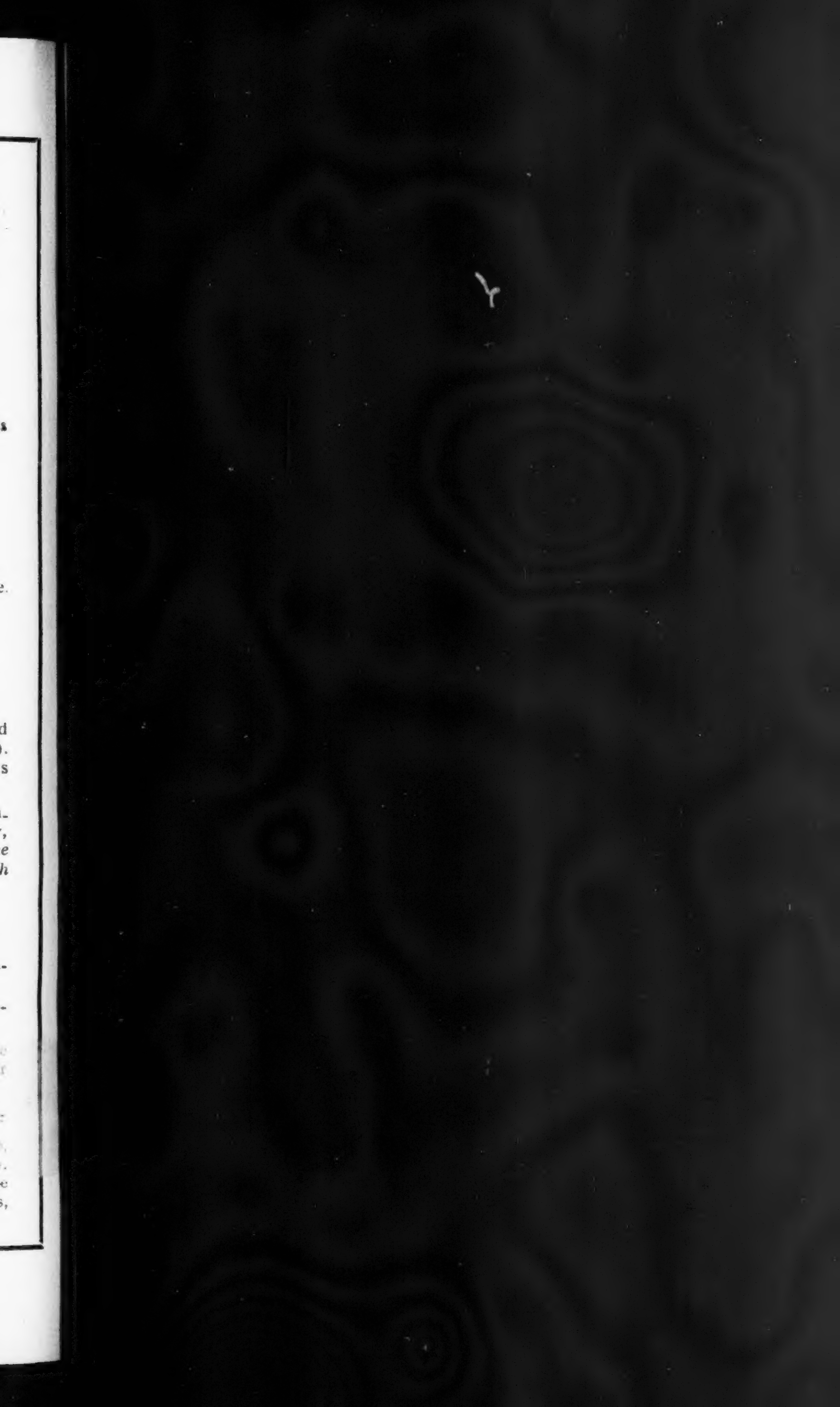
LES IDEES ET LES FAITS

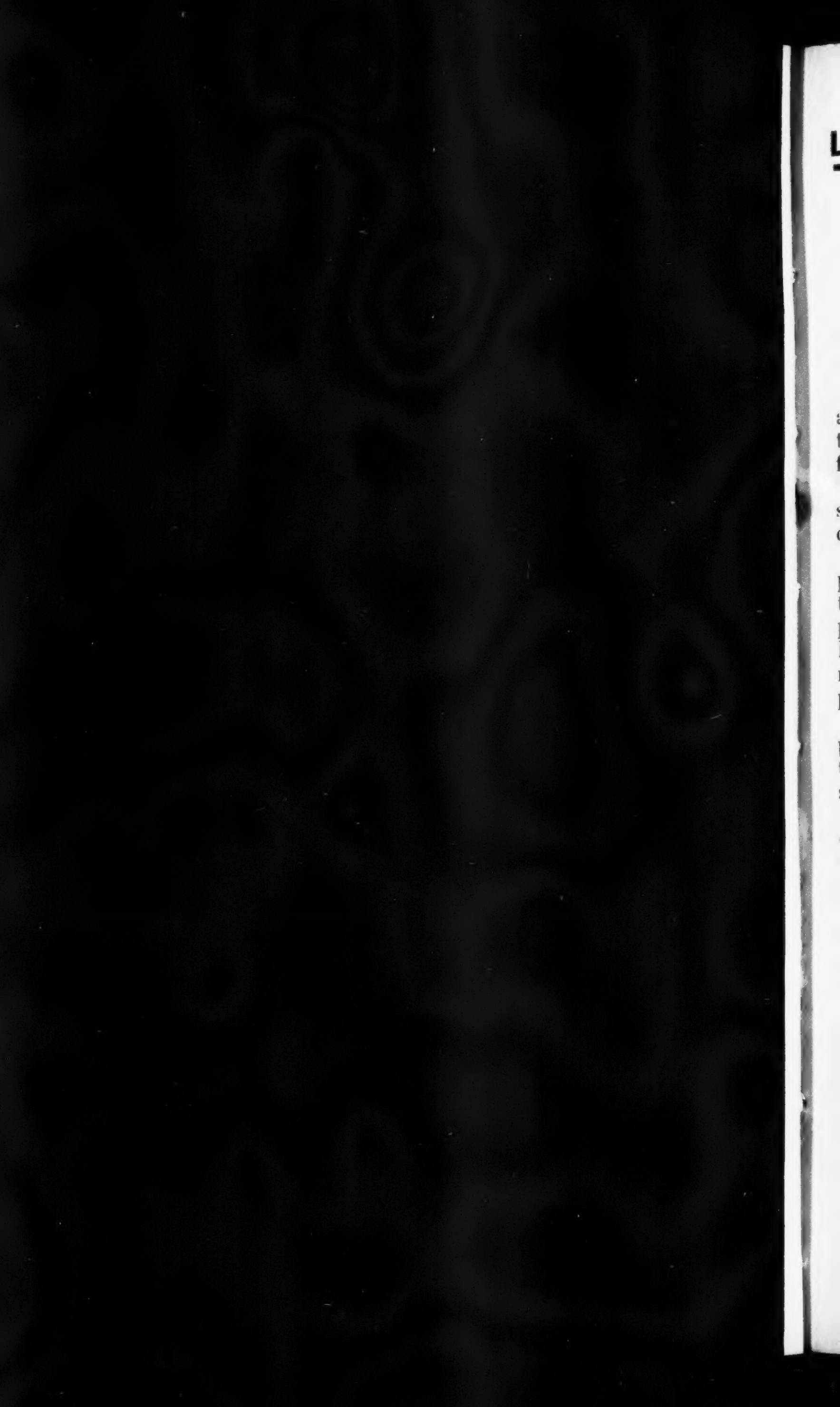
NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

LES LIVRES DU MOIS

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e) — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 25 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles) — Abonnements : 1 an, 1.000 fr - 6 mois, 600 fr., Etranger : 1 an, 1.300 fr. - 6 mois, 700 fr.





NI MENDÈS, NI PINAY

Il y a pourtant des choses qu'il faut qu'on dise. On a des scrupules, on ne veut pas diviser. Avec cette méthode, on se laisse mener par les événements et on ne fait jamais une politique. C'est peut-être une cause fondamentale du marasme et de la déliquescence de l'opposition nationale que cette charitable disposition à ne pas contrister autrui.

L'apparition du ministère Edgar Faure a été, à ce propos, un effrayant symptôme. Sous Mendès, on montrait les crocs. Vient un cabinet réactionnaire, à peu près aussi pourri que l'autre et ne faisant tourner que les mêmes marionnettes. Aussitôt, bénin, bénin. Car n'est-ce pas, il est de *droite*. Nous n'allons tout de même pas nous mettre à ruer contre les modérés !

Eh bien, si. Le commencement de tout, et tout simplement le commencement du salut, c'est de ruer contre tout ce qui est du régime, y compris contre les sacro-saints modérés.

Ce qui est essentiel, ce qui est le but de toute politique d'opposition nationale, c'est de sauver le pays en abattant le régime. Qu'est-ce que M. Edgar Faure représente pour cette politique ? Rien. Qu'est-ce que M. Pinay fait pour cette politique ? Rien. Allons-nous être les complices du régime dont nous crevons pour faire plaisir à M. Edgar Faure et à M. Pinay ?

Allons-nous ménager *le mal*, c'est-à-dire contribuer à faire durer ce mal, mortel, par sympathie pour le « moindre mal » ?

Le slogan du « moins mauvais » est le slogan avec lequel on paralyse depuis dix ans la volonté de redressement national dans ce pays. Le moins mauvais s'appelait M.R.P. en 1946, il était le gaulliste en 1950, il était l'indépendant en 1954. Qu'a-t-il fait ? Rien. Si, il a obtenu un résultat : il a empêché que la volonté d'opposition au régime fût jamais représentée devant d'opinion. Il a obtenu régulièrement, à tout coup, par notre faute, l'ab-

dication des candidats d'opposition nationale. Il y a dix ans que nous votons, malgré nous, pour les hommes du régime, en vertu de raisonnements auxquels nous nous laissons prendre à tous les coups.

Qu'est-ce que nous avons obtenu de cette abdication ? Rien, exactement rien. La loi d'amnistie est incomplète et inefficace. Elle n'a pas frappé le déni de justice à sa racine même. La condamnation portée contre une partie de la nation reste entière, elle n'est qu'atténuée dans ses effets. L'amnistie administrative a été refusée, le reclassement national des hommes frappés par les jurys communistes de 1945 est encore soumis à l'arbitraire des professionnels de la résistance. L'apaisement national promis par les candidats de 1951 n'a été réalisé par aucune mesure radicale. Il en est de même de la lutte anticommuniste qui avait été leur seconde promesse. Les hommes du régime ont peur du communisme, mais ils n'entreprennent rien contre lui. L'arrestation de Duclos a été sans lendemain. La trahison systématique n'a jamais été sanctionnée. La dissolution du parti communiste n'a même pas été envisagée : les hommes qui ont demandé et obtenu les bulletins de l'opposition nationale supportent sans sourciller qu'une partie de la classe ouvrière française soit tranformée en un instrument de la politique soviétique.

Quelle a été leur politique du « moindre mal » ? Elle a été la même que celle de Mendès, mais avec des tergiversations. La politique que joue chaque président du conseil, c'est le même air, mais on appuie plus ou moins sur les pédales de l'harmonium. C'est le même air parce que les forces réelles qui conduisent notre politique sont les mêmes qu'il s'agisse d'un ministère « de gauche » ou d'un ministère « modéré » : les influences juives et maçonniques, les grands groupes d'affaires, la Cité de Londres. On comprend que dix millions de Français préfèrent la belote aux élections.

A ce moment, on dit : « Mais n'aimez-vous pas bien M. Pinay ? » Comment dire ? Entendons-nous : j'aime bien M. Pinay, c'est un homme honnête, il ne s'appelle pas Bloch, il ne fait pas le mal par plaisir. Mais pour gouverner la France, il serait aussi utile de choisir mon contrôleur des contributions.

Cet honnête petit lapin n'a eu ni hommes, ni idée. Il est venu sagement brouter des carottes à la tribune, et comme il était raisonnable et de bonne volonté, on l'a

pris pour la Vache Sacrée debout sur son escalier d'or. Il est bon, en effet, d'être raisonnable et de bonne volonté. Ça nous change. Mais ça ne nous suffit pas. Quelle image reste-t-il du passage de M. Pinay au pouvoir ? Celle d'un brave homme. Point. C'est tout. Quelle idée a-t-il porté ? Aucune. Quelle solution d'avenir incarne-t-il ? Aucune. Qu'a-t-il fait contre le parti communiste ? Rien. Qu'a-t-il fait contre le régime ? Rien. A-t-il, au moins, mis en place des hommes qui puissent, après sa chute, servir les intérêts nationaux, comme Mendès a pris soin de nommer à larges fournées des hommes dévoués à sa fortune ? Même pas. Il laissa installer sous son règne tous les candidats de ce que Maurras appelait fort bien l'Anti-France, expliquant qu'il n'avait pas le temps de s'occuper des nominations. Alors, à quoi nous a servi M. Pinay ? A rien. A quoi nous sert M. Pinay ? A rien. A quoi peut nous servir M. Pinay ? A rien.

Toutefois, M. Pinay sert à quelque chose. Il sert de caution électorale à quelques arrivistes. Chaque fois qu'un candidat de l'opposition nationale a une chance quelque part, il voit naître devant lui, c'est-à-dire contre lui, une candidature officielle, portant le timbre et la garantie du Centre National des Indépendants, c'est-à-dire la marque de fabrique Pinay et C° made in France. Qui désigne ce candidat ? Pas M. Pinay qui est un homme honnête. Pas les militants non plus, car le Centre National des Indépendants se garde bien de les consulter. Qui alors ? *Nacht und Nebel.* Ce sont des candidats sortis de l'ombre, les élus d'un mystérieux conclave. Ils seront élus, en effet. A notre détriment. M. Pinay qui ne sert à rien contre le régime sert par contre au régime pour empêcher que naisse une véritable opposition

Je ne protesterais pas si tout cela menait à quelque chose. Mais tout cela ne mène à rien. Les Indépendants ont été au pouvoir pendant une partie de la législature. Ils y ont complètement ignoré la tâche fondamentale de toute action politique nationale : *détruire systématiquement le travail de désagrégation effectué en France depuis* 1944. Je dis que, dans ces conditions, ils ont trahi la mission qui leur avait été confiée en 1951.

La politique ressemble en ceci aux affaires : le but de toute firme politique est de s'assurer un monopole. Les Indépendants ont un intérêt commercial à étouffer l'opposition nationale pour consolider leur monopole de

représentation des intérêts nationaux. C'est-à-dire, dans l'état actuel des choses, pour dériver et utiliser au profit du régime le mécontentement des nationaux. C'est ce qui ne nous paraît finalement ni honnête, ni acceptable, ni profitable au pays.

Ils sont puissamment aidés dans cette tâche, il faut bien le dire, par toute une fraction de l'opposition nationale. Devant la difficulté de renverser le régime, qui est certaine, une bonne partie des hommes de l'opposition ont été pris par la tentation de collaborer. Ils pensent que la France serait sauvée s'ils avaient un mandat de député. Comme l'investiture du Centre National des Indépendants est nécessaire à ce grand projet, ils professent une vive admiration pour M. Pinay en même temps qu'une vive hostilité au régime. Ils ont parfois de la mauvaise humeur contre les Indépendants. Cette mauvaise humeur provient seulement du fait qu'ils ne sont pas inscrits sur les listes de la maison. S'ils étaient membres du club, ils trouveraient facilement que le parti des Indépendants est le meilleur des partis possibles et, sans doute, par voie de conséquence, que le régime actuel est le meilleur des régimes possibles pourvu qu'ils siègent à la Chambre comme députés indépendants. Ainsi toute une partie de l'opposition nationale et non la moindre (il s'agit souvent d'hommes qui revendiquent le rôle de chefs dans cette partie de l'opinion) se fait hara-kiri, en ne prenant pas au sérieux son rôle d'opposition. Elle brûle de capituler honorablement devant le régime dans les délices du Palais Bourbon.

Cette opposition capitularde est ferme en propos et fertile en manœuvres. Son objectif est de forcer la main au fameux Centre National des Indépendants pour s'installer victorieusement sur ses listes. La dot qu'elle apporte ou prétend apporter, ce sont nos voix. Il est juste d'ajouter que les militants nationaux n'ont pas été davantage consultés sur ce transfert que ne le sont les militants indépendants. Finalement, si cette opération réussit, elle servira à renforcer à la Chambre les voix d'un ministère Pinay qui nommera poliment M. Daniel Mayer ambassadeur et M. Pierre Bloch sous-secrétaire d'Etat à l'Information.

*
* *

Il est temps que l'opposition sache ce qu'elle veut et

qu'elle le dise. Il est temps que les camarades qui approuvent nos idées cessent d'être un bétail électoral qu'on échange et qu'on vend comme une armée chinoise. Il est temps qu'ils aient la parole et qu'on écoute leurs voix. Si leur nombre n'est pas assez grand pour qu'on les écoute, qu'ils restent chez eux et fument leur pipe au coin du feu. Cela vaut mieux que de servir de singe dans la fable bien connue.

Nous sommes contre le régime. Nous sommes contre tout ce qui est ce régime. Quand le régime s'appelle Mendès, nous sommes contre Mendès. Quand le régime s'appelle Pinay. Nous sommes aussi contre Pinay. Nous serons pour Pinay lorsque Pinay pourra et voudra faire quelque chose d'efficace contre le régime. Il ne semble pas que ce soit pour demain.

Nous sommes aussi contre l'argumentation dont on s'est éternellement servi pour « piquer » nos voix. Nous pensons que l'opposition nationale n'a pas à se laisser enchaîner pieds et poings liés par un contrat automatique de ralliement au second tour au front des forces soi-disant anti-communistes. Ce ralliement, certes, est souhaitable : mais il doit être discuté. Appliqué automatiquement, il a eu pour résultat de priver l'opposition nationale de toute représentation. Si le front des forces du régime veut des ralliements de discipline dans la lutte anti-communiste, qu'il nous donne une loi électorale honnête garantissant la représentation des minorités.

Les forces d'opposition nationale qui jugent le régime actuel comme mortel pour la France n'ont jamais eu la possibilité d'être recensées. Les circonstances ainsi que les lois électorales malhonnêtes ne leur ont jamais permis de combattre sous leurs propres drapeaux, de présenter leurs propres candidats et d'établir leur propre programme. Elles ont été exploitées jusqu'ici par des ligues d'ambitions électorales qui ne correspondent ni à leurs revendications ni à leur position politique. Il est temps que cette situation cesse.

L'opposition nationale a-t-elle aujourd'hui la force, a-t-elle surtout les moyens de s'organiser ? C'est une question problématique. Si elle peut espérer les avoir en vue des élections de 1956, c'est une autre question. Il n'est pas plus facile d'y répondre. Mais, ce qui est certain et ce qu'il est facile d'affirmer, c'est qu'il est inutile

qu'elle espère retrouver une place dans la nation tant qu'elle ne servira que comme mercenaire électoral des autres, c'est-à-dire tant qu'elle n'aura pas ses troupes, son organisation, sa discipline, ses buts, choisis par ses militants et contrôlés par eux. Le temps est passé, en tout cas, où l'on pouvait tirer avantage d'un combat camouflé dont d'autres mieux placés seraient les bénéficiaires. Nous avons eu trop de déceptions avec cette méthode.

L'opposition nationale ne doit pas apporter un élément de division dans la lutte anticommuniste, mais un élément de renouvellement. Elle doit exister et être acceptée comme un facteur plus efficace de la lutte anticommuniste. Car il faut reconnaître aujourd'hui que les méthodes réactionnaires classiques de combat contre le communisme n'ont pas fait reculer le communisme. Ce sont des armes périmées et inefficaces. Elles n'ont pas mordu non plus sur les abstentionnistes. Prenons acte de leur faillite. En constatant qu'il existe aujourd'hui des forces inutilisées qui peuvent s'adresser efficacement à la classe ouvrière et aux abstentionnistes, en demandant que ces forces prennent conscience d'elles-mêmes et qu'elles apparaissent dans notre vie publique, nous dégageons, au contraire, le seul élément nouveau, la seule arme nouvelle qu'on puisse utiliser dans ce combat.

Des ministères Edgar Faure-Pinay ou Mendès-Edgar Faure, avec ou sans modification constitutionnelle croyez-vous que beaucoup de gens se dérangeront pour voler à leur secours ? On sait trop qu'ils ne peuvent apporter qu'une modulation de la cacophonie politique qui nous écorche les oreilles depuis dix ans. Le seul son nouveau qu'on puisse entendre est celui des voix qui s'élèvent de partout pour dire aux hommes de ce régime : « Allez vous-en. » Dans la lutte contre le communisme, ce sont les seules forces nouvelles mobilisables. Mais elles ne le sont, il faut le savoir pour aucun des produits bâtards de notre ménagerie, pas plus pour Mendès façon Edgar Faure que pour Edgar Faure modifié Pinay.

Maurice BARDÈCHE.

Drieu nous quittait, il y a dix ans, mais la vie de son œuvre vient de commencer

Pierre Drieu la Rochelle nous a quitté volontairement voici dix ans, mais ce serait une erreur que de voir en lui une victime à porter au compte de la Terreur, comme ce fut le cas de notre ami Jean Fontenoy qui mit fin à ses jours à Berlin, peu avant l'arrivée des Russes.

La drame de Drieu est singulièrement plus complexe. S'il avait cru qu'il y eût quelque nécessité d'affronter les Cours de Justice, il l'eût fait, sans provocation mais sans crainte. Les circonstances ont joué leur rôle, elles n'ont pas été déterminantes et Pierre Andreu, le premier biographe, aussi intelligent qu'informé de l'auteur de *Gilles,* a certes eu raison de souligner dans son livre (1) qui, sur d'autres points ne saurait nous donner toute satisfaction, l'importance des tendances au suicide révélées dès l'enfance. Hantise de la mort et besoin d'absolu, voilà deux traits essentiels à souligner dès d'abord.

Drieu est mort du déchirement de sa personne, en proie à des contradictions devenues insupportables.

Son drame est celui d'un monde en décomposition qu'il a voulu refaire quoiqu'il participât lui-même de ce monde, et c'est le propre de tous les réformateurs et de tous les révolutionnaires. Il y participait, nous le verrons, tout à la fois avec délectation et dégoût. Drieu en restera sans doute le romancier le plus caractéristique. D'autre part sa vocation prophétique peut subir l'épreuve des plus redoutables confrontations : Chateaubriand, Dostoïevski, Nietzsche pour ne retenir que les plus éclatants témoignages du don.

Nous tâcherons sans peine à l'établir. Aussi bien Drieu lui-même, pour qui la lucidité d'esprit était une exigence permanente ne laissera pas de nous y aider.

(1) *Drieu, témoin et visionnaire,* par Pierre Andreu.

C'est vraisemblablement dans la préface à la réédition non censurée de *Gilles*, publiée en 1942, qu'il a, le plus nettement avec déjà assez de recul, exprimé le dessein d'ensemble de toute son œuvre et le plus exactement situé celle-ci dans l'ordonnance générale de son temps.

Il n'avait pas été insensible aux libertés de la critique : « Ils avaient aussi — les critiques — entendu dire que je doutais de moi-même. Un artiste doute en effet de lui-même ; il est en même temps sûr de lui. Bref, cela a été l'un de ces lieux communs qu'on se repasse de feuilleton en feuilleton que de mettre en doute ma vocation de romancier. »

La diversité des « moyens d'expression » utilisés pouvait l'expliquer. Mais à cette date — juillet 1942 — qui marque à mon avis l'époque la plus favorable à Drieu, celle du climat le mieux fait pour son épanouissement, il pouvait sans superbe, avec une tranquille et sereine simplicité, souligner la cohérence de sa sensibilité et de sa volonté, à travers ses ouvrages, quels qu'ils fussent.

Il se peut que cette préface de *Gilles* prenne dans les manuels du siècle prochain, une place assez comparable à celle prise dans l'histoire littéraire du XIXe siècle par l'écrit fameux dont Musset a fait précéder la « Confession d'un enfant du siècle ». Sa valeur documentaire, en tout cas, est nettement supérieure, par l'importance du fait historique envisagé, pour notre civilisation.

> « Je me suis trouvé, écrit-il, comme tous les autres écrivains contemporains, devant un fait écrasant : la décadence. Tous ont dû se défendre et réagir, chacun à sa manière, contre ce fait. Mais aucun comme moi — sauf Céline — n'en a eu la conscience claire. Les uns s'en sont tirés par l'évasion, le dépaysement, diverses formes de repli, de fuite ou d'exil ; moi presque seul par l'observation systématique et par la satire. »

Et naturellement il n'éludera pas le reproche, sottement formulé souvent, de s'être pris comme modèle. Suit une argumentation d'une dialectique serrés, sur l'impossibilité essentielle, pour l'écrivain, de ne pas faire œuvre objective, quand bien même l'auteur « s'acharne toute sa vie sur lui-même comme Proust ». En effet comment saisir dans un moment donné autre chose qu'un fragment « de son univers intime » ?

Mais un propos qui nous paraît plus riche de conséquences c'est celui où il nous confie : « De plus, chez moi, à cause de mon idée de décadence, l'introspection prenait une signi-

fication morale. Ayant à démasquer et à dénoncer, je pensais qu'il était juste que je commençasse par moi-même... Je flagellais sans pitié l'époque en moi, cette époque où la société vieillissait si hâtivement. »

Aussi est-il parfaitement vrai qu'il est impossible à tout esprit honnête, de dissocier l'œuvre de l'essayiste politique de l'œuvre du romancier, et l'auteur de son œuvre pas davantage.

Drieu aurait donc pu reprendre, comme tout romancier, le mot de Flaubert affirmant « Madame Bovary, c'est moi ». Mais il l'avait fort subtilement et à mon avis, définitivement et une fois pour toutes, complété en précisant :

> « Lisez un peu ce qu'on a écrit sur la genèse des grandes œuvres du siècle dernier, vous verrez qu'on a trouvé la clé de tous les personnages, que ce soit Madame Bovary, Stavroguine ou David Copperfield. On a trouvé la clé et on n'a rien trouvé du tout pour la raison que j'indiquais plus haut.
>
> « Si on ne peut peindre sans modèle, on ne peut non plus reproduire le modèle exactement, à partir du moment où celui-ci est introduit dans une histoire dont le mouvement propre transforme et altère tout ce qu'il entraîne. »

Drieu a su fragmenter l'image, comme il faut pour en multiplier les aspects — un romancier est aussi, par nécessité, affabulateur d'auto-biographies imaginaires où le réel se confond avec tous les possibles du songe, rêve ou cauchemar — et ses transpositions sont suffisamment poussées pour qu'il y ait dans cette partie de son œuvre des réussites faites pour l'histoire littéraire de demain.

Mais nous aurons raison, lorsque nous lisons dans *Beloukia*, cette définition du poète Hassib : « Revenu de la guerre et comme il n'y avait pas d'autre guerre à l'horizon, il donnait sa vie aux femmes, faute de pouvoir encore la donner à une seule », nous aurons raison de souligner qu'il n'est pas possible de mieux exprimer le drame de la vie privée de Drieu, drame qui fut d'ailleurs, plus ou moins, celui de toute la génération de l'entre deux guerres.

Ne nous étonnons pas que *Beloukia* soit aussi, dans une Bagdad, posée d'un trait sobrement classique, un curieux essai de justification du partage de la femme aimée, et si le temps n'est pas venu d'apporter les précisions biographiques qui révéleraient la source de l'inspiration, elles pourront l'être fort aisément lorsque les convenances ne s'y opposeront plus sans même tenir secret le nom du jeune amant qui succède

à Hassib, mort, dans les faveurs de Beloukia à son automne (1).

S'il est, dans toute l'acception du terme, pour le moraliste, l'écrivain le plus représentatif de son époque, Drieu est aussi, par son sens prophétique, une disposition de son génie tourné vers l'avenir, promis aux mêmes curiosités passionnées que Stendhal.

Il devinait l'avenir dans son détail même et ce n'est pas l'expérience des années quarante — par exemple — qui lui permit de silhouetter un personnage médiocre de longues années à l'avance : « Le jour de la révolution était bien pour lui celui de la revanche personnelle et totale. »

Une des hautes nécessités de Drieu c'était l'action certes, mais l'action au sein d'une vie intérieure pleine de richesses et point n'est besoin d'être un maître en symbolique pour comprendre le sens caché de cet ultime épisode de *Beloukia* où l'on voit la princesse, assiégée dans son palais, atteindre ainsi, dans le combat et la retraite au « comble de son génie ». Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas cette femme généreuse d'exprimer la nostalgie de son cœur et d'avouer que trop amoureuse de l'amour, elle a mal aimé Hassib.

Cette conclusion éclaire d'un jour fulgurant le drame de mars 1945, aussi bien que les tentatives précédentes sans oublier les tentations de l'enfance.

« Il fallait décidément renoncer à l'absolu dans la vie et le chercher dans la mort. Dieu enfin vainquait et obligeait sa créature à le préférer à sa création. » Puisque Drieu n'était pas préparé à l'aventure la plus rare qui est d'aimer la créature en Dieu, sa conclusion ne pouvait être différente. Et Drieu ne trichait pas. Il n'y avait pas la vie d'un côté et la littérature de l'autre.

Lorsque dans une pièce : *Charlotte Corday* — ni plus ni moins scénique que « Port-Royal », bien que son destin ait été tout autre, soit dit en passant — l'héroïne cherche à transcender ses contradictions en doctrinant ainsi : « La vraie force c'est d'être modéré, mais de mettre dans la modération plus de force que les violents n'en mettent dans la violence », il exprime certaine douceur et la tendresse de sa nature. A l'épreuve, dans la flambée des haines atroces, il ne se déjugera pas.

(1) Pierre Andreu a fort bien montré les sources personnelles des personnages des principaux romans de Drieu : « *Rêveuse Bourgeoisie* », « *L'homme couvert de femmes* », « *Blèche* », etc...

Tandis que la benoîte censure de Vichy laissait publier, sous la plume d'un ami de jeunesse :

« Préparez les couteaux voici le rémouleur.
« François, le Roi François n'est pas mort à Pavie. »

Drieu commentait simplement : « Si A ou E me font dire qu'ils ne me rateront pas, moi les épargnant, cela les regarde.

— Mais s'ils tuent, c'est-à-dire s'ils font tuer un de tes meilleurs amis avant toi ?

— Je reste le bec dans l'eau ou dans le sang. »



Si nous avons réussi à apporter quelque lumière sur la sensibilité créatrice de Drieu il est temps de projeter un rayon sur son esprit. Ne nous étonnons pas de trouver, ici, un amateur d'âmes barrésien, contenu, maîtrisé, mais qui ne laissera pas de s'exprimer plus ou moins volontairement parfois, tout au long de son œuvre, jusqu'au chef-d'œuvre de ce style : « *L'homme à cheval* » d'une veine aussi classique et dépouillée dans la perfection que le fut « *Un jardin sur l'Oronte* ». Un amateur d'âmes tout naturellement sensible aux subtilités languides des climats de décadence. N'est-ce pas ce qu'il exprimait encore dans cette *Beloukia* publiée en 1936, l'année même du « Rendez-vous de Saint-Denis » ?

« Il lui arrivait à certains moments de détente et de loisir de visiter des personnes trop délicates dont Bagdad était alors pleine, comme toutes les villes civilisées qui commencent délicieusement à pourrir. »

La parenté, sinon la filiation directe n'est-elle pas évidente ici :

« Tout ce qui fait frémir mon cœur dans la vie : courage, luxure, fantaisie, tout cela aussi était injustice. Béni sois-tu ô le plus injuste, ô le plus beau, ô le plus irresponsable des êtres. »

Accent et cadence dont je m'étonne que la résonance toute barrésienne du si lointain « *Jardin de Bérénice* » n'ait pas été soulignée.

Jusque dans certaine construction de la prose : « Ainsi allait la vie délicieuse et déchirée » le goût de Barrès jeune qui ne marqua pas seulement Drieu, mais Montherlant, se laisse aisément identifier.

Mais c'est une exigence constante des membres les mieux doués de ces familles spirituelles que le besoin impérieux de dépasser, au plus vite, de tels plaisirs suspects avant qu'ils ne s'abîment dans la délectation morose, le narcissisme épicurien ou quelque forme que ce soit du matérialisme bourgeois.

Le nationalisme, la terre et les morts, le coude à coude du Boulangisme qui, pour la première fois depuis la République, confondait à Paris les classes sociales dans un même délire, aussi tonique, aussi exaltant pour l'individu le plus richement différencié de la foule que pour la plus élémentaire unité de celle-ci, ouvraient au jeune Barrès de vastes espaces où toute vie pouvait s'épanouir.

Enivrant breuvage ou plutôt elixir magique qui, d'un jour à l'autre, rend possible toute mutation, toute métamorphose. Chacun le reçoit à satiété, selon ses besoins, ce qui suffit à expliquer cette étonnante et profonde aisance soudainement établie dans les rapports sociaux, atteignant à la plus parfaite égalité vraie dans le respect naturel des justes hiérarchies.

Pour Drieu ce dépassement de l'esthétisme individualiste ne pouvait s'accomplir que dans le fascisme puisque tout bien pesé il refusait de se laisser séduire par la nouvelle idole révérée à Moscou et qui certes dispense à ses fidèles des joies puissantes, mais au prix d'un asservissement qu'il ne pouvait admettre et que le fascisme, pour sa part, ne postulait nullement.

Drieu n'ignorait rien des textes contemporains du marxisme leniniste, ni des grands écrits doctrinaux du fascisme, ces derniers rédigés d'ailleurs bien moins systématiquement par Benito Mussolini en personne. De « *La doctrine du fascisme* » où Mussolini écrivait avant 1935 ces précisions remarquables et fort utiles à qui veut comprendre le cheminement de la pensée de Drieu : « L'Etat fasciste n'a rien de commun avec les états absolutistes d'avant ou d'après 89. L'individu dans l'Etat fasciste n'est pas annulé, mais bien plutôt multiplié... L'Etat fasciste organise la nation, mais il laisse cependant aux individus une marge suffisante, il a limité les libertés inutiles ou nuisibles, mais il a conservé les libertés essentielles. »

Et au premier rang de ces libertés, Mussolini, si peu habité qu'il fût personnellement d'anxiété métaphysique, citera dans le même ouvrage le respect du fait religieux en précisant la doctrine en ces termes : « L'Etat fasciste ne se crée pas un Dieu particulier comme Robespierre a voulu le faire un jour, dans l'extrême délire de la Convention, il ne cherche pas non plus

vainement à l'effacer des âmes ainsi que le bolchevisme. Le fascisme respecte le Dieu des ascètes, des Saints, des héros et même le Dieu que voit et prie le cœur ingénu et primitif du peuple. »

Mais point n'est besoin sans doute de justifier plus longuement le choix de Drieu.

Seulement si le Boulangisme était français, le fascisme était italien et le National-socialisme, de style apparemment plus révolutionnaire, était allemand.

Aussi s'explique que presque toute la vie de Drieu, la partie centrale de la vie de Drieu, soit marquée par une longue, inquiète et impatiente attente et que les deux natures que nous connaissons en lui, aient pu coexister, paradoxalement à l'aise dans leurs contradictions, aussi longtemps.

Le fait français de l'absence justifie l'attente et non point une indécision d'esprit propre à Drieu. Du moins met-il le temps à profit, tout au long de ses méditations solitaires, le plus souvent, puis au cours de confrontations solides avec des hommes de sa génération, puis avec des jeunes au premier rang desquels il est juste de citer Pierre Andreu. Il est probablement le premier à comprendre que le temps des nationalismes est révolu et que celui des empires est déjà là. Sourde exigence qui fera craquer les formes usées et qui ne tiennent plus en place que par l'effet d'un trompe l'œil, dont le moindre souffle fera justice, exigence aussi qui expliquera l'échec allemand et qui permet de déduire implicitement des derniers écrits de Drieu l'échec russe. C'est en effet en 1933 qu'il faisait dire à son meneur d'hommes macédonien dans *Le chef* : « La Macédoine est trop petite. Tous ces pays d'Europe sont trop petits. Même l'Allemagne, la France, c'est ridiculement petit. Peut-être irai-je en Amérique ou en Asie. Voilà ».

Et *Mesure de la France* datait de 1922.

Dès lors il est facile de se représenter l'élan de Drieu, lorsqu'il parut possible d'espérer que l'heure de la France venait de sonner. Et comment ne l'auraient pas cru ces hommes haletants d'espoir, venus, le dernier dimanche de juin 36, à ce « Rendez-vous de Saint-Denis » pour reprendre l'expression même de Drieu ?

Je ne pense pas qu'un événement politique, mais dépassant si grandement les limites habituelles de la politique, ait suscité, en France, depuis le début de ce siècle, une curiosité passionnée aussi vive chez les meilleurs esprits.

On savait que Doriot, qui avait réusi ce tour de force d'entraîner en dissidence le rayon communiste de Saint-Denis avec ses cadres et ses troupes, allait annoncer son dessein de

rejoindre d'autres formations françaises. On s'arrachait les cartes d'invitation. C'est là que j'ai rencontré Drieu, pour la première fois, et que j'ai vu s'illuminer son regard, à l'incroyable spectacle dont nous étions témoins et acteurs.

Il fallut, il est vrai, renoncer assez vite à cette espérance, et Drieu malgré son retour en 1943, fut un des premiers à le savoir. L'échec dans le domaine de l'action était total. Et l'échec de l'Empire d'Europe n'était que trop prévisible.

Lucide plus qu'il ne fut jamais, il prodigue alors les avertissements.

C'est au début de cette année 43 qu'il écrit dans un des derniers numéros de la « Nouvelle Revue française » publiée sous sa direction :

> « En tout cas, en dépit de son immense retard à faire depuis deux ans la révolution socialiste en Europe, l'hitlérisme m'a paru et me paraît plus que jamais, comme le dernier rempart de quelque liberté en Europe, de ce qui peut être sauvé de la liberté en Europe, contre la ruée de la Russie et contre les ravages irréparables que déchaînerait un conflit sur le sol de l'Europe entre l'Amérique et la Russie. »

Drieu ne faisait, notons-le, plus grande différence entre Hitlérisme et Fascisme, puisqu'il avait précisé quelque temps auparavant sa position en ces termes : « Qu'il soit simplement entendu encore une fois ceci : je suis fasciste parce que j'ai mesuré les progrès de la décadence en Europe. J'ai vu dans le fascisme le seul moyen de contenir et de réduire cette décadence. »

Sans illusions d'ailleurs puisqu'il avait également remarqué : « Nous ne sommes pas beaucoup à aimer l'Europe d'un amour charnel, d'un amour concret, d'un amour patriotique. Combien dans l'Italie du XVIe siècle aimaient l'Italie ? Machiavel l'aimait de cet amour implacable, intransigeant, immoral que je voudrais avoir la force de mettre au service de l'Europe. »

Déjà lorsqu'il faisait dire à St Just dans une des dernières scènes de « Charlotte Corday », que la France devait tenter l'aventure européenne, il posait implicitement la question du fédérateur.

Le fédérateur français avait échoué. Le fédérateur allemand n'eut pas plus de succès au siècle suivant. Pourtant la nécessité devient de plus en plus pressante.

Et c'est pourquoi dans un de ses derniers articles, destiné

à « Révolution Nationale », mais refusé par la censure allemande, Drieu pesait les chances du fédérateur russe, après avoir souligné la part que le nationalisme traditionnel avait eu dans l'échec allemand.

« Par ignorance de Marx, Hitler a échoué... Mais a-t-il échoué ? Qui dans l'histoire a duré plus longtemps que Mussolini et Hitler ? Voici plus de dix ans que Hitler mène l'Allemagne directement, et depuis dix ans auparavant il l'agitait ; cela fait plus de vingt ans qu'il est en scène. De même Mussolini. Ils sont ponctuellement et de bout en bout contemporains de Staline. Même si Hitler et Mussolini sombrent en 1944 ou 1945 n'auront-ils pas parcouru une longueur de temps qui est bien rarement accordée plus généreusement aux personnalités humaines ? Alexandre, Sylla, César, Auguste, Cromwell, Napoléon ne se sont pas mus dans un espace plus vaste. Et c'est tout ce qu'il faut pour opérer un bouleversement décisif.

« Or le bouleversement est opéré. Mussolini a pu se détourner de Marx, Hitler l'ignorer ou le nier, ils n'en ont pas moins pratiqué dans le mur démocrate-capitaliste une infraction irrémédiable, et qu'aucun marxiste déclaré n'avait pu et n'aurait pu faire.

« Le « fascisme » a été le camouflage merveilleusement efficace d'une grande poussée sociale petite-bourgeoise (furieusement romantique comme tout ce qui est sorti et sort encore de la petite bourgeoisie tant qu'elle n'est pas morte), qui était l'avant-garde et la véritable entrée en scène de la poussée socialiste.

« De ce point de vue, nous ne nous serons pas trompés Nous autres, fascistes européens, nous aurons été vraiment révolutionnaires comme nous avons voulu l'être.

« Nous pouvons mourir tranquilles. Nous avons fait une besogne que d'autres que nous ne pouvaient faire en Europe. Plus tard, les communistes percevront que nous leur avons ouvert la voie, une voie à l'entrée de laquelle ils piétinaient assez faiblement.

« Si Staline a une chance en Europe aujourd'hui c'est grâce à Hitler et Mussolini, en dépit de (et grâce à, il est vrai !) toutes leurs insuffisances, leurs reculs.

« Mais que vaut la chance de Staline ? Elle pèse lourd, et elle ne pèse pas lourd à la fois. Il peut tout gagner et et il peut tout perdre.

« Et d'abord, il peut ne pas vivre beaucoup plus long-

temps que Hitler et Mussolini et ne pas avoir de successeur digne de lui, digne de Lénine.

« Et ensuite il n'a pas une faute à commettre, en dépit de toute son habileté jusqu'ici.

« Et n'a-t-il pas compromis la force révolutionnaire qu'il a en main ?

« Détruire Hitler, sera-ce pour lui la plus grande habileté ou la plus grande faute ? »

Drieu est mort avant d'avoir pu vérifier que les maréchaux de Staline ont effectivement joué, auprès du grand géorgien, le même rôle que l'état-major de la Wehrmacht a joué auprès d'Hitler, lui ont fait commettre les mêmes fautes et qu'ainsi les chances du fédérateur russe sont aujourd'hui essentiellement compromises, quels que soient les succès militaires futurs des maréchaux du Kremlin.

Le violent amour de l'Europe a trop manqué jusqu'à ce jour aux candidats fédérateurs.

Ajoutons que par un trait de pensée singulièrement elliptique, Pierre Drieu la Rochelle a donné une solution frissonnante au problème majeur de notre siècle : celui de la subsistance même d'une humanité grouillante — à supposer qu'elle vive — dont la population s'élèvera à la fin du siècle à quelques cinq milliards d'individus que la planète, y compris les océans, ne saurait nourrir, lorsque dans une nouvelle *qui appartient à ses écrits de jeunesse :* « Défense de sortir » il traçait ces lignes :

« L'humanité, à la suite des guerres et des révolutions des années 1940, avait réglé les questions politiques et économiques en instituant de grandes fédératons continentales, mi-soviétiques mi-fascistes. L'ordre mis dans la production et l'abondance des machines avait réduit le travail à quelques heures par semaine auquel n'étaient soumises que les personnes de vingt-cinq à quarante-cinq ans. L'hygiène et l'eugénique avaient permis de prolonger la moyenne de la vie jusqu'à cent ans. Par ailleurs, le malthusisme et les drogues foudroyantes avaient limité la population du globe à six cent millions d'êtres habitant au large dans les zones tempérées.

« L'élite de cette population aisée avait vu les arts, les littératures, les philosophies remplacés par l'histoire ; puis elle avait laissé de côté l'histoire même comme un amusement fastidieux. Elle se contentait d'une science instantanée, concentrée en formules brèves et mouvantes. Les

chemins lents, subtils et merveilleux de la recherche de jadis avaient été quittés : on vivait dans l'intuition, dans une vision faite de fulgurances. Aussi l'esprit qui n'articulait plus se reposait sur lui-même et menaçait de retomber dans une torpeur mystique. La raison en était peut-être, comme le prétendaient certains savants, que la planète se refroidissait. En tous cas, les esprits inquiets ou vigilants pouvaient proposer qu'on en finit avec cette planète épuisée. A d'autres. Ailleurs. »

Dans cette perspective proprement eschatologique ne retrouve-t-on pas les éléments du cauchemar qui nous oppressait à la lecture de la « République » de Platon ?

Aussi, qu'on le veuille ou non, en ce dixième anniversaire du départ volontaire de Drieu, pouvons-nous, sans nous flatter pour autant de posséder une part si faible soit-elle de ses dons prophétiques, conclure avec certitude que ce grand esprit n'a pas fini de retenir l'attention et que l'histoire même de son œuvre ne fait que commencer.

J.-M. AIMOT.

Notre Numéro Spécial sur Robert Brasillach

Nous tenons à remercier ceux de nos confrères qui ont bien voulu faire écho à notre numéro spécial consacré au « Souvenir de Robert Brasillach. » *Rivarol, Dimanche-Matin, Le Bulletin de Paris, Aspects de la France,* ont consacré des compte-rendus à notre numéro et ont bien voulu en citer des extraits, soit dans leurs revues des revues, soit dans des articles séparés. Nous avons été particulièrement touchés de l'initiative de *L'Heure Française,* dirigée par notre ami Michel Trécourt, qui a consacré une page entière à l'anniversaire de la mort de Robert Brasillach. Dans *Le Monde,* Yves Florenne a consacré une partie de son feuilleton à notre fascicule : il regrette la mort de Robert Brasillach, mais s'élève contre ce qu'il appelle nos tentatives d' « hagiographie ». Même réponse, en plus désagréable, dans la revue juive *Evidences* dont l'article a été relevé dans un récent numéro de *Presse et Littérature,* édité par le Club National des Lecteurs. Nous ne nous attendions pas à des approbations de ce côté. Bornons-nous à faire remarquer à ceux qui nous reprochent de garder le culte de la mémoire des écrivains assassinés en 1945 que nous n'avons prétendu faire qu'une offrande à leur souvenir. Il n'appartient ni à ses ennemis ni à nous de fixer la valeur qu'aura l'œuvre de Robert Brasillach pour les générations à venir. Ce sont les garçons qui ont aujourd'hui vingt ans qui se chargeront de la réponse.

LE DRAME DE YALTA

Enfin, la conférence de Yalta paraît au grand public ce qu'elle fut réellement, ce que les gens informés (ils sont, hélas ! peu nombreux) savaient qu'elle était : une *trahison* de la cause pour laquelle les alliés étaient entrés en guerre et des intérêts les plus sacrés des nations non communistes. (Nous ne disons pas du monde libre, car ce mot est pour nous vide de sens).

En réalité, l'affaire de Yalta est quelque chose de plus grave. Ce n'est pas un acte isolé. Les négociations de Yalta n'ont pas porté de fruits amers parce que Roosevelt a eu une défaillance au bord de la tombe et qu'il a abandonné brusquement une cause pour laquelle il aurait lutté pendant des années. Yalta est un *aboutissement.* C'est la conclusion logique d'une politique voulue, délibérée, poussée jusqu'à ses conséquences les plus tragiques en dépit des avertissements les plus solennels et les plus répétés. A Yalta ont été repris les thèmes négociés à Casablanca, au Caire et à Téhéran. Yalta a été suivi des conférences de Québec et de Potsdam où personne n'a paru manifester de regret des positions de principe adoptées et où des solutions de détail ont été recherchées pour traduire ces principes en actes.

D'ailleurs, à l'époque, les participants et les journalistes à leur solde se sont glorifiés de l'œuvre accomplie. Harry Hopkins, l'éminence grise de Roosevelt et qui eut la délicatesse d'être aussi malade que son patron pendant toute la durée des réunions, déclara que c'était vraiment la première victoire gagnée pour la paix et qu'elle valait « pour toute la race humaine civilisée ». William Shirer dit que c'était « une étape dans l'histoire de l'humanité ». Raymond Gram Swing affirma : « Aucune nouvelle ne pouvait arriver plus à point pour la célébration de l'anniversaire d'Abraham Lincoln ». *Time* déclara, peut-être un peu vite : « Tous

les doutes sur la capacité des Trois Grands à coopérer dans la paix comme dans la guerre sont maintenant levés ». Enfin, le sénateur Alben Barkley, qui passait pour avoir une connaissance approfondie des affaires internationales prononça ce verdict qu'il regrette peut-être aujourd'hui : « ...Un des pas les plus importants faits pour l'établissement de la paix et du bonheur dans le monde ».

Les coups de revolver des soldats polonais qui se suicidaient sur le front d'Italie à la pensée qu'ils ne reverraient jamais ni leurs familles ni leur patrie, ne faisaient pas, à beaucoup près, autant de bruit que ces claironnantes déclarations et, d'ailleurs, aucun des Trois Grands ne s'en préoccupait.

On a plusieurs fois cité ce mot de Churchill : « Personnellement, les Polonais me sont assez indifférents. » Aucun journal français n'a osé ajouter, parce que cela ne met pas en très bonne posture les professionnels du parlementarisme, que la seule chose redoutée par Churchill était les réactions parlementaires que ne manquerait pas de susciter l'abandon de la Pologne le jour où il serait connu. Pour lui, la punition a mis dix ans à venir. Il a fallu la propagande effrénée à laquelle se sont livrés les Alliés depuis la fin des hostilités pour que la vérité soit à ce point étouffée et que la punition ne vienne pas plus tôt.

La déclaration de Yalta professait le plus profond respect pour la Charte de l'Atlantique à laquelle Staline avait été prié de donner son adhésion, mais elle en violait tous les principes. Le premier article insistait grandement sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Or, près de la moitié du territoire polonais et un tiers de sa population furent livrés à l'Union soviétique sans qu'il fût un instant question de plébiscite. Roosevelt et Churchill cherchèrent bien un dédommagement pour les Polonais, mais ils quittèrent Staline sur la simple promesse que « la Pologne devait recevoir des territoires substantiels au nord et à l'ouest ». Cela signifia dans la pratique que neuf millions d'Allemands durent être chassés de terres qui avaient été allemandes depuis des siècles et qui furent arbitrairement attribuées à la Pologne.

Ces injustifiables transferts de territoires sont pour

l'avenir, une cause infiniment plus grave de conflit que ne le fut le Corridor de Dantzig de sinistre mémoire.

Une autre stipulation de Yalta qui choque beaucoup aujourd'hui l'opinion américaine est que les citoyens soviétiques en zone occidentale dussent être remis aux autorités soviétiques. Les autorités militaires britanniques et américaines furent ainsi transformées en chasseurs d'esclaves et remirent à la police russe des réfugiés incontestablement voués à la torture et au massacre. Le rôle était peu glorieux et ses conséquences pratiques sont très regrettables : aujourd'hui, certains généraux américains regrettent de n'avoir plus à leur disposition les 500.000 hommes de l'armée Vlassov.

Les termes de l'accord qui ont le plus contribué à la défaite du Parti Démocrate en 1952 sont ceux qui concernent l'Asie. Roosevelt a donné aux Soviets une base aéronavale dans les Iles Kouriles ; il leur a concédé le sud de l'Ile Sakhaline, la domination économique de la Mandchourie, l'équipement de soixante divisions sibériennes pour que Staline participe à la guerre contre le Japon. Il n'y avait pas lieu de faire de concessions à Staline, d'avoir l'air en quelque sorte d'acheter son concours, car Staline avait plusieurs fois déclaré à Harriman, au général Hurley et à Cordell Hull que, de toutes façons, il participerait un jour à la guerre du Pacifique. Il n'y avait qu'à accepter son concours s'il était utile. Nous verrons qu'au début de 1945 il avait cessé de l'être.

Emus par les critiques pertinentes faites outre-Atlantique des accords de Yalta, ses auteurs ont trouvé en leur faveur cinq arguments :

1. Les accords étaient bons en principe. Ils ne sont critiquables que parce que Staline n'a pas tenu ses promesses.

2. Yalta n'a rien donné à l'Union soviétique qu'elle n'eût déjà pris ou qu'elle ne fût en mesure de prendre.

3. Ç'a été une grande victoire morale d'obtenir de Staline la promesse « d'élections libres et sans entraves en Pologne » et le respect des « méthodes démocratiques » dans « les pays libérés ».

4. Les concessions aux exigences soviétiques étaient inévitables si l'on voulait maintenir Staline en guerre contre l'Allemagne et s'assurer son intervention contre le Japon.

5. Il n'y avait qu'une alternative à la politique de Yalta : la guerre avec l'Union soviétique.

A ces arguments il a déjà été répondu aux Etats-Unis depuis cinq ans que les accords de Yalta n'étaient pas essentiellement bons. Il était facile de prévoir que Staline ne ferait pas honneur à sa signature. Il ne l'avait jamais fait. Il n'avait qu'un but : l'extension du communisme dans le monde. Croire à la promesse « d'élections libre et sans entraves en Pologne », au respect « des méthodes démocratiques » dans les « pays libérés », c'était s'exposer aux plus graves mécomptes, peut-être même avoir envie d'être dupé.

La puissance de l'armée soviétique était étroitement dépendante des fournitures américaines. Il aurait encore suffi, même à Yalta, que Roosevelt donnât l'ordre de suspendre les livraisons de munitions et de boîtes de conserve à l'U.R.S.S., pour que Staline fût obligé d'arrêter net son offensive sur le front allemand. A plus forte raison ne pouvait-il rien entreprendre en Asie sans matériel américain. Or, son intervention présentait-elle un caractère d'utilité ? Nous avons déjà dit : non.

Au cours de l'été 1951, Dean Acheson, alors ministre des Affaires Etrangères, a déclaré : La participation de la Russie à la guerre contre le Japon a été recherchée, parce que c'était alors l'opinion des militaires, opinion d'ailleurs partagée par tout le monde, que la captulation du Japon ne pouvait être obtenue que par un débarquement massif dans les îles ».

C'était peut-être l'opinion du général Marshall, mais ce général n'était conseiller militaire de Roosevelt que parce qu'il lui donnait les conseils qui lui faisaient plaisir. Le général Arnold, l'amiral King, l'amiral Leahy, le général Mac Arthur et l'amiral Nimitz savaient, au contraire, et ils l'avaient fait savoir à Roosevelt, que le Japon offrait de se rendre si les Etats-Unis lui faisaient des conditions honorables. La principale de ces conditions était le maintien de l'empereur sur son trône.

Il n'y avait donc pas d'alternative : concessions illimitées à l'U.R.S.S. ou guerre avec l'U.R.S.S.

Les Américains, grâce à leur puissance industrielle, tenaient les Russes à leur merci. Ils étaient donc en mesure d'obtenir une contrepartie à toute concession faite. Ils pou-

vaient même ne faire aucune concession, mais il n'aurait pas fallu qu'ils fûssent décidés à tout sacrifier à la « reddition sans conditions » de l'Allemagne. Il n'aurait surtout pas fallu que tant de diplomates et de politiciens américains fussent imbus d'idéologie communiste et anxieux de faire des concessions à l'U.R.S.S., parce que, disaient-ils, celle-ci était destinée à devenir la plus grande puissance européenne, la seule dont les Etats-Unis eussent intérêt à rechercher l'amitié.

Ce n'est pas en vain qu'un grand pays laisse un Alger Hiss, un espion soviétique, occuper le poste de directeur politique de son ministère des Affaires étrangères.

Georges OLLIVIER.

Six mois en Afrique du Nord ou les causes du déclin d'un Empire

Je viens de passer plusieurs mois en Afrique du Nord.

Je commençai par Tanger. Puis, je rayonnai un peu partout. Même dans les moments les plus inquiets, en Aurès et en Kabylie, jamais nous ne fûmes attaqués, que nos voyages s'effectuassent de jour ou de nuit. Je n'avais aucune accointance spéciale avec les rebelles, je ne portais pas d'uniforme et, l'avouerai-je, je n'avais même pas un révolver sur moi. Mon seul avantage était de bien connaître ces pays et leurs habitants, que je fréquente non hâtivement depuis une trentaine d'années en consacrant de temps en temps un ouvrage ou des articles à l'évolution de ce lot africain dont le moyen âge ne remonte qu'à un siècle.

En attendant une explication livresque plus longue et plus détaillée, disons que l'on ment à l'opinion publique française et internationale, que le stade des revendications

indigènes est largement dépassé pour l'Algérie, que les agitations dans les protectorats masquent de sordides affaires particulières, que l'Afrique du Nord est devenue une nouvelle question des Balkans, que la chasse aux vénalités et aux injustices de tous ordres suffirait à faire refleurir le prestige français, que des abus administratifs devenus des habitudes sont à réformer (ils visent aussi bien les indigènes pourvus d'une fonction que les Blancs), que les manœuvres anglaises et américaines contre la souveraineté française sont bien plus dangereuses que celles des communistes, que ces pays souffrent de notre incompétence parce que la politique domine tous les compartiments de la vie du pays. Les maux n'ont pas changé depuis dix ans; ils se sont simplement aggravés et ces maux sont plus moraux que matériels.

Quand on m'annonça triomphalement que grâce à M. Jacques Chevallier, alors ministre de M. Mendès-France, l'Algérie allait avoir 175.000 hommes de troupes en permanence, je ne souris pas à l'unisson de mes interlocuteurs. Je mesurai mieux la rapidité d'une décadence, car ça n'est pas un succès d'avoir besoin du chiffre-record de 175.000 militaires *125 ans après la conquête dans trois départements français !* D'autant que ces troupes étant, pour grosse majorité, des goums musulmans, la propagande islamique aura beau jeu de les entamer au nom de la fraternité coranique. Ces hommes entraînés et armés, nous les retrouverons un jour de l'autre côté de la barricade. On oublia d'informer le public des désertions de l'Aurès (avec Tahar Lassoued) si l'on ne put passer sous silence celles du Caire au passage du bateau ramenant les légionnaires d'Indochine.

Tout s'aggravera car la France ne sut pas ou donner ou réprimer assez vivement. L'abcès nord-africain est devenu purulent parce qu'il dure depuis 1951, date du coup de Jarnac anti-français réussi par les Anglais (soutenus par les Américains) en Libye. Ce tocsin, personne ne voulut l'entendre malgré l'avis motivé de M. Jacques Bardoux et le nôtre plus modeste. La conspiration du silence devait permettre au mal de gagner en profondeur l'Afrique française, jusqu'au Cameroun en partie musulman assez spé-

cial, avec ses amabilités pour le fétichisme, mais musulman quand même. Tout ça était calculé, escompté, prévu, car il est plus facile d'abuser, de spolier, un souverain et un gouvernement indigènes (aux caisses toujours vides à cause de l'inorganisation et de l'imprévoyance musulmanes ataviques) qu'un pays tuteur comme la France. Les papiers parus ici et envoyés de là-bas donnèrent la physionomie essentielle des ingérences anglaise et américaine dans nos affaires coloniales. Nous n'y reviendrons pas.

Dans ce domaine, il nous reste deux mots à dire à Radio-Tétouan que nous entendîmes baptiser les rebelles du nom de « rédempteurs ». Radio-Tétouan, dollars obligent, fait chorus avec le Caire, Tripoli (de Libye) et Radio-Budapest. Apprenons donc aux Espagnols, maîtres du poste, que nous eûmes l'occasion récente d'avoir des nouvelles fraîches d'Abd-el-Krim habitant sa villa résidentielle du Caire munie d'un poste émetteur-récepteur puissant couvrant toute l'Afrique du Nord. L'Emir accepte le titre de « chef des commandos nord-africains » ; il se déclare violemment anti-communiste et n'est plus tellement anti-français puisqu'il propose de bavarder avec nous. Le lieutenant de l'armée régulière irakienne, arrêté et blessé en Kabylie, relevait de ses ordres pour « contacter » le chef rebelle kabyle Krim-Belkacem. Abd-el-Krim n'a que mépris et dédain pour les anti-français en chambre, les ben Youssef, Chenik, Bourguiba, Allal Fassi et autres planistes du Néo Destour et de l'Istiqlal fuyant les risques personnels du combat. Abd-el-Krim, pour des raisons d'opportunité diplomatique (Washington régnant à Madrid et au Caire) ne peut assouvir sa haine tenace contre l'Espagne qu'il vainquit au Riff de 1920 au 1925 ; on ne lui permettrait pas de vitupérer Garcia Valino et le « traître » Abdel Malek Torrès, l'ancien leader du « mouvement nationaliste arabe » passé au service de Madrid. Abd-el-Krim ignore volontairement son ancien pays, le Riff espagnol, *car il sait que si les Français sont obligés d'abandonner l'Afrique du Nord* (le Pacte d'Algésiras serait remis en question ainsi que les accords franco-espagnols), *l'Espagne ne pourrait pas faire autrement que de l'imiter pour rendre le Maroc complètement indépendant.* Il lutte contre l'Espagne par la

bande française. Maintenant, Radio-Tétouan, à bon entendeur, salut ! (1)

Cette adresse au poste du Riff espagnol indique aussi que la France se trouve en face « d'interlocuteurs valables » qu'elle se choisit, *donc qui ne sont pas valables pratiquement*. Ce que nous soutînmes depuis toujours. Nous affirmerons aujourd'hui que l'anti-France compte moins d'un pour mille nord-africains (élections partielles récentes 23e circonscription *de Kabylie* : sur plus de 5.000 électeurs, 66 voix au candidat communiste). Les évolués se trouvent très éloignés des masses pas tellement mécontentes du « sort français ». Tout le baratin officiel et les polémiques, n'intéressent que quelques milliers d'individus sur plusieurs millions. L'escroquerie gouvernementale fut de faire croire que toute l'Afrique du Nord allait sauter, si l'on lui refusait des libertés plus étendues. Voici une confirmation « officielle » de cet état de fait.

Quelqu'un reprochait au Préfet de Constantine la lenteur du retour au calme dans son département, en Aurès, en rappelant que l'insurrection Kabyle de 1945 fut mâtée en trois jours. Ce haut fonctionnaire répondit que le cas n'était pas le même. « En 1945, des foules fanatisées se jetèrent sur les Français pour égorger, violer, émasculer et incendier. En 1954, rien de collectif. Des bandes armées, souvent honnies de la population, opèrent. Une répression comme en 1945 risquerait d'atteindre des éléments paisibles qui, par vengeance, pourraient se joindre aux rebelles. »

Puisqu'il ne s'agit que de bandes rebelles, sans appui de la population, on peut se demander ce que viennent faire dans cette affaire les « réformes » de M. Mitterand ! Mais l'occasion offerte bêtement par la France était trop belle pour la laisser passer. L'astucieux Dr Bensalem, délégué élu à l'Assemblée algérienne, la saisit. La France ayant reconnu des « interlocuteurs valables » au Maroc et à la Tunisie, le Dr Bensalem pensa que le moment était venu de préparer l'avenir de l'Algérie. Avec 48 de ses collègues,

(1) Une nouvelle revue hebdomadaire vient de voir le jour à Tétouan, c'est : *Aqui Marruecos*. Son fondateur : M. Ramon Santamaria Quesada. Unique but quant aux premiers numéros : dénigrement systématique de l'œuvre française en Afrique du Nord. Violentes campagnes anti-françaises.

réduits à 30 par la suite, il se porta en « interlocuteur valable » algérien en demandant l'abrogation du Statut de l'Algérie. Désormais, entre Tunis et Casablanca, la liaison est établie par Alger. Un joli travail des naufrageurs d'empire ! Le syndicat des mécontents est aujourd'hui au complet grâce aux incompétences des gouvernants français ou à leurs desseins tortueux !

A la vérité, et en dehors de combinaisons particulières, nous assistons à une sorte d'état d'esprit révolutionnaire. Etant entendu que, par « révolution » j'entends : désir de prendre les places dorées des autres. Les indigènes évolués veulent le gâteau pour eux seuls, alors que la majorité des masses savent qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner avec des « patrons » de leur race ; raison par laquelle, les ouvriers indigènes cherchent *d'abord* à s'embaucher chez les Européens de préférence à leurs coreligionnaires qui ne respectent pas tous les minima syndicaux, les déclarations d'assurances sociales ou d'allocations familiales ou la loi de 8 heures ! J'ai des faits précis dont je ne fais pas une généralité parce que les services de la main-d'œuvre sont vigilants. Mais dans les bleds !... Beaucoup savent que sans la France, les avantages sociaux s'écrouleront ainsi que les garanties de salaires. Ils savent encore que la mise sous séquestre des biens juifs en Egypte par le gouvernement « indépendant » égyptien, n'a pas enrichi les fellah d'une piastre ! Enfin, et condition essentielle de *primum vivere*, il n'y a que la France pour faire siens des surplus de vin et de blé qui font vivre la masse musulmane non consommatrice de pinard (dans l'ensemble). Une autonomie nord-africaine libèrerait la métropole de ses obligations (c'est pourquoi une partie de la France est anti-colonialiste) d'absorption des productions nord-africaines qui auraient de grandes difficultés à s'écouler ailleurs. Ce serait la famine nord-africaine à très brève échéance et un retour en arrière brutal (en même temps qu'un assainissement du marché agricole français).

Beaucoup d'indigènes n'ignorent pas toutes ces incidences. Ils savent que le roi Seoud d'Arabie se ruine à équilibrer les budgets syrien, libanais, jordanien et égyptien pour éviter des faillites d'Etat qui prouveraient au monde

que si le Musulman est plus subtil que le Roumi, il demeure un désorganisateur-né lorsqu'il veut régir ses propres intérêts. C'est d'ailleurs cette pagaye *certaine* en cas d'autonomie qui intéresse ceux qui nous poussent à abandonner l'Afrique du Nord ; leurs financiers combleraient les trous... en prenant, en régie, les douanes, puis les ports, puis la radio, puis les transports, etc..., etc... N'oublions pas qu'en 1910, le Sultan du Maroc avait 60 millions de francs-or de dettes personnelles dans les principales capitales d'Europe. Qui ignore tout ça, ne connaît pas grand'-chose aux problèmes nord-africains.

On cacha aux Français un échec cuisant pour l'amour-propre des théoriciens ès-colonies. Ces théoriciens partent du principe que plus on donne de « réformes », plus on resserre les sentiments fraternels entre Français et Musulmans. Le Commonwealh, quoi ! Pensée généreuse en elle-même reconnaissons-le et très démocratique. Elle pouvait peut-être se réaliser à deux conditions : ne pas considérer la politique de parti comme un produit d'exportation coloniale et surtout être intransigeant sur la notion de prestige français (la femme de César...). Puisque ces principes de base ne furent jamais édifiés, n'en parlons plus. Restait le resserrement des liens franco-musulmans. Prenons un exemple qui deviendra classique lorsqu'il sera connu.

M. Jacques Chevallier, colon, armateur, commerçant, algérien richissime, député, devint maire d'Alger, cette ville-pilote de l'Afrique du Nord. Il forma son conseil municipal franco-musulman avec les meilleures intentions de collaboration fraternelle. Deux mois après l'insurrection de l'Aurès-Kabylie, la P. R. G. arrêtait quatre des adjoints au maire indigènes (dont un avocat), sept conseillers municipaux d'Alger, du M. T. L. D. comploteurs et conspirateurs. Et l'on apprit que les tracts anti-français se rédigeaient dans les locaux mêmes de la mairie d'Alger.

Cette histoire, venant au moment où le député-maire était aussi ministre de M. Mendès-France, au moment où un autre ministre du même gouvernement lâchait son « Plan de réformes » comme prime à la rébellion, provoqua une certaine émotion. Il était désormais prouvé que plus on tendait la main aux « évolués » pour les hisser au même

rang que les Français, plus ils profitaient de leur nouveaux privilèges pour noyauter la place, organiser la résistance, et tenter de saper la souveraineté de la France. On put juger de l'opportunité du plan de M. Mitterand. A moins que celui-ci secrétât le but de nous faire boucler nos valises...

Bien entendu, M. Chevallier, considéré comme « grand spécialiste » nord-africain par le gouvernement d'alors, rit jaune de la confusion de son expérience. Ses collègues aussi. En Algérie, on sourit ironiquement ! Mais on ne pardonna pas à M. Léonard d'avoir laissé s'effectuer cette série d'arrestations ; il fut muté et un déplacement massif des hauts fonctionnaires de la police (M. Carcenac en tête) *spécialisés depuis dix ans dans la lutte contre le séparatisme*, eut lieu vers la France. Je sais bien qu'il n'est pas « public » de prendre la défense des policiers, mais pas un journaliste algérien ne protesta contre ces rigueurs visant des hommes qui leur évitèrent peut-être d'être massacrés le jour de Noël. *La même équipe*, avec l'ancien gouverneur général Naegelen, avait assaini le pays en un temps record.

Devant ces « résultats » pratiques de réformes politiques progressives et de la valabilité des interlocuteurs, il convient donc de poser honnêtement une question : que veut exactement le gouvernement français renforcé par les ligues catholiques de « décolonisation » ?

S'il veut abandonner l'Afrique du Nord, autant le faire en douce en évitant de faire tuer des Français du contingent. S'il veut rester, il doit l'affirmer autrement qu'en paroles, par une réorganisation et non par des réformes et cela, sans un coup de fusil !

Nous ne sommes pas des hypocrites ! Nous savons que nous sommes en face du problème : occupés et occupants ! Nous savons encore que les évolués nous remettent en mémoire les histoires d'occupation de la France 40-41 et de l'épuration en nous affirmant qu'ils ne font que prendre modèle sur les faits relatés par la presse française. Bien sûr, c'est gênant ! On ne peut que leur rétorquer l'exemple de l'U. R. S. S. installée en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, etc... lorsqu'ils affirment bénéficier de l'appui moral des communistes. Mais, eu égard à la « Résistance

française à l'occupant », nous sentons que nos arguties nationales ne sont pas des arguments ! Alors au nom de quoi, demeurer ? Disons calmement et honnêtement (pas pour notre compte personnel puisque nous n'y possédons rien) : au nom de la loi du plus fort, cela évitera toutes les discussions oiseuses ; si l'on considère que l'Afrique du Nord est le complément stratégique-économique indispensable de la métropole. Nous avons le même raisonnement à la disposition des U. S. A. (avec Panama, etc...), de la Grande-Bretagne (avec Gibraltar, etc...), de l'U. R. S. S. (avec la Mongolie extérieure, etc.).

Si la France veut rester dans ces pays théocratiques qui ne comprennent pas grand'chose à la démocratie, sinon les prébendes, c'est très simple : justice, honnêteté, déballage des documents saisis et des aveux prouvant que l'agitation vient de l'extérieur et agir en conséquence réciproquement (création d'une sorte d'I.S. français). Surtout ne pas envoyer des hommes mourir pour rien en faisant limiter par la politique l'action des militaires amenés spécialement sur place. Des hommes, dont c'est le métier, se demandent ce qu'ils « berlinguent » en Aurès et ailleurs quand on limite le nombre de cartouches de leurs hommes, le périmètre de leur action ! Il faudra bien que l'on sache, un jour, la vérité sur « le rapatriement pour raisons de santé », d'un des héros d'Indochine, le général de parachutistes Gilles, qui aurait jeté ses gants à la figure d'un haut fonctionnaire. J'ai conversé avec beaucoup de personnes, dont certaines reviennent d'Asie. Pourquoi faut-il que ce leitmotiv me sonne toujours dans les oreilles : « Comme en Indochine, il y a cinq ans ! Des ordres, des contre-ordres, pas de bobo, évacuez ici, restez là, sans que l'on sache pour quelles raisons ! »

L'indécision de la France à prendre un net parti, lasse nos meilleurs amis indigènes qui ne se gênent pas de nous dire ce qu'ils pensent de notre façon d'opérer. Ils savent que cela ne pourra pas durer. Alors, ils commencent à prendre des assurances de l'autre côté par personnes interposées. On se croirait en 43/44 en France ! Et comme en Histoire, les mêmes causes engendrent toujours les mêmes effets... Regardons ce que nous fîmes d'un ami sûr, loyal comme le Pacha de Marrakech, avec nos hésitations, nos

volte-face, notre indécision ! Il est le maître de la meilleure moitié du Maroc avec ses Berbères. De Tanger, on m'apprend qu'il arme ses harkas. Il y a deux ans nous expliquâmes les raisons qui le poussèrent vers les conseilleurs anglais ! Nous reviendrons plus tard sur les volcans de l'Est et l'Ouest qui entraîneront le centre algérien malgré les 175.000 hommes de M. Chevallier et peut-être à cause d'eux (tabors marocains).

Je préfère voir les gens crier que les esprits ressasser de mauvaises pensées. Je préfère voir un net incident dans un coin qu'entendre des paroles sybillines de Tanger au désert. Je connais la patience musulmane. Je sais que les meilleurs finissent par se laisser convaincre *quand aucune propagande ne soutient leur amitié pour nous* malgré les événements qui durent depuis 5 ans. Je me rappelle que la poignée des « Rémy » de 1939 transforma les Français en 95 % de résistants quand la victoire fut presque assurée. Prendre les indigènes pour moins opportunistes et moins astucieux que les métropolitains serait une grossière erreur.

J'évoquai plus haut le départ, dans la veulerie générale, des anciens collaborateurs de M. Naegelen. La force des gribouilles de la politique nord-africaine vient du manque de... courage des Européens d'Afrique du Nord qui parlent, se lamentent, mais n'agissent pas ou seulement lorsqu'ils ne courent aucun risque. Ils sont toujours en retard d'une émeute ou d'une révolte. Ils imitent volontiers l'autruche. L'ancien gouverneur Th. Steeg écrivait, il y a vingt ans : « Il n'y a pas d'opinion publique, ici ! » Je crois que c'est une des causes essentielles du malaise nord-africain. Les pionniers labourèrent leurs champs en tenant d'une main le manche de la charrue et de l'autre un fusil. Aujourd'hui, leurs descendants seraient davantage enclins à mettre les deux mains sur le volant de l'auto et le pied sur le démarreur... Soit, sans doute, faute de se sentir soutenus ou protégés avec efficacité. Pourtant, je ramène de là-bas la certitude qu'il n'y a plus que cette cohésion pour aider la France à conserver — peut-être malgré elle — l'Afrique du Nord ! Cette cohésion, encore possible, peut être grossie de la crainte de voir revenir l'ère des pogroms ! Car si le Néo-Destour donne des garanties aux Israélites, l'Istiqlal marocain les refuse, ce qui n'empêche pas « les Partisans

de l'Islam » tunisiens de se déchaîner contre les missionnaires protestants et catholiques, malgré les bonnes intentions du R. P. Michel de « décoloniser » à outrance. Or. il y a 900.000 Israélites en Afrique du Nord (environ 500.000 au Maroc, 250.000 en Algérie, 150.000 en Tunisie). Si la France ne les protégeait plus, d'autres nations sont prêtes à nous suppléer au premier appel...

*
* *

Si le Tiers-Etat des Européens d'Afrique du Nord manifestait sa cohésion, si la politique n'était pas le paravent de sordides combinaisons, si la notion de prestige reposait sur une moralité sans faille. Si l'on montrait plus de réalisme dans le choix des travaux rentables pour occuper la main-d'œuvre (oued Chergui), si l'on mettait publiquement les étrangers devant leurs responsabilités avec menace de représailles, si la France avait une propagande intérieure (le cinéma ambulant ne peut aller partout), s'il existait une mane française, je crois que rien ne serait perdu pour notre pays en Afrique. Je crois surtout que 175.000 hommes ne seraient pas nécessaires pour trois départements occupés depuis 125 ans. Une nation est en déclin lorsque la police remplace la bonne volonté.

Pierre FONTAINE.

La défense de la Sécurité Sociale

La Sécurité Sociale est actuellement menacée, non pas tellement par une mystérieuse conspiration réactionnaire, mais par ses abus et son évolution elle-même. La Sécurité Sociale n'est plus aujourd'hui un instrument de prévoyance destiné aux travailleurs. Elle devient de plus en plus un vaste étang parafiscal dans lequel pêchent indistinctement toutes les catégories sociales, les plus habiles s'adjugeant les meilleures parts. A cause des arrière-pensées politiques de ses fondateurs, ce vaste fromage est aujourd'hui grouillant de rats. La Sécurité Sociale est détournée de son esprit et de son but qui était de servir les travailleurs. La défendre contre les politiciens et les profiteurs, c'est défendre un bien qui appartient à tous.

La réforme de la Sécurité Sociale sera d'autant plus difficile à réaliser qu'elle ne soulève pas seulement des problèmes techniques que leur complexité ne rend pas insolubles, mais aussi un problème politique. Toute tentative de réforme dirigée contre les vices actuels du système se heurte en effet à l'opposition démagogique d'une fraction du Parlement, des syndicats ouvriers et de la toute puissante fédération nationale des organismes de Sécurité Sociale d'obédience communiste.

Elle soulève aussi un problème d'ordre psychologique et celui-ci apparaît finalement comme beaucoup plus difficile à résoudre que le précédent.

Ce problème a un double aspect. D'une part la Sécurité Sociale qui fut à l'origine fondée dans l'esprit de la mutualité aboutit actuellement à la négation de cet esprit. La mutualité implique en effet une part personnelle dans l'effort de prévoyance et un minimum de réciprocité dans cet effort qui tendent à disparaître sous l'effet des lois qui depuis près de quinze ans ont contribué à faire de la Sécurité Sociale non plus un régime de prévoyance mutualiste mais un régime d'assistance d'inspiration collectiviste.

D'autre part, ce régime d'assistance tend à se généraliser à

l'ensemble de la population, sans dictinction de situation sociales, ni de ressources, et cette tendance rencontre les faveurs de catégories chaque jour plus nombreuses de Français qui, jusqu'alors, lui avaient été hostiles.

Alors que, sous le régime de la loi de 1930, seuls étaient obligatoirement assujettis les salariés percevant un salaire inférieur à un plafond déterminé, parce que l'on estimait, à juste titre, que la modicité de leurs ressources ne leur permettait pas de se garantir efficacement contre les risques sociaux, à partir de 1945, l'oblifgation de cotiser fut étendue à tous les salariés quel que soit le montant de leurs salaires. C'est ainsi que devinrent assurés sociaux environ 500.000 cadres de l'industrie et du commerce parmi lesquels un certain nombre de présidents, directeurs généraux de sociétés anonymes et de gérants de S.A.R.L. dont la présence parmi les assurés sociaux en qualité de salariés n'est pas l'aspect le moins inattendu d'un régime qui perd de plus en plus son caractère initial de protection des catégories sociales les plus défavorisées.

La loi du 22 mai 1946 dont l'application dut être abandonnée devant la résistance des organisations patronales et des travailleurs indépendants prévoyait même l'extension de la sécurité sociale à tous les Français sans execption quels que soient la nature et le montant de leurs revenus.

La pause qui a marqué ces dernières années risque toutefois d'être de courte durée. Les dirigeants judéo-socialistes de la Sécurité sociale (c'est le socialiste Juif Laroque qui fut, pendant des années, directeur général de la Sécurité sociale et c'est un socialiste le Juif Netter qui est actuellement directeur de la Sécurité Sociale au ministère du travail) n'ont pas renoncé, en effet, à l'application de la loi de 1946, comme en témoigne le projet de réforme déposé au Parlement par le député socialiste Léon Boutbien. D'autre part un courant de plus en plus fort se fait jour chez les petits industriels, les commerçants et artisans pour l'affiliation à la Sécurité Sociale, courant qui s'est récemment manifesté dans les revendications du mouvement Poujade.

C'est cette tendance à la création d'un service national de santé, homologue du Health Service britannique, qui fut l'objectif initial des marxistes de la Sécurité Sociale et qui se manifeste de nouveau très nettement dans le projet Boutbien, dont une réforme intelligente de la Sécurité Sociale devra prendre le contre-pied. Il est juste en effet de réserver le bénéfice de la Sécurité Sociale non seulement aux seuls salariés pârce que leur siuation devant les risques sociaux est infiniment plus précaire que celle de la majeure parie des non salariés, mais

encore et pour la même raison aux seuls salariés petits et moyens.

L'extension de la Sécurité Sociale à l'ensemble de la population aurait, d'autre part, pour effet certain d'accroître dans des proportions énormes l'inquiétant déficit de l'assurance maladie-invalidité. L'expérience faite dans le cadre de la mutualité et de l'assurance de groupe privée montre en effet que l'assurance des non salariés est beaucoup plus coûteuse que celle des salariés, non pas seulement à cause de leur âge moyen plus élevé qui rend plus lourde la charge des risques, mais aussi à cause de la supériorité de leurs ressources. Cette dernière observation est confirmée, il faut le souligner, à l'intérieur même de la Sécurité Socale par le coût de l'assurance des cadres qui est sensiblement plus élevé que pour les petits et moyens salariés.

L'admission généralisée des travailleurs indépendants et des employeurs aurait donc pour résultat de faire supporter par les catégories sociales les plus modestes de la nation la charge de l'assurance des plus favorisées et, en abolissant ainsi dans le domaine de la prévoyance collective la distinction entre patrons et salariés qui reste valable dans une économie toujours fondée sur le profit en ce qui concerne la répartition des revenus, elle constituerait une mesure profondément anti-sociale.



Même si ce projet absurde et démagogique ne devait pas voir le jour, le problème posé par le fonctionnement actuel du régime resterait entier.

Le problème est essentiellement, on le sait, un problème d'équilibre financier. Mais ce que l'on ignore généralement et sur quoi il faut insister, c'est que ce problème n'est pas, comme on le croit trop souvent, posé par les conditions, parfois défectueuses, dans lesquelles est gérée administrativement et techniquement la Sécurité Sociale, mais qu'il est la conséquence directe et inévitable des principes démagogiques posés par la législation elle-même en matière de cotisations et de droit aux prestations.

Problème d'équilibre financier, écrivons-nous, il serait plus exact de dire problème de déséquilibre financier. L'ampleur de ce déséquilibre et sa gravité ont pu être voilés aux yeux du public pendant des années par l'un de ces artifices auxquels les gouvernements de la 4e République nous ont habitués, ils ne pourront plus l'être désormais. Cet artifice consistait à masquer le déficit permanent et constamment aggravé de l'assurance mala-

die-invalidité à l'aide des excédents de ressources de l'assurance vieillesse et des allocations familiales et permettait ainsi au ministère du travail d'affirmer que l'équilibre d'ensemble de la Sécurité Sociale était réalisé. Sans nous attarder à souligner le caractère indéfendable d'un point de vue technique d'une telle présentation des comptes, nous nous contenterons simplement de signaler que dès cette année ce maquillage comptable sera sans effets. Les excédents de recettes des allocations familiales faisant place, à la suite de l'augmentation récente du taux des allocations, à un déficit prévu de cinq milliards, les excédents de ressources de l'assurance vieillesse seront très insuffisants pour couvrir le déficit, dont on prévoit encore l'aggravation, de l'assurance maladie. On peut donc affirmer, sans crainte d'exagération, que la situation des caisses est si grave, que si l'Etat ne consent pas d'importantes avances de trésorerie à la caisse nationale, elles risquent de se trouver cette année en état de cessation de paiements.

Citons quelques chiffres extraits des rapports publiés par le ministère du travail : de 1947 à 1954 le déficit annuel de l'assurance maladie-invalidité est passé pour l'ensemble des régimes de 7 millards à 27 milliards ; le déficit total de ces huit années dépasse 400 milliards.

Comment en est-on arrivé là ? Sans doute convient-il de faire la part de l'inflation dans cette augmentation massive du déficit tout au moins pour les années 1947 à 1952 qui l'ont vu croître de 7 à 73 milliards. Mais depuis 1952, année de la stabilisation monétaire, le déficit s'est encore accru de 30 % alors qu'il aurait normalement dû s'atténuer assez sensiblement grâce à l'accroissement des recettes provoquée par l'augmentation progressive des salaires.

L'explication du déficit par l'inflation ne peut donc plus maintenant être retenue. Au surplus elle ne serait guère favorable aux dirigeants socialistes de la Sécurité Sociale dont une analyse de l'évolution des pensions de vieillesse révèle qu'ils s'étaient délibérément placés dès l'origine dans la perspective d'une inflation continuelle grâce à laquelle ils espéraient absorber les déficits inévitables de leur régime. Nous ne trouverons pas davantage, comme on le croit parfois dans le public, les raisons du déficit dans le montant excessif des remises de gestion accordées aux caisses et l'argument tiré par certains du 13e mois de salaire alloué au personnel de la Sécurité Sociale est un argument démagogique qui ne vaut rien. Sans doute ces remises de gestion sont-elles confortables, mais, calculées pour l'ensemble des caisses maladie et vieillesse, à raison de 0,93 % des coti-

sations, elles ne représentent finalement pour 1954 qu'une masse de 4 milliards sur 400 milliards de cotisations encaissées. Au surplus la gestion administrative fait l'objet d'un compte tout à fait distinct de celui de la gestion technique dont seul le déficit est en cause. Nous ne les trouverons pas non plus dans ce que l'on a appelé d'une façon imagée les « châteaux de la Sécurité Sociale ». Certes l'emploi des fonds affectés à l'action sanitaire et sociale des caisses fut souvent contestable, mais ils ne représentent que 0,28 % des cotisations, soit actuellement environ un milliard. Quel que soit le contrôle de l'emploi de ces fonds, ce n'est pas de leur côté que l'on peut espérer réduire le déficit.

On a enfin prétendu dans les organisations syndicales que l'une des raisons du déséquilibre financier résidait dans le retard avec lequel l'Etat et certains employeurs s'acquittent de leurs cotisations. En ce qui concerne l'Etat, il est exact qu'il a ces dernières années versé avec irrégularité les cotisations dont il était redevable pour l'assurance maladie des fonctionnaires. Les statistiques qui confirment ce fait montrent d'ailleurs qu'il fait depuis 1952 un effort pour rattraper son retard. De plus il ne faut pas perdre de vue que les cotisations d'assurance maladie des fonctionnaires représentent à peine 5 % du total des cotisations affectées à la couverture de ce risque.

Quant aux employeurs du commerce et de l'industrie, on ne possède pas de statistiques précises sur le montant de leurs cotisations arriérées, mais si l'on rapproche le chiffre des salaires ayant supporté les cotisations du montant total des salaires distribués tel qu'il résulte des déclarations annuelles qu'ils adressent au fisc, on constate que le premier chiffre représente 70 % du second ce qui correspond à peu près au pourcentage des salaires inférieurs au plafond de la Sécurité Sociale.

Si aucune de ces explications ne peut être retenue, quelles sont alors les véritables causes du déficit de l'assurance maladie? Comme le confirme une étude attentive du coût des prestations et de leur évolution depuis 1930, elles sont au nombre de cinq : la première cause réside dans les règles qui régissent actuellement le droit aux prestations, la deuxième dans le développement considérable de l'absentéisme, la troisième dans un accroissement énorme des dépenses de pharmacie, la quatrième dans la hausse du taux de la natalité qui a augmenté le nombre des bénéficiaires, la cinquième enfin dans l'alourdissement très sensible de la charge du service des prestations aux ascendants des salariés, aux invalides et aux retraités.

Reprenons une à une chacun de ces causes. La première est

mise en évidence d'une façon très nette par la courbe de l'évolution des prestations depuis 1930. Celle-ci après avoir connu des variations de très faible amplitude de 1930 à 1941 change brusquement d'orientation à partir de 1942 sous l'effet de la loi du 6 janvier 1942. Cette loi, en supprimant l'individualisation des cotisations et par suite le lien qui existait entre leur versement et le droit aux prestations, permit aux assurés d'en bénéficier beaucoup plus largement et directement qu'avant et déclencha une hausse brutale des dépenses qui se traduisit par des déficits importants en 1943 et 1944. La réforme de 1945 au lieu de revenir sur les effets de la loi de 1942, loi de circonstances imposée par les nécessité de la guerre et de l'occupation, les consacra en posant le principe du droit aux prestations sous la condition de l'accomplissement de 60 heures de travail au cours des trois mois précédant la maladie. Ainsi se trouvaient admis au bénéfice des prestations, dans les mêmes conditions que les salariés permanents, un nombre croissant de salariés occasionnels ou intermittents et de chômeurs quasi professionnels pour qui n'étaient versées que des cotisations insignifiantes. Il faut incontestablement voir là l'une des principales raisons pour lesquelles les dépenses atteignaient en 1953 l'indice 140 par rapport à 1939 alors que les recettes n'atteignaient que l'indice 91.

Le développement de l'absentéisme est lié aussi en rapport étroit avec la loi du 6 janvier 1942. C'est en effet à partir de 1943 qu'une hausse brutale des indemnités journalières, qui s'est finalement traduite par un doublement du coefficient d'absentéisme par rapport à l'avant-guerre, est intervenue. Le coefficient d'absentéisme est passé de 1 en 1939 à 2,22 en 1943, 2,47 en 1947 et il s'est stabilisé autour de 1,9. En se basant sur le chiffre des prestations en espèces versées en 1953, qui dépassait 300 milliards, on peut chiffrer à 15 milliards, soit 20 % du déficit enregistré cette année-là pour l'assurance maladie, la charge supplémentaire causée par le développement de l'absentéisme. Il faut avouer qu'il est à la fois paradoxal et inquiétant que l'assurance-maladie dont on attendait légtitimement une amélioration de la santé publique ait pour effet de doubler le nombre des journées d'incapacité de travail.

Cet effet est d'autant plus fâcheux qu'il incite à redouter pour la Sécurité Sociale la politique de hausse progressive des salaires que rend largement possible la situation actuelle de l'économie française. Cette politique risque fort en effet de se traduire par une augmentation des indemnités journalières et, par suite du déficit de l'assurance maladie. Ce fait est très caracté-

ristique du sabotage systématique de la Sécurité Sociale par l'égoïsme et les abus de certains.

Troisième cause : l'augmentation continuelle à partir de 1947 de la part des frais pharmaceutiques das le total des prestations. Alors que de 1930 à 1947 cette part avait été à peu près égale à celle des frais médicaux, à partir de 1947 ont la voit croître de façon continue et atteindre en 1953 le double. Chiffrés en pourcentage des salaires, les coûts respectifs des frais médicaux et pharmaceutiques étaient en 1938 de 0,30 % et de 0,46 % ; en 1953 ils atteignaient 0,79 % et 1,50 %. Sans doute cette distorsion est-elle partiellement due à la hausse importante des prix de la pharmacie à partir de 1947 ainsi qu'au fait que cette dernière est généralement remboursée à raison de 80 % des tarifs commerciaux alors que les frais médicaux sont remboursés sur la base des tarifs des caisses qui sont très nettement inférieurs aux tarifs syndicaux. Il n'en reste pas moins que l'assurance maladie est certainement à l'origine d'une consommation excessive de produits pharmaceutiques leur remboursement continuant à croître plus vite que celui des frais médicaux. L'amélioration de la santé publique restant douteuse si l'on en juge d'après l'ascension des indemnités d'arrêt de travail, les grands laboratoires paraissent être les premiers bénéficiaires du système.

L'augmentation du taux de la natalité a naturellement eu son incidence sur le volume des prestations de la Sécurité Sociale C'est ainsi que la part des enfants qui représentait 12 % dans le total des prestations au cours de la période 1930-1935 est passée à 22 % depuis 1945 avec une tendance certaine à la stabilité.

Dernière cause enfin qu'il ne sera d'ailleurs pas possible de faire disparaître pour des raisons sociales évidentes, l'attribution sans limitation de durée, depuis 1948, des prestations aux invalides.



Ayant ainsi brièvement examiné au cours d'un exposé dont nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser l'inévitable aridité, les causes de la crise financière qui menace gravement l'avenir de la Sécurité Sociale, voyans par quels moyens on pourrait y remédier.

Ecartons d'emblée le remède facile qui consisterait à augmenter le taux des cotisations. Certes une augmentation de deux points du taux actuel permettrait de trouver les cinquante milliards qui ajoutés aux excédents de l'assurance vieillesse équi-

libreraient le budget de la Sécurité Sociale. Mais en dehors des raisons économiques impérieuses qui contre-indiquent une telle mesure son inefficacité seule la condamne. Chaque augmentation des recettes de la Sécurité Sociale résultant soit d'une élévation du taux des cotisations, soit de la hausse des salaires a toujours été suivie, en vertu d'une loi qui ne s'est jamais démentie, d'une augmentation plus considérable des dépenses.

La réforme, pour être efficace, devrait porter essentiellement sur les conditions d'ouverture des droits. Ce point est d'une importance si évidente que même les auteurs du projet de réforme socialiste, d'une démagogie portant sans égale, l'ont retenu. Ils proposent, à cet égard, et cela nous paraît très raisonnable, d'exiger que les assurés justifient de 520 heures de travail au cours des six mois précédant la maladie, pour prétendre au remboursement des soins. Ainsi se trouverait rétabli un rapport plus strict entre le versement des cotisations et le droit aux prestations, ce qui serait plus conforme à l'esprit de la mutualité. Un grand nombre d'assurés qui ne travaillent que de façon intermittente et dans le seul but de remplir les conditions dérisoires actuellement exigées pour avoir droit au remboursement des soins (60 heures au cours du trimestre précédant la maladie) se trouveraient de ce fait écartés de ce droit. Il est évident que cette mesure devrait s'accompagner d'une législation appropriée, permettant de tenir compte de la situation des chômeurs. Sous cette réserve, elle serait socialement juste dans la mesure où elle implique que le travail est la contre-partie des avantages de la Sécurité Sociale et elle aurait une influence certainement heureuse sur l'absentéisme. Elle contribuerait enfin à faire perdre au régime actuel le caractère de régime d'assistance qu'il a tendu à revêtir ces dernières années.

La réforme devrait également comporter des mesures de défense de la Sécurité Sociale contre le sabotage de l'absentéisme systématique et le gaspillage pharmaceutique sournoisement encouragé par certains trusts pharmaceutiques. Ce sont des mesures d'une application délicate, mais tellement nécessaires que le projet Boutbien n'a pas pu s'abstenir de les mentionner. Mais dans l'un et l'autre domaine, ces mesures sont inévitables si l'on veut sauver la Sécurité Sociale. Le gaspillage et le sabotage ne profitent généralement quà ceux qui spéculent sur le mécontentement de la classe ouvrière et qui cherchent à l'accroître — pour accroître leur influence (1).

(1) Parmi les remèdes proposés, on a avancé la fixation à un minimum de six jours de l'incapacité de travail comportant indem-

Si l'on veut sauver la Sécurité Sociale, il faut la ramener à l'esprit de la Mutualité. L'esprit d'entr'aide et de prévoyance de la Mutualité a permis à la classe ouvrière d'admirables et sages réalisations dans lesquelles on retrouve le réalisme et la prudence des travailleurs quand les politiciens ne viennent pas empoisonner leur action. Pour tous les problèmes de gestion qui se sont posés aux Sociétés mutualistes avant de se poser à la Sécurité Sociale (car l'absentéisme et le problème des frais pharmaceutiques ne sont pas nés d'hier), il faut s'inspirer des solutions que l'esprit mutualiste avait découvertes et mises au point après des années d'expérience. C'est en dépolitisant la Sécurité Sociale, en cessant d'en faire un fief des partis politiques et, au contraire, en en restituant la gestion à la classe ouvrière qu'on pourra la maintenir tout en résorbant son déficit et en assurant une répartition juste et efficace de ses ressources.

Si urgente qu'elle apparaisse la réforme de la Sécurité Sociale sera-t-elle entreprise ? On en peut douter tant le régime actuel est impuissant à affirmer son autorité lorsqu'il s'agit de surmonter l'incompréhension des uns et de confondre la démagogie des autres. Au surplus n'apparaît-elle pas aux yeux de certains milieux patronaux comme l'abcès qui permet de fixer les revendications ouvrières et de tempérer par d'assez confortables sinécures l'ardeur combattive de nombreux militants syndicalistes ?

Jacques MAYENNE.

nité Le projet Boutbien n'a pas pris position sur ce point. Au sujet des frais pharmaceutiques, l'un des remèdes proposés est l'institution du système de la *franchise pharmaceutique* retenu par le Comité Interministériel, chargé d'étudier la réforme de la Sécurité Sociale. Ce projet propose de fixer à 2.000 francs par an la franchise, c'est-à-dire la part de médicaments que la Sécurité Sociale ne prendrait pas en charge, supposant qu'une famille de travailleur peut normalement supporter cette dépense annuelle, la Sécurité Sociale n'intervenant qu'au delà de ce chiffre. On peut combiner cette mesure avec une étude plus stricte et surtout plus désintéressée (nous reviendrons sur cette question), de la liste des spécialités admises à remboursement. Ces diverses mesures dégageraient de très importantes économies. Les grands laboratoires sont évidemment hostiles aux dernières d'entre elles et l'on sait que leur influence n'est pas mince auprès des organismes compétents.

Nouvelles européennes, Nouvelles politiques

Deux essais stratégiques

I. — D'une satisfaction assortie de quelques restrictions.

Je ne flâne guère dans ce quartier de l'Ecole militaire, qui est un peu notre Quartier latin à nous autres soldats, sans être déçu par les vitrines de ses librairies veuves de toute publication militaire. J'y vois un attristant reflet de l'atonie intellectuelle de notre Armée. Louange soit donc au général Jacquot ! qui, par deux fois en moins de deux ans, a éclairé ces vitrines de deux éclatantes couvertures : l'une bouton d'or et l'autre d'émeraude (1). Bel exemple d'activité intellectuelle mais aussi de courage car son sujet ne manque ni d'ampleur, ni d'écueils, ni d'élévation ; les deux livres embrassent en effet l'ensemble du problème de la défense de l'Occident vue à l'echelon le plus élevé, celui où le militaire s'articule au politique.

Les interférences politiques, qui ont nécessairement place dans les plus hautes spéculations guerrières, ont toujours été délicates à traiter par un officier en activité de service. Comme bien d'autres avant lui, le général Jacquot l'a senti. Qu'il ait eu recours à certaines précautions oratoires, qu'il ait amenuisé certains traits, qu'il ait, en un mot, observé la réserve imposée par son uniforme, ce n'est pas moi qui l'en blâmerai ; bien au contraire. Mais je serai moins accomodant pour le respect de certains « tabous » gaullistes ou résistantialistes dont l'histoire a déjà fait justice.

Expliquer notre défaite de 1940 par la seule carence du commandement en chef, c'est s'inspirer des confus débats du procès de Riom plus que des jugements de la sereine Clio et c'est bien choquant sous la plume d'un auteur qui, par la suite, ne manque jamais d'insérer l'action stratégique dans son cadre politique, de l'accorder à l'atmosphère psychologique et

(1) « Essai de stratégie occidentale », Gallimard, Paris, 1953.
« La stratégie périphérique devant la bombe atomique », Gallimard, Paris, 1954.

de la mesurer aux possibilités matérielles. Eh quoi ! En 1940 :

— La politique ne posait-elle pas, au commandement, un problème d'une extrême difficulté : contenir, à nous seuls ou presque, jusqu'au printemps de 1941 qui verrait les Franco-britanniques en mesure de chercher la décision, l'effort d'une Allemagne de 80 millions d'habitants ?

— Le peuple français n'était-il pas davantage résigné à une amère nécessité qu'animé par une volonté de victoire ?

— Ne souffrions-nous pas de graves insuffisances en matériels ?

J'accorde que notre infériorité en chars, grossièrement exagérée, se réduisait à quelques centaines et que les unités blindées ont surtout été très mal employées ; mais, toute cette artillerie hippomobile étripée sur les grand-routes par les « Stukas » ? mais, notre pauvreté en canons anti-chars et celle plus grande encore en anti-aériens ? mais, par-dessus tout, cette carence quasi-totale de l'aviation ?

Le général Jacquot excuse, avec beaucoup d'indulgence, la faiblesse actuelle de notre appareil défensif ; après tout, ce n'est pas à un soldat de prononcer des réquisitoires. Mais, comment, parmi les causes, peut-il omettre l'épuration ? Il sait cependant qu'elle n'a pas pris pour critériums la valeur et le passé militaires, qu'elle a sérieusement aggravé le problème du recrutement des cadres et que les titres de résistance sont loin de conférer, aux yeux des subordonnés, un prestige égal à celui de services de guerre... mettons... plus classiques.

Je reconnais volontiers que l'auteur répudie les « tabous » toutes les fois qu'ils eussent risqué de fausser ses conclusions. Ainsi, malgré son séjour au maquis réduit-il à sa juste mesure le rendement des guérillas sans, pour autant, sous-estimer leurs dégâts. C'est donc avec une parfaite honnêteté intellectuelle et « dans une atmosphère épurée des légendes » qu'il a traité la partie constructive de son œuvre, celle qui, somme toute nous importe le plus et dont il est grand temps de présenter une synthèse brève mais, j'espère, fidèle quoique allégée de la plupart des références historiques et en dépit de la foisonnante richesse des idées.

II. — Essai de stratégie occidentale.

La matière de ce premier volume déborde à maintes reprises le cadre suggéré par le titre. On y trouve des chapitres traitant d'organisation, de mobilisation, de matériels... Mais cela ne peut être tenu à grief. Tout est aujourd'hui si mouvant et confus

dans le domaine militaire qu'il faut bien, de temps à autre, interrompre son raisonnement pour poser des définitions et des postulats si l'on veut se faire clairement entendre.

Si je voulais chercher une querelle de composition, ce serait de n'avoir pas placé en tête le dernier et remarquable chapitre qui situe la stratégie occidentale dans son cadre historique et universel. Depuis deux siècles, l'histoire de l'Occident est dominée par la lutte de deux coalitons conduites, l'une, par la puissance disposant de la liberté des mers, l'autre, par l'Etat dominant. Le protagoniste maritime l'a toujours emporté et le centre énergétique terrestre s'est trouvé de plus en plus profondément refoulé vers l'Est, dans l'intérieur des terres, de Paris à Berlin puis à Moscou, cependant que le maritime était, du fait de la relève de la Grande-Bretagne par les U. S. A. au cours de la dernière guerre, reporté d'un large bond vers l'Ouest, par delà l'Atlantique. Il résulte de cet état de chose : — d'une part que *les puissances maritimes donnent la priorité à leurs aviations stratégiques et marines, intsurments essentiels des entreprises transocéaniques,* qu'il s'agisse de coups à intentions décisives ou d'actions périphériques exploitant la dispersion de l'adversaire continenal de long d'un interminable ruban de côtes ou de frontières et, maintenant, par surcroît, sur une immense surface ;

— d'autre part, que *les peuples d'Europe,* coincés entre la masse russe et des littoraux, menacés dans leurs territoires, *s'obstinent à réclamer une aide terrestre directe, immédiate et volumineuse* sans s'apercevoir qu'ils ne cesseraient d'être des comparses, qu' *« ils ne reprendraient une importance propre que s'ils trouvaient un moyen d'assurer, avec leurs seules ressources, la sécurité de tout ou partie de leur territoire pendant un temps assez long ».*

C'est possible car, du fait de son immensité, de risques périphériques vers la Sibérie orientale, le Caucase, les Balkans, la Finlande, de la nécessité de maintenir dans la fidélité les satellites et dans l'obéissance les territoires occupés, *la masse humaine et le potentiel industriel dont pourrait disposer l'U. R. S. S. contre l'Europe occidentale seraient comparables à ceux du Reich en 1940 et ils engendreraient initialement des forces militaires de moindre efficacité.* Le général Jacquot établit tout cela avec pertinence. De même démontre-t-il que, l'initiative de l'U. R. S. S. étant admise, il lui serait impossible, du fait de la rareté des communications et de l'état d'esprit des populations, de faire entre le rideau de fer et sa frontière, les préparatifs d'une grande offensive sans que nous en soyons

très vite avisé par les *services de renseignement et la photographie aérienne qui nous mettraient en mesure de prendre, bien plus aisément qu'aux temps où l'adversaire était à Metz ou à Sarrebrück, toutes les mesures utiles de renforcement et d'alerte.*

Même ainsi raisonnablement circonscrite, la menace russe n'en reste pas moins très redoutable, particulièrement pour les pays qui se trouvent au débouché de la grande plaine de l'Europe septentrionale. L'Espagne et l'Italie sont protégées par leurs montagnes ; la Norvège, couverte par la Suède neutre, et le Danemark, derrière les étranglements du Schleswig, sont capables de tenir seuls un certain temps pourvu que le ciel et la mer leur soient amis. *L'Allemagne de l'Ouest, le Bénélux et la France, plus exposées, peuvent espérer, des Anglo-Saxons, un puissant appui immédiat par les marines et aviations dont les moyens engagés sont récupérables mais la première aide terrestre sera réduite, en quelque sorte, politique, morale et symbolique; une intervention plus massive exigera un délai de l'ordre de trois mois et, c'est à ce moment seulement que, toutes forces réunies, pourra être engagée une bataille à intentions décisives.*

Avant d'esquisser les formes d'action stratégique à conduire durant cette phase de couverture et pour éliminer à l'avance quelques préjugés et malentendus, le général Jacquot pose trois prolégomènes de rigueurs malheureusement inégales. S'il est incontestable qu'il faille *repousser toute idée de front continu au début du conflit* (Il y a 700 kilomètres à vol d'oiseau de la Baltique aux Alpes et l'armée allemande de 1940 n'aurait pas suffi à les garnir convenablement), l'affirmation qu' « *il est matériellement impossible de couvrir... une zone de 100 kilomètres de profondeur à partir du contour apparent du dispositif initial adverse* » aurait demandé qu'on soulignât son caractère précaire : *en cas d'important déséquilibre de forces et sans recours à la fortification permanente*, recours que le général admet parfaitement, nous le verrons plus loin. J'ai peur que le ton intransigeant couvre une dérobade devant le problème du réarmement allemand ; on pouvait peut-être encore espérer l'esquiver en 1953 ; ce n'est plus possible. Quant au troisième chapitre des prolégomènes sur *l'importance des guerillas et des mouvements populaires au début d'un conflit*, il est intéressant et je suis entièrement convaincu que *ces actions ne se manifestent contre l'envahisseur qu'après l'écrasement des forces régulières et les drames classiques de l'occupation. Mais, quid? de l'action en faveur de l'envahisseur* dans un pays qui tolère

l'existence légale d'un parti professant qu'on trahit en opposant la France à l'U. R. S. S., approuvé par un quart du corps électoral et dont l'influence pénètre jusqu'aux plus hauts échelons de l'appareil administratif ? « Ce serait faire une injure gratuite aux masses populaires... que... » est un avantageux coup de menton ce n'est pas une réponse et, si : « *la défense nationale ne peut être envisagée que sur des bases solides* », j'ai bien peur que les nôtres ne le soient pas.

Mais voilà que j'en ai à peu près fini avec les critiques ; nous pénétrons sur un terrain purement militaire, net de fondrières politiques et l'on ne peut qu'être séduit devant une construction ingénieuse née d'une imagination volontiers anticipatrice mais contenue par une bonne information technique et par le sens du temps et du réalisable.

L'armée de l'air joue le rôle primordial de la couverture par des actions profondes visant à paralyser progressivement les mouvements de troupes et les ravitaillements. *Les forces terrestres strictement indispensables ont pour mission de contraindre l'ennemi à se déployer le plus fréquemment possible pour le retarder et accroître ses consommations d'essence et de munitions.* Les premiers éléments engagés sont des commandos d'un millier d'hommes englobant des éléments blindés de reconnaissance, du génie pour les destructions, des anti-chars, lancés le plus en avant possible sur tous les axes routiers, opérant par embuscades et actions sur les flancs ou les arrières. Ultérieurement, les premières grandes unités mobilisées exécutent des contre-offensives locales visant les fractions de l'armée ennemie en difficulté et j'ajouterai qu'à mon sens elles pourraient, au besoin en utilisant les ressources de la fortification, préparer leurs manœuvres par la couverture indirecte qui consiste à se placer sur le flanc des directions ennemies et dont Napoléon fit un si magistral emploi avant Iéna. Toutes ces forces sont dotées d'une aviation organique (aviation de sol) leur assurant les facilités de liaison, de transport, d'observation et d'appui de feu que permet le mode de locomotion aérien. En arrière, *la protection en surface du territoire national* contre les agressions aériennes et les tentatives de subversion est assurée par la mobilisation rapide de réservistes locaux analogues aux frontaliers de 1939. Ils ne sont pas disséminés partout mais articulés en vue de protéger des zones ou « *bases* » englobant les organes politiques, les accès maritimes, les régions industrielles, les nœuds de communications, les aérodromes, les centres de mobilisation, les établissements des services... C'est à l'intérieur de ces bases que sont mises sur pied de

guerre les grandes unités et la plupart n'en sortent que pour *livrer bataille en liaison avec les alliés d'outre-mer et toutes forces réunies.*

Outre ce schéma stratégique, l'auteur formule bien d'autres idées judicieuses et quelquefois aussi originales sur la mobilisation, le programme d'armement, le dégrossissage des recrues dans des centres d'instruction, la propagande... Pour satisfaire conjointement aux nécessités de vitesse et de masse, il préconise *une synthèse du service volontaire et de l'obligatoire* dont on peut discuter les formes mais d'une valeur constructive bien supérieure à l'anachronique et schématique apologie de l'armée de métier prononcée jadis par de Gaulle.

On s'étonnera sans doute qu'il n'ait fait, en cours de route, que de rapides allusions à *l'arme atomique* mais il écrit en 1953 et il explique sa réserve dans un chapitre spécial. Nous ne disposons pas encore de l'explosif nucléaire (et il est urgent de combler ce vide) ; son emploi est incertain ; si les Anglo-Saxons le décident, nous ignorons quelle serait son efficacité au profit de notre tâche initiale de couverture. Tout au plus peut-on prévoir qu'il la faciliterait grandement (interdictions par infection effets sur les rassemblements des troupes, les points vitaux des réseaux ferrés, les dépôts de matériels, les sources de production), qu'il la grèverait, pour parer aux ripostes éventuelles, de lourdes servitudes de dispersion et de protection, que, sous des formes nouvelles, il accroîtrait sans doute l'importance de la fortification. J'ajoute qu'aucune arme n'a, jusqu'à présent, brutalement et totalement chassé ses devancières du champ de bataille en raison de l'incertitude sur son rendement et de l'attachement des militaires aux formes traditionnelles. La sagesse était donc de bâtir sur les moyens dits, assez maladroitement, « conventionnels » tout en surveillant l'horizon et se tenant prêt à s'adapter.

Le général Jacquot n'y a pas manqué puisque, dès la fin de 1954, il nous a donné son second volume.

III. — La stratégie périphérique devant la bombe atomique.

Si l' « Essai de stratégie occidentale » s'adressait, au delà des militaires, à l'opinion française, le nouveau livre semble bien, à travers celle-ci, viser l'américaine. C'est qu'en moins de deux ans, les événements ont marché. Les U.S.A. déçus par les résultats de notre réarmement ont résolu de procéder à celui de l'Allemagne occidentale et, un peu plus tard, inquié-

tés par les flottements de notre opinion influencée par la propagande neutraliste, ils ont, peut-être pas sans arrière-pensées de chantage, évoqué avec insistance la possibilité d'adopter une stratégie purement périphérique. O ! ne cherchez pas ces explications chez notre auteur ; il a toujours la même répugnance à aborder de front certains sujets. Quoiqu'il en soit, son propos déclaré est de démontrer que *la stratégie périphérique serait immédiatement mortelle pour les pays occidentaux et périlleuse à terme pour les U.S.A.* Il le remplit du reste fort bien tout en précisant et adaptant les concepts généraux que nous connaissons.

D'une première partie historique au cours de laquelle il examine successivement le rôle de l'armée anglaise en Espagne (1808-14), la conduite de la guerre 1939-45 par les U.S.A., leur récente intervention en Corée, il tire un certain nombre d'enseignements auxquels on peut souscrire sous réserve d'une précision :

— « *La stratégie périphérique a toujours été... imposée..., il n'est pas d'exemple qu'elle ait été choisie de propos délibéré; elle est une démonstration de faiblesse temporaire..., ne résoud aucun problème,... se borne à les reporter à des temps meilleurs avec l'espoir que des faits nouveaux... amenuiseront suffisamment... la force de l'agresseur continental pour que les armées forgées par les puissances maritimes se sentent en mesure d'entreprendre la reconquête des territoires perdus.* »

— « *Un désastre initial suivi d'une invasion de longue durée, la guérilla, le terrorisme et les représailles qui en sont la suite, l'écrasement des industries et des cités pour préparer le retour libérateur, telle est la somme d'épreuves que la stratégie périphérique propose aux pays continentaux...* ».

— Les limites de la stratégie périphérique peuvent être ainsi définies :

— *Elle accentue la dispersion des forces ennemies ;*

— *Elle concourt à l'usure de ses effectifs par le blocus, les bombardements, l'appel à la main d'œuvre des pays occupés auquel elle le contraint et qui suscite des réfractaires puis des partisans ;*

— *Elle exploite, par la progagande, le mécontentement des populations. Pour aller plus loin, il faut qu'intervienne à son profit, un nouvel allié continental* (ce fut, en 1812 et en 1941. la Russie) capable de porter l'usure au point qui permet le débarquement et la rentrée en force sur le continent.

— *« C'est une erreur capitale de penser que cette couverture* (celle des alliés continentaux) *peut être assurée au point de vue terrestre par d'autres forces que celles levées sur les territoires à défendre; c'est une illusion aussi grave de croire que des participations peuvent être demandées à des Etats que leur situation géographique ne permet pas de protéger de l'invasion. » A moins,* ajouterai-je, *que l'appoint fourni par ces Etats n'autorise la coalition à augmenter la profondeur sauvegardée.*

— *C'est l'efficacité de la couverture de leurs amis continentaux qui décidera les Maritimes à engager résolument des corps expéditionnaires et la masse de leur aviation dans la phase initiale du conflit. « C'est en reprenant la responsabilité de leur destin et non en implorant des concours extérieurs que les nations occidentales peuvent recevoir les appuis rapides et décisifs qui les empêcheraient d'être submergées. »*

Ayant posé ces bases solides, l'auteur a beau jeau de démontrer que les inconvénients et les dangers de la stratégie périphérique sont terriblement aggravés du fait de l'état actuel du monde et de l'évolution des techniques, non seulement pour les pays menacés d'abandon mais aussi pour les Anglo-Saxons.

Bien sûr, il cède un peu à la tentation de répondre à une amorce de chantage par une autre lorsqu'il écrit : « Une orientation périphérique de la stratégie des puissances maritimes conduirait automatiquement les pays continentaux menacés à se réfugier dans la neutralité... (dont) les risques extrêmes... (ne seraient) que ceux apportés... par l'alliance atteinte du mal périphérique ». Ou encore : « La stratégie périphérique n'est... pas une mesure que l'on peut décider à l'encontre de l'une ou l'autre (lisons : la France) des nations de l'Europe occidentale... Les conditions logistiques (1) de la guerre moderne et l'espace indispensable à l'infrastructure des escadres aériennes rendent illusoire toute tentative de défendre une partie quelconque de l'Europe résiduelle sortie des accords de Pots-

(1) Puis-je faire observer, sans trop de cuistrerie, au Général Jacquot, que le terme « logistique », dans le sens d'art de mouvoir et ravitailler les armées, est peut-être un barbarisme un brin prétentieux, mais non un néologisme ? Il dérive de la dénomination du maréchal général des logis, officier chargé des mouvements et ravitaillements, dans les états-majors de l'Ancien Régime, fut accrédité par les œuvres de Jomini, tomba en désuétude chez nous après 1870 quand l'influence de ce Suisse fut supplantée par celle de Clausewitz, resta en usage dans l'armée des U.S.A. parce que quelques officiers suisses avaient joué un rôle relativement important dans les états-majors nordistes de la guerre de Séecssion et fut repris, à nos Alliés, après 1942.

dam sans avoir le libre accès de tout le territoire français ». Argumentation qui ne peut être efficace et qui n'est guère convaincante. Elle le serait beaucoup plus si notre effort de réarmement était moins critiquable et l'on a déjà pensé à parer, au moins mal, à notre éventuelle défection. On peut en effet concevoir une manœuvre stratégique s'appuyant sur deux groupements maîtrisant les débouchés des inclusions maritimes qui entament la masse russe ; l'un, baltique, englobant la Norvège, le Danemark, l'Allemagne occidentale, le Bénélux avec la Grande-Bretagne comme base ; l'autre, méditerranéen, constitué par la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie, l'Italie avec la péninsule ibérique comme support arrière. Entre les deux, la France neutre, intérieurement divisée sous un gouvernement plus ou moins suspect de prosoviétisme, se trouverait assez mal à l'aise et il est fort probable que l'Afrique du Nord ne résisterait pas plus fermement qu'en novembre 1942 à une pression américaine. Quant à l'argument suivant lequel nous serions les seuls à posséder, sur l'Océan et la Méditerranée, des ports ne courant pas des risques exagérés, il est bien fragile puisque le moindre accroissement d'autonomie des avions de bombardement enlèverait tout sens au cercle de 1.000 kilomètres de rayon tracé autour des aérodromes russes avancés qui tangente presque Brest, Bordeaux, Marseille et Toulon (Bordeaux est d'ailleurs, un arrière-port sur un estuaire aussi vulnérable que Hambourg, Brême, Rotterdam ou Anvers). *La France est utile, extrêmement utile aux Atlantiques; elle ne leur est pas absolument indispensable.*

Autrement persuasif est *le bilan de faillite d'un choix périphérique* : perte des considérables ressources humaines et économiques de l'Europe occidentale, danger de les voir utiliser par l'ennemi (1), réduction de la valeur du porte-avions britannique privé de ses radars lointains, exposé à des coups bien plus durs qu'en 1940-44, affaiblissement de la base espagnole. Il est du reste assez amusant de voir l'auteur insister sur le danger interne que présente, pour l'Espagne, la persistance d'influences républicaines alors qu'il effleure seulement le problème de la pénétration communiste en France. Il reconnaît cependant, en analysant *les conditions nouvelles de la guérilla*, que d'amers souvenirs de la résistance joints à l'action souterraine de l'U.R.S.S. et peut-être au caractère d'une occupation plus politique et policière que militaire créeraient une

(1) Arguments qui, toutes proportions gardées, valent contre l'abandon de l'Allemagne de l'Ouest.

atmosphère peu favorable au déclenchement d'actions insurrectionnelles.

L'efficacité de la bombe atomique et de ses séquelles (tempête artificielle, retombée du nuage radioactif) obligerait les convois maritimes à s'échelonner beaucoup plus largement, multiplierait les besoins en escorteurs, *rendrait un débarquement extrêmement aléatoire* et, dès maintenant, par seule menace, exercerait un effet paralysant.

Il n'y a plus en Europe de neutre assez puissant pour exercer, après son entrée en lice, une action d'usure capable de renverser l'équilibre des forces au point de permettre une irruption décisive sur le continent. Le Japon réarmé serait peut-être apte à jouer ce rôle mais localement, si l'on ose dire, en Extrême-Orient. *Il est peu probable que la bombe atomique puisse être substituée comme « meule émeri » à l'allié tardif et providentiel.* Le secret industriel, si rigoureux en Russie, la dispersion et la protection des usines, l'accroissement d'efficacité prévisible de la défense anti-aérienne (fusées dirigées, avions d'interception sans équipages) limiteraient sans doute son rendement ; les armées de l'U.R.S.S., en avançant, se placeraient au milieu de populations intéressantes à ménager et multiplieraient les objectifs offerts à des projectiles relativement rares.

L'Europe occidentale abandonnée d'entrée de jeu, les Maritimes ne resteraient pas bien longtemps dans cette Espagne et cette Afrique du Nord qui commandent le couloir méditerranéen et auxquelles conduisent naturellement les trois axes offerts à l'U.R.S.S. : par la grande plaine du nord et la France, par l'Italie, la Sicile et Bizerte, par les plateaux anatoliens, Suez et l'Egypte. Ce résultat atteint, la voie d'invasion du continent américain la plus courte et la plus prometteuse serait à portée de la main de l'envahisseur éventuel : De Dakar à Natal et à Belem (Para, à l'embouchure de l'Amazone) il n'y a que 3.100 et 3.900 kilomètres ; on y aborde des régions brésiliennes excentriques et difficiles à défendre, à proximité des Guyanes travaillées par le communisme, sur le chemin du pétrole vénézuélien et de cet objectif capital qu'est Panama. Une telle opération combinée avec une action secondaire par le Grand Nord, à défaut d'une autre basée sur la Grande-Bretagne sans doute énergiquement défendue, n'appartient pas au domaine de l'anticipation intemporelle mais à celui de demain et, *dès aujourd'hui, l'Europe occidentale et l'Afrique du Nord-Ouest sont la couverture orientale de l'Amérique.*

Pour écarter de telles perspectives, « *que faire* ? » demande le Général Jacquot et il répond : « *Chacun son métier* ». Que

les peuples occidentaux se renforcent dans toute la mesure de leurs moyens, portent leur couverture le plus à l'Est, en réduisent le repli consenti au minimum, en partie par l'appoint d'une fortification rénovée (1). Que les Anglo-Saxons ramènent. à un délai de l'ordre d'un mois, leur intervention en contre-offensive. Cela leur est possible en remaniant leur organisation militaire dans laquelle les éléments de métier sont actuellement accablés, dispersés et retardés par les charges de l'instruction du contingent (service de 2 ans en Angleterre, « sélective-service » aux U.S.A.) et en utilisant au maximum les transports aériens (flotte militaire et réquisition des compagnies civiles). La contre-offensive aéroportée préparée par des raids massifs sur les grands arrières et par d'autres sur les arrières immédiats, entre Oder et Weser, s'effectuera dans cette dernière zone qui est bien la plus sensible pour les lourdes armées du type 1944-45. Conduite, sous une couverture puissante de l'armée de l'air, par une force de 50 à 100.000 combattants articulés en brigades de 7 à 8.000 composées de deux bataillons parachutistes d'avant-garde (chargés de saisir les terrains d'atterrissage), de 4 mixtes (infanterie, blindés et artillerie), d'un de commandement et d'un des services, elle frappera dans une région mal protégée, semée de postes de commandement et d'éléments logistiques qui seront des proies faciles ; elle disposera d'un délai suffisant pour y jeter le désordre et la paralysie avant qu'interviennent des forces plus directement efficaces et ensuite pourra ou bien manœuvrer en liaison avec la couverture dans le but de prendre à revers et d'anéantir des fractions de l'armée ennemie, ou bien s'ouvrir un passage vers les côtes où elle trouvera l'appui des forces navales. A ce scénario hardi et original, mais pas plus que celui monté, en mai 1940, par Manstein et Guderian, je ne vois qu'une objection sérieuse : la participation escomptée de partisans allemands. Je n'y crois guère précisément parce qu'elle est en contradiction avec ce que l'auteur a dit lui-même des délais nécessaires à une insurrection populaire.

Le général Jacquot ne se prononce pas sur *l'emploi de l'arme nucléaire*. Au cas où il se produirait, il pense, et je pense aussi, qu'il rendrait la lutte plus meurtrière et ruineuse, qu'il existe et que se développeront des parades partielles, qu'il s'exercerait en concomitance avec l'action des moyens « conventionnels » qu'il n'abrogerait pas « les grands principes de la guerre parce que ce sont de simples règles de bon sens. J'ajouterai que, si

(1) Il suggère l'idée d'une séparation de l'arme et de ses servants grâce à la télécommande qui paraît pleine d'avenir.

je n'espère guère un renoncement total aux moyens atomiques, je crois à des limitations dans leur mise en œuvre. Le but de la guerre n'est pas de tuer mais d'imposer sa volonté ; rares et lointaines sont les luttes de pure destruction : celles, biologiques, de quelques peuplades primitives, celle des Assyriens, les invasions des Mongols qui visaient à réaménager le sol pour leur usage de nomades. On ne se sert pas volontiers d'une arme nouvelle de rendement incertain qui promet de grands massacres réciproques sans décision assurée ; c'est pourquoi on n'a pas utilisé les gaz en 1939-45. Je pense donc qu'on évitera les bombardements terroristes et industriels sur les arrières lointains mais qu'on emploiera les engins nucléaires dits « tactiques » en liaison directe avec les opérations (1).

IV. — Par dela les conclusions de l'auteur.

Somme toute, je suis d'accord avec l'auteur sur tous les points importants et proprement militaires de son exposé. Je ne puis même pas dire que je sois en désaccord avec lui sur les problèmes du communisme intérieur et du réarmement allemand puisqu'il ne les a traités que par prétérition. Il a laissé, au sommet de son œuvre, pour des raisons que je crois comprendre, une grande lacune politique. Puisque je n'ai plus les mêmes motifs de réserve, je vais essayer de la combler en inférant à partir de ses prémisses.

Il reconnaît que sa construction exige des bases saines, une quasi-unanimité nationale, et avec restriction, que l'U.R.S.S. travaille souterrainement à ruiner tout cela : « l'ébranlement du système social des Etats étrangers n'est entrepris que dans la mesure où il apporte une sécurité supplémentaire à l'Empire russe ». Il m'accordera tout de même bien que le souci de « manger l'artichaut feuille à feuille » y est aussi pour quelque chose. Les ambitions d'expansion idéologique n'ont jamais été reniées et il n'y a pas si longtemps que le général Svetchine, paraphrasant Lénine, professait à l'Académie de Guerre de Moscou que : « L'armée rouge est destinée à secouer un arbre portant des fruits pourris. »

A plusieurs reprises, le général Jacquot indique que l'effort de réarmement ne doit pas entraîner, pour le peuple français, des privations et des régressions qui favoriseraient les fauteurs

(1) J'ai négligé délibérément une allusion, peut-être de style, à « l'armée indivisible de l'Union française ». Cela n'aura pas de sens tant que le terme « Union Française » restera sans définition.

de division. C'est vrai, mais le cercle vicieux dans lequel nous tournons depuis dix ans a suffisamment démontré que, tant que le parti communiste sera légal, il se fera automatiquement, par surenchère, le bénéficiaire de toute mesure généreuse. Jusqu'à présent, les seules nations qui ont éliminé leur communisme interne sont celles qui ont usé simultanément de rigueur contre ses chefs et de hardiesse sociale.

L'auteur pense que *le but de notre politique n'est pas une guerre plus affreuse que la dernière mais la paix.* C'est aussi mon avis. *Il faudra donc, à un certain moment, négocier avec l'U.R.S.S.* La fermeté à l'égard du communisme intérieur n'y sera pas un obstacle, bien au contraire ; il y a des précédents éclatants. Mais *on ne négocie avantageusement qu'avec une entière liberté de manœuvres, à forces équivalentes et il est hautement désirable de le faire à trois plutôt qu'à deux,* ce qui risque de mener à l'affrontement sans issue.

Les conclusions s'imposent :

— Eliminer toute influence communiste dans l'Etat;
— Armer et nouer des alliances pour acquérir le poids nécessaire;
— Faire l'Europe car il n'y a pas d'autre troisième possible puisque la Chine n'est encore qu'un satellite et que l'Inde inorganique et désarmée est loin de la pesanteur effective que lui attribue Nehru.

Pour un esprit cartésien, je n'en vois pas d'autres acceptables. Elles définissent, pour la France, toute une politique qui, nécessairement, commande et conditionne sa stratégie.

Jean PERRÉ.

LE PROBLÈME NOIR EN GRANDE-BRETAGNE

De même que, à Paris, au cœur de la capitale, entre la Seine et le vieux cloître Saint-Séverin, comme le relevait « *Paris-Presse* », il existe un quartier algérien, et qu'ailleurs, derrière le boulevard de la Chapelle, dans les 13e et 15e arrondissements, à Gennevilliers, Nanterre, Clichy, Montreuil, Pantin, Billancourt, des secteurs entiers se transforment en douars, de même à Londres, au centre de la grande cité, entre Piccadilly et Tottenham Court Road, ailleurs aussi, à Holloway Road, autour de la gare de King's Cross, à Lambeth, dans la banlieue à Brixton, les noirs de la Jamaïque, des Antilles, du Nigéria se font de plus en plus envahissants et bâtissent des « Harlems » en miniature, dernier cadeau de la folie démocratique à la civilisation blanche.

Si Paris et la France ont un problème nord-africain, Londres et la Grande-Bretagne doivent, par contre, faire face à une véritable invasion de couleur. Dans un article consacré à ce sujet, *Paris-Presse* écrivait : « Trois cent mille Nord-Africains venus chercher dans la métropole la terre promise posent à la France un problème social angoissant. » A l'heure qu'il est, environ cent mille nègres sont établis dans le Royaume-Uni, et, bien que numériquement la Grande-Bretagne soit encore dans une meilleure position, du point de vue des colonies de couleur, par rapport à sa voisine du continent, le problème est déjà très grave et ne manque pas d'inquiéter la nation, démunie de tout moyen d'arrêter des flots incessants d'immigrants venus chercher un El Dorado là où il n'y a qu'île surpeuplée, économiquement instable, politiquement incertaine.

Au siècle dernier, et même avant, les lords et les seigneurs du royaume d'Angleterre encourageaient leurs héritiers à partir outre-mer et faire fortune dans des régions baignées de soleil. Aujourd'hui, nous assistons à un phénomène contraire. Le dernier des derniers d'une tribu nègre d'Afrique, le chômeur de Kingston qui désespère de se faire embaucher dans une plantation de cannes à sucre, l'indigène des Antilles qui rêve de porter

sa paresse ailleurs, prennent le bateau en direction du pays qui les a, d'abord, colonisés, puis ensuite démocratisés, et viennent encombrer les villes industrielles insalubres, n'y apportant pour tout bagage que leur crasse, leur esprit de lucre, leurs vieilles coutumes barbares. Et ceux qui, au cours d'une épopée fantastique, bâtirent le plus formidable empire de l'Histoire, cet empire britannique « sur lequel le soleil ne se couchait jamais », ces pionniers au cœur dur et à l'âme haute qui furent les héros de la plus grande phase coloniale, sont maintenant bloqués dans leur île de brumes qui ne peut repousser, en raison des lois du Commonwealth, la masse nègre, mais est fort bien en mesure en revanche de rejeter à la mer un immigrant indésirable du continent.

Avant la guerre, les Jamaïcains sans travail et sans avenir émigraient à Cuba, au Panama, à New-York. On leur ferma subitement la porte. Un décret-loi signé McCarran leur barra la route, le Nouveau-Monde, soucieux de préserver une certaine harmonie raciale et nationale, préférant désormais accueillir essentiellement des Européens, et notamment des Nordiques. Pourtant, la situation de la Jamaïque est demeurée pitoyable. On y compte encore aujourd'hui cent cinquante mille chômeurs (soit environ 20 % de la main d'œuvre disponible). Dans ces Indes occidentales que Lloyd George appelait « les taudis de l'empire », la misère est quotidienne et devient une habitude, une sorte de « way of life ». Il arrive quand même un jour où les noirs, les jeunes surtout, auxquels la démocratie a bêtement inculqué des idées d'égalité et de suffrage universel, il arrive que ces jeunes, fatigués de ne rien faire et de contempler constamment un horizon bouché par l'égoïsme, la sottise ou la maladresse de certains colons (ceux de la Jamaïque ne sont pas toujours dignes du glorieux passé européen), décident de partir, et, comme les Etats-Unis ne leur offrent plus aucune chance de salut, ils se mettent en route pour la vieille Angleterre. Les ports de Londres, Plymouth, Liverpool, son maintenant habitués à voir régulièrement débarquer des cargaisons d'immigrants à peau d'ébène. Il en est arrivé quelque dix mille en 1954. En un seul week-end, en février dernier, huit cent cinquante nègres prenaient pied en Grande-Bretagne. En 1952 et jusqu'à 1953, la moyenne mensuelle des immigrants noirs atteignait quatre cent cinquante. Elle a maintenant doublé. Autrement dit, l'invasion va en augmentant. Il est juste d'ajouter qu'il y eut de tout temps, dans les ports britanniques, une certaine population noire, notamment employée dans les docks (à Cardiff, Liverpool, etc...). On l'évaluait en 1939 à vingt mille personnes. Or, les derniers

recensements font apparaître que la colonie noire de Grande-Bretagne est près de compter cent mille âmes ! Et celle-ci n'est plus seulement concentrée dans les ports, elle s'établit un peu partout, à Glasgow, Manchester, Birmingham, Sheffield...

Ce qui pousse les nègres à venir dans les îles britanniques, c'est, ainsi qu'on l'a vu, l'espoir de fuir une détresse matérielle pour trouver un pays de cocagne, afin d'y travailler dans la mesure où la paresse n'est pas la plus forte, et sans cela végéter aux frais du « Welfare State », c'est-à-dire de tous les avantages sociaux que procure le gouvernement britannique à ses citoyens. En effet, et aussi étrange que cela paraisse, un nègre de Grenade, des Barbades ou de la Jamaïque, quand bien même ignore-t-il tout de la langue anglaise, des institutions, des lois et de la civilisation du royaume d'Elisabeth II, est un « citoyen britannique » au même titre que l'indigène de Glasgow, l'étudiant d'Oxford, le « cockney » de Pimlico ou l'élégant de Mayfair. Et qui plus est, il a absolument les mêmes droits que lui. Il est citoyen britannique parce qu'il est citoyen du Commonwealth. Or, la Grande-Bretagne est ouverte à tous les membres du Commonwealth, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Elle est même nettement défavorisée sur ce point (et c'est là que le bât blesse) car, si les autres nations du Commonwealth sont également censées accueillir les immigrants d'une nation britannique, leur statut de Dominion les autorise à refuser le droit d'entrée à qui bon leur semble (c'est notamment le cas de l'Australie, qui s'est efforcée de rester blanche). Pour les membres du Commonwealth qui ne bénéficient pas du statut de Dominion, et c'est le cas de la Jamaïque et des Antilles britanniques qui demeurent à l'état de colonie, il y a tout de même le fait qu'un Anglais qui voudrait aller vivre aux antipodes, se gorger de rhum, de soleil et de mer bleue, doit se soumettre auparavant à une enquête officielle impitoyable. Lors de cette enquête, il doit être en mesure de prouver qu'il a un emploi, qu'il dispose d'autre part de certaines garanties financières, et que deux ou trois personnes sont prêtes à attester son honorabilité. Les Drake et les Raleigh qui, voici quelques centaines d'années, s'élancèrent sur les mers à la conquête de l'empire, n'avaient vraisemblablement pas prévu ce singulier aboutissement de la politique coloniale : un Anglais d'Angleterre qui veut aller vivre aux colonies, devant tout d'abord se plier à la bonne volonté des autorités indigènes ! A noter que, dans l'autre sens, ces restrictions n'existent nullement : le nègre de Grenade, des Barbades ou de la Jamaïque, puisque nous y revenons, peut entrer en Grande-Bretagne absolument librement, sans travail en vue, sans ressource financière

et sans le moindre « penny » au fond de sa poche sale ; il peut se placer immédiatement aux bénéfices du « Welfare State », sans y avoir versé rien du tout (alors que les Anglais, eux, paient pour l'entretien de cet organisme). Il est impossible de le « déporter » s'il ne viole pas la loi de manière flagrante. Car il est « citoyen britannique », il a le droit de vivre comme bon lui semble.

De vivre comme il lui plaît, l'immigrant nègre ne s'en prive pas. A Liverpool, deux mille noirs vivent dans l'oisiveté la plus totale, touchant des allocations de chômage et autres, dans la paresse la plus famélique, « assis sur votre dos et sur le mien », comme dit Derek Agnew dans « *The People* ». Toute la population noire de Liverpool n'en est évidemment pas là : il y a six mille autres nègres qui mènent une existence plus ou moins décente. On a toutefois observé que Stanley House, le centre éducatif et de récréation mis à la disposition des habitants de couleur dans la grande cité des bords de la Mersey, n'est fréquenté que par une infime minorité : les nègres préfèrent s'encroûter dans leurs « slums », mâcher du chewing-gum et jouer du jazz, en ruminant de vieilles coutumes ancestrales. Ceux-là ne veulent pas être « assimilés ».

Mais ce n'est pas le cas partout. Si à Birmingham ils tiennent une rue entière du quartier de Balsall Heath, l'ayant transformée en petit « Harlem » où il est dangereux pour une jeune fille blanche de s'aventurer après dix heures du soir (ils achetèrent toutes les maisons de ladite rue, augmentant encore le difficile problème du logement dans la capitale des Midlands où soixante mille familles attendent un logement décent), si ailleurs encore, dans la banlieue londonienne en particulier, à Brixton, les nègres vivent ensemble et entassés dans une promiscuité défiant toute hygiène, il y en a d'autres, par contre, sur le pavé de Piccadilly et dans des petits estaminets louches de Soho qui font fortune malhonnêtement et individuellement. Les statistiques de Scotland Yard ne laissent subsister aucun doute à ce sujet : une forte proportion des noirs établis à Londres vivent de la prostitution et de proxénétisme. Ce fait s'explique : la moralité, en Jamaïque, est demeurée plus que douteuse. Non seulement le mariage est une affaire sans importance, mais encore la polygamie a conservé de profondes racines. Beverley Baxter raconte, dans la revue hebdomadaire « Everybody », qu'il est fréquent à Kingston de rencontrer des enfants d'une même mère porter des noms de famille différents. Sur la Côte d'Or, la polygamie est également toujours pratiquée. Aussi, lorsque le nègre d'Afrique ou des

Antilles vient en Angleterre, ce n'est jamais sans traîner derrière lui de vieilles mœurs que notre civilisation a condamnées sans retour depuis des siècles. Il a été établi, à cet égard, que 80 % des cas graves de proxénétisme dont eut à juger la police londonienne durant ces derniers mois, avaient des noirs à l'origine. Il n'y a pas seulement la prostitution. Il y a aussi le trafic des drogues et des stupéfiants. L'arrivée massive d'immigrants noirs le rend désormais incontrôlable. Il a probablement toujours existé sur les bords de la Tamise, comme le prouve une abondante littérature (« Confessions d'un mangeur d'opium », etc...), mais il connaît maintenant une terrible recrudescence. A ce sujet, la dernière affaire qui a profondément surpris les Londoniens est celle qui vit la condamnation à trois ans de prison, pour trafic de hachisch, de chanvre indien et de cigarettes « marijuana », d'Eric Lloyd Sanchez (deux autres complices noirs furent également punis), un nègre de la Jamaïque qui débarqua en Angleterre en 1946, sans un « penny ». Une semaine durant, il vécut aux crochets de l'assistance sociale. Puis il monta un commerce de hachisch et loua à cet effet un appartement — appartement qui aurait probablement servi à un meilleur usage en abritant une famille nombreuse. Mais l'invasion noire que subit présentement l'Angleterre met désormais hors de tout contrôle l'expansion du vice.

Cette invasion, au surplus, pose de nombreux problèmes. La Grande-Bretagne est une île surpeuplée (les économistes sont d'accord pour reconnaître que ce pays peut nourrir seulement la moitié de sa population, qui est de cinquante millions ; l'autre moitié devrait émigrer). Le plein emploi y a été réalisé avec peine. Il y règne un insularisme et une xénophobie larvée qui ne prêtent pas, et de loin, à des mélanges de couleur parmi la population. Le peuple anglais, d'ailleurs, n'a pas attendu pour réagir contre l'invasion noire, même si M. Alan Lennox-Boyd, ministre des Colonies, de qui dépend la prise de mesures de salut public, tarde terriblement avant de prévenir une catastrophe. Ce peuple réagit de différentes manières. Lorsque la compagnie des transports urbains de Birmingham embaucha une centaine de noirs, les syndicats se mirent en grève. A Brixton, à Londres, les habitants ont organisé une pétition contre la « transformation par les nègres d'une paisible et calme rue anglaise en une jungle et, parfois, un véritable champ de bataille », et l'ont envoyée à leur député. Un hôtel de Folkestone Road à Coventrty, un bistrot de Harrow Road à Londres, ont refusé de servir des clients de couleur : il n'y a rien à faire là contre, la loi les y autorise, et, lorsqu'on les interroge, ils

répondent : « Les noirs ont leur club et, de toute manière, s'ils ne sont pas satisfaits ici, qu'ils rentrent chez eux ! » Dans certaines fabriques, les ouvriers craignent que cette main-d'œuvre de couleur nouvellement arrivée ne crée un jour du chômage. Les nurses d'un hôpital de Swansea ont refusé de travailler avec des infirmières noires fraîchement débarquées. Expliquant le pourquoi de cet état de choses, une personnalité religieuse de Birmingham a déclaré : « Ces protestations populaires ne partent sans doute pas d'un sentiment chrétien. Mais si vous acceptez un noir, vous devrez bientôt les prendre tous, et plusieurs d'entre eux ont des coutumes bien différentes des nôtres. » En fait, et à part les docks où il a toujours existé, un personnel noir est employé dans diverses industries nationalisées, notamment les chemins de fer.

Ces mesures restrictives prises ici ou là contre les noirs ont été appelées « colour bar » — en d'autres termes, barrière de couleur. Toute la presse anglaise a participé à un débat pour savoir si ce « colour bar » existait vraiment et dans quelle mesure il était effectif. On peut comprendre cette inquiétude qui jaillit dans certains milieux de démocrates intégraux : pour avoir stigmatisé et condamné durement la ségrégation raciale et l' « apartheid » en Union sud-africaine, les Anglais, face au problème des races, doivent montrer l'exemple. Il est évident qu'ils ne le montrent pas, du moins pas l'exemple souhaité par les intellectuels fumistes de la « conscience universelle ». On ne peut prétendre toutefois qu'il existe déjà en Angleterre un sentiment anti-nègre général ; quand ils sont correctement éduqués, les noirs peuvent être d'excellents ouvriers et travailleurs. Mais il reste que l'invasion noire elle-même a provoqué des réactions instinctives chez les Anglais. Dans le quartier de Lambeth, qui a son « Harlem » tout comme Brixton ou Birmingham, des inscriptions sont apparues sur les murs : « Keep Britain white ! » (Faites que la Grande-Bretagne demeure blanche !) Le « Daily Herald », organe travailliste, dont l'internationalisme désuet va jusqu'à recommander les mélanges de race, a aussitôt écrit : « Le préjugé de couleur est la forme du nouveau fascisme. La haine de race a passé des Juifs aux nègres. » Sur un point, la feuille socialiste a raison : la nation britannique proteste contre l'intrusion noire comme elle a protesté, sans jamais obtenir gain de cause contre l'intrusion juive. Il est typique de remarquer que certains des réfugiés israélites d'Europe orientale ou d'ailleurs qui se glissèrent avant la guerre dans le Royaume-Uni, à la faveur de la propagande anti-hitlérienne, qui vinrent en Grande-Bretagne, démunis de tout, pauvres dé-

chets vomis par les ghettos, tiennent aujourd'hui en bien des cas le haut du pavé à Londres, et possèdent dans plusieurs cas les luxueuses demeures de la splendide avenue de Park Lane. Il est non moins typique de relever que certains immigrants noirs, parvenus en Angleterre voici quelques années, ayant fait fortune sur les trottoirs londoniens, ont acheté des pâtés de maisons dans certains quartiers dont, maintenant, ils expulsent les locataires blancs ! Cas extrêmes, sans doute, mais qui préfigurent l'aveni un avenir somme toute souhaité par le « Herald » et le gang travailliste, car les races mêlées, la juiverie, le vrai peuple bâillonné, sont des avantages indiscutables pour l'avènement du socialisme démocratique comme ils l'ont toujours été pour le bolchevisme.

Certes, le danger noir est encore faible. La Grande-Bretagne compte cinquante millions d'habitants. La colonie nègre ne dépasse pas cent mille personnes. Bref, une minorité perdue dans la masse. Mais cette minorité s'enfle chaque jour, et à un rythme de plus en plus accéléré. En raison des lois du Commonwealth qui veulent que tout « citoyen britannique » puisse entrer à sa guise en Angleterre, le gouvernement est présentement dans l'impossibilité de mettre un terme à l'immigration de couleur La solution idéale serait de conférer à la Grande-Bretagne le statut de Dominion, ce qui lui permettrait, comme pour l'Australie, de sélectionner les immigrants. Dans l'immédiat, Whitehall ne songe pas à le faire. D'un autre côté, il est entendu que tous les noirs qui débarquent sur le sol britannique ne sont n des canailles, ni des oisifs. Il s'y trouve une bonne proportion d'honnêtes gens, polis, aimables, souriants, qui sont naïvement tombés dans les filets d'une agence de voyages sans scrupules ou qui ont innocemment cru que le Royaume-Uni, c'était le paradis sur terre. A l'égard de ceux-là, on commet une faute grave, non seulement sur le seul plan humain, mais aussi sur le plan politique et social (car le parti communiste a tôt fait de les embrigader dans ses rangs et d'en faire des militants décidés à tout), en les traitant comme des lépreux, des intouchables, des bannis de la terre.

Cela dit, il reste que la présence de près de cent mille nègres en Angleterre n'est pas un bienfait du ciel. Des bagarres entre blancs et noirs ont éclaté à Paddington, Stepney, Camden Town, Brixton, tous quartiers de Londres où poussent des « Harlems » miniature. Il y a eu des échanges de coups de couteau dans les dancings de Tottenham Court Road. Une autre menace apparaît : les mariages entre blancs et noirs, les stupides amours de filles

blanches avec des nègres (de ces amours sont nés, à Londres seulement, trois mille bâtards, qui sont aujourd'hui abandonnés). Un exemple déplorable et peu glorieux fut donné à cet égard par Peggy Cripps, la fille cadette de feu sir Stafford, le père de l'austérité et l'affameur de l'Angleterre, qui épousa voici quelques années Joseph Ammanuel Appiah, nègre de la tribu Ashanti (à noter : les Ashanti sont polygames), de la Côte d'Or. De cette union assez misérable, il est né, il y a douze mois, un bébé, ni tout à fait blanc, ni tout à fait noir, sans race, futur crétin ou future victime. Ce mariage, comme ceux qui se produisent maintenant assez souvent en Angleterre entre personnes de race différente, est le fruit le plus évident d'une idée fausse : l'égalité des races. Plusieurs Anglais se sont efforcés dernièrement de mettre en pièces cette théorie égalitaire qui fait tant de mal et cause tant de malheurs. Dans le « Daily Mail » (20-1-55), George Murray rappelle opportunément : « Ce sont les blancs, dit-il, qui ont toujours montré le chemin, non seulement dans les découvertes et les inventions, mais aussi dans le royaume des idées politiques et sociales. » Pour George Murray, la prédominance blanche recule non parce que la supériorité de notre race a diminué en quoi que ce soit, mais parce que nous avons accordé des instruments de puissance à des races qui n'ont jamais été capables de les imaginer pour elles. Et d'ajouter : « Il y a un sérieux danger à ce que le monde soit submergé par des races de couleur non chrétiennes, ce qui aurait pour effet d'introduire un standard moral de gouvernement infiniment plus bas. » De son côté, Beverley Baxter, qui conteste également l'égalité des races, écrit : « Nous devrions méditer cette sentence : l'égalité raciale est une politique mise en avant par les nations qui n'ont pas de problème de couleur. » (Constatation absolument exacte : l'un des théoriciens de l'égalité raciale, à l'U.N.E.S.C.O., est un Suisse, le professeur Alfred Métraux.) Dans le « Sunday Chronicle », enfin, on se pose la question qu'inspire inévitablement le mariage de Peggy Cripps avec un nègre de la Côte d'Or : « Allons-nous avoir une population de bâtards ? »

L'opinion populaire, pour sa part, a déjà répondu. Elle a répondu non, vigoureusement, à une question posée par le « Daily Sketch » : « Faut-il laisser les immigrants noirs pénétrer librement chez nous ? » Elle a répondu non à 80 %, montrant par là qu'elle est décidée à faire en sorte que la Grande-Bretagne demeure blanche, et qu'elle demeure une plate-forme de la race blanche, de la civilisation et de son génie.

Pierre HOFSTETTER.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Le 24 mars 1955, en posant sa signature sous les lois de ratification des accords de Paris, le Dr Heuss, Président de la République Fédérale, a mis un terme à une période d'agitation assez vive en Allemagne Occidentale. Les sociaux-démocrates, appuyés par certains députés du parti libre-démocrate et du bloc des réfugiés, veulent encore, il est vrai, porter plainte devant la Cour Suprême Fédérale de Karlsruhe contre la ratification des traités qu'ils considèrent incompatibles avec la Constitution. Mais ce dernier recours de l'opposition a seulement une importance théorique et ne change rien au fait que le 27 février, avec une majorité de 314 contre 157 voix, le Bundestag de Bonn a approuvé la ratification des traités liant la République Fédérale à la NATO et à l'Union Européenne Occidentale.

Le vote parlementaire, favorable en si grande majorité à la politique poursuivie par le Chancelier Adenauer, ne reflète pas exactement l'opinion du « pays réel », et l'opposition n'a pas manqué d'en apporter la preuve en organisant des referendums officieux locaux. L'impopularité des accords de Paris et de la remilitarisation allemande ne pourraient, cependant, pas être interprétée comme une négation de principe d'une Europe Unie. Bien au contraire, exception faite d'une poignée de communistes, la population et la jeunesse de la République Fédérale semblent être attachés, bien plus que celles d'autres pays, à l'idée européenne.

Mais, pour les Allemands se pose avant tout le problème urgent de leur propre réunification. Si Moscou n'a laissé aucun doute que les accords de Paris compromettent gravement cette réunification, les affirmations contraires des Occidentaux furent moins convaincantes. De nombreux Allemands craignent que l'Union Européenne Occidentale offerte à la République Fédérale ne soit qu'une de ces « combi-

naisons » préconisées par Churchill à Téhéran. « Je déclarai », révèle le Premier britannique dans ses Mémoires, « que, morcelées de la manière envisagée par le Président (Roosevelt), les différentes parties de l'Allemagne se réunifieront si elles ne sont pas englobées dans des combinaisons plus vastes. Il ne s'agirait pas tant de diviser l'Allemagne, que de rendre les morceaux coupés viables et satisfaits du sort qui leur est fait de ne plus dépendre du Reich. Si l'on y parvenait pour une cinquantaine d'années seulement, cela serait déjà appréciable ». Les Allemands ont dû constater que l'accord économique franco-sarrois initial, voire le traité de la C.E.D. prévoyaient une durée de cinquante années exactement. Et ils ne furent pas plus rassurés, lorsque, l'année dernière, dans les congrès nationaux respectifs de leurs partis, des « Européens » caractérisés tels que Henri Teitgen et Guy Mollet usèrent du même argument pour recommander l'entrée de la République Fédérale dans l'Union Occidentale.

Le Kremlin avait ainsi beau jeu pour jeter le trouble dans les âmes allemandes, même les plus européennes. Le 29-30 janvier eurent lieu simultanément à Francfort-sur-le-Main et à Berlin-Est deux manifestations revendiquant avec passion la priorité de la réunification allemande avant l'adhésion au Pacte atlantique et la réouverture de pourparlers avec la Russie avant la ratification des accords de Paris. A Francfort, les manifestants choisirent comme cadre la fameuse Paulskirche. Cette cathédrale avait déjà, en 1848, abrité les délégués du Deutscher Bund et le Dr Heinemann, l'un des animateurs de la réunion et Président du Synode des Eglises Protestantes allemandes, n'oublia pas de l'apostropher comme le « symbole du divorce entre la volonté populaire et l'autorité gouvernementale ». A côté du leader social-démocrate Ollenhauer et du chef des Syndicats Freytag, on y voyait des théologiens réputés comme Hellmut Gollwitzer de Bonn, et des célébrités universitaires comme le sociologue Alfred Weber de Heidelberg.

La réunion de Berlin avait un caractère militaire. Elle était présidée par le Maréchal Paulus, dont l'attitude pendant et après la bataille de Stalingrad est sujette à bien des cautions. Si cette réunion avait attiré quelques officiers

gradés de la zone Ouest, non communistes, mais aux prises avec la nostalgie anachronique de Tauroggen, la plupart des participants étaient des militaires d'obédience communiste de la zone soviétique.

Il faut enfin rappeler que le « syndicat des anciens Chanceliers » : Wirth, Brüning et Luther, est loin d'approuver la politique étrangère de leur successeur Adenauer. En remplaçant, à la tête de leur Synode, le D[r] Heinemann par le Professeur de théologie von Dietze, les églises protestantes allemandes ont manifesté le désir de ne pas trop s'engager dans une discussion d'ordre surtout temporel. Après des luttes intestines très violentes, provoquées notamment par le statut équivoque de la Sarre dans les Accords de Paris, le parti libre-démocrate et le bloc des réfugiés ont, eux aussi, tempéré leur attitude et confirmé leur adhésion à la coalition gouvernementale. Toutefois, la tension politique dans la République Fédérale est loin d'être apaisée et les occidentaux ont mis leurs partenaires de Bonn dans une bien mauvaise posture en laissant à la Russie soviétique le monopole de se poser en porte-parole et champion de la réunification allemande.

*
* *

Les syndicats formant l'aile militante du mouvement contre les Traités de Paris, ce mouvement ne pouvait manquer d'avoir aussi de grandes répercussions sur le plan social. Une fraction syndicaliste radicale, dont l'influence va en augmentant, voit à contre-cœur la paix sociale établie depuis des années en Allemagne et voudrait à tout prix revenir à l'ancien climat de la lutte des classes. Le bassin minier de la Ruhr, point névralgique de la République Fédérale, est peut-être à la veille d'un conflit social, dont les origines ne sont pas seulement d'ordre économique. Les syndicats miniers de cette région ont propagé la revendication d'une augmentation de salaire de 12 %, et, dans les entreprises, ont procédé à un vote qui les autorise à faire appel à la grève pour obtenir satisfaction. Les sociétés minières font valoir qu'au prix du charbon actuel, elles perdent déjà cinq mark par tonne extraite, perte qui monterait à 8 mark 60 par tonne, au cas où les salaires seraient

augmentés de 12 %. Le Dr Ehrhard, Ministre de l'Economie, s'oppose à une augmentation du prix du charbon qui compromettrait la structure de la production fédérale tout entière, mais il refuse le seul moyen de rétablir l'équilibre des prix, c'est-à-dire la diminution des charges fiscales sur les mines. Les choses en sont là, et s'il ne se trouve pas une solution de dernière heure, le soi-disant « miracle économique allemand » pourrait bel et bien être sapé par une grève aux répercussions incalculables.

Dix ans se sont bientôt écoulés depuis la cessation des hostilités militaires de la deuxième guerre mondiale, et ceci n'incite pas seulement à faire le bilan du redressement économique de l'Allemagne, mais aussi celui de son redressement intellectuel. Sur ce plan-là, le bilan est moins éblouissant. Si les scènes de théâtre, les devantures de librairies et les salles d'expositions allemandes sont, en majeure partie, toujours occupées par la production étrangère, c'est moins dû aux influences exercées par les services de propagande culturelle des puissances occupantes qu'aux déficiences de l'esprit allemand lui-même. Toute grande œuvre artistique ou littéraire est une confession nécessitant la sincérité de convictions intérieures absolues. Comment celle-ci pourrait-elle exister chez des écrivains et des artistes qui devaient refouler toute une période de leur propre vie et l'attachement au régime national-socialiste de la quasi-unanimité de leur nation ? Ernst Jünger en est un des exemples les plus typiques. Chef de file littéraire de la jeune droite allemande d'avant-guerre, il est trop captif de ses refoulements pour que sa prose, toujours bien stylée, puisse encore exercer le moindre rayonnement. Aussi voyons-nous les intellectuels étrangers résoudre mieux que les allemands eux-mêmes, les problèmes allemands les plus intimes, pour ne citer que le « Marschlied » de l'Anglais John Whiting, pièce adaptée par Gründgens sur la première scène de la République Fédérale et traitant de façon fort prenante du drame extérieur et intérieur de hauts militaires, stigmatisés, à des fins politiques, comme « criminels de guerre ».

A l'Est du rideau de fer, la mise au pas de l'esprit allemand est naturellement totale. Bien qu'un des leurs, Johannes Becher, y exerce les fonctions de Ministre de

l'Instruction Publique, l'ancienne avant-garde littéraire de la gauche doit, elle aussi, refouler tout un passé. Elle regrette probablement les beaux temps de la bourgeoise République de Weimar, où l'ambiance intellectuelle avait été beaucoup plus favorable au développement d'une poésie révolutionnaire. Le seul qui ait échappé à peu près au conformisme littéraire soviétique est Bert Brecht.

Prédominant sur les écrans de la zone-Est, les films à sujet politique ont longtemps fait défaut dans la République Fédérale, dont la production cinématographique abondait en niaiseries idylliques. Depuis quelques mois, les films à sujets contemporains y font cependant salles pleines. Successivement furent présentés : « 0815 », tendance antimilitariste, scénario d'Ernst von Salomon, et trois réalisations posant le problème de la trahison de la patrie en temps de guerre : « Canaris », la résistance de l'Abwehr, « Verrat an Deutschland », cas de l'espion Sorge à Tokio, et « Des Teufels General », d'après la pièce de Zuckmayer.

*
* *

Pour terminer, un « fait-divers » qui vient d'être signalé de Bonn : le service chargé de rédiger la publication historique sur la conjuration du 20 juillet y a renoncé. Mobile : trop de personnalités marquantes ont camouflé leur activité résistante en occupant des postes dans le parti national-socialiste et en exerçant des fonctions élevées au S.D. Les dépositions faites par les conjurés devant les Tribunaux Populaires afin de sauver leur tête sont, elles aussi, de nature à donner une fausse impression des conjurés. — Ecrire l'histoire contemporaine ne semble nulle part être chose facile dans des époques où le témoignage de la vérité peut coûter la vie ou, tout au moins, la liberté.

* * *

L'opposition nationale en Allemagne et la réunification

L'opinion nationale allemande a vivement réagi au vote du traité de Paris par la Chambre des Députés et par le Bundestag. Pour les milieux nationaux allemands, le traité de Paris consacre le partage de l'Allemagne et risque de le rendre définitif. Rejoignant l'opposition socialiste, la presse nationale accuse les Alliés d'être indifférents à cette situation et même d'en souhaiter secrètement la prolongation tout en affirmant le contraire. Constatant que les nouveaux traités abandonnent pratiquement l'idée européenne, les partis nationaux allemands revendiquent pour l'Allemagne le droit de résoudre seule ses propres problèmes par une négociation directe avec l'U.R.S.S. sur la réunification. Ils acceptent la solution de la neutralité allemande comme prix de la réunification. Nous avons réuni ici quelques fragments d'articles qui permettront de juger cette orientation qu'on a cachée à l'opinion française. Les Alliés paient aujourd'hui dix ans de contrainte, de rééducation et de falsification. Ils ont voulu ignorer l'Allemagne nationale. Elle leur répond en sifflant les recruteurs. Ils ont voulu ignorer la seule solution raisonnable : une Europe nationale indépendante résolvant ses propres problèmes politiques. Ils auront demain une situation bien plus dangereuse pour eux : une Allemagne nationale exaspérée acceptant par désespoir un tête-à-tête diplomatique inégal. On peut faire évidemment ce que fait la presse française : ignorer cette Allemagne nationale qui n'est pas représentée au Parlement. Mais M. Adenauer est-il éternel ? Si même il l'était, aurions-nous le droit de nous désintéresser du drame qui bouleverse aujourd'hui le peuple allemand ?

Voici un leader paru le 26 mars 1955 dans Reichsruf, *hebdomadaire du D.R.P., la plus importante organisation allemande de l'opposition.*

« Lorsque, en 1950, commença la discussion sur la soi-disant Communauté Européenne de Défense, elle fut dominée par la considération qu'il s'agissait de se protéger contre une attaque soviétique menaçante. Dès le début de la discussion, on dut constater que, même dans les meilleures conditions, le réarmement de l'Allemagne Occidentale exigerait un certain temps et, de même, dès le début de la discussion, les observateurs objectifs se posèrent la question de savoir s'il était vraisemblable que les Soviets allaient attendre tranquillement l'appa-

rition des divisions allemandes, dans l'hypothèse où ils auraient vraiment pris la décision d'attaquer l'Europe occidentale.

« Depuis ce temps, cinq années ont passé sans qu'il y a ait eu la moindre division allemande dans la République de Bonn, sans qu'il se soit produit la moindre attaque soviétique, et sans qu'on puisse également montrer aucun signe sérieux d'une attaque soviétique imminente, maintenant ou dans le proche avenir. Au contraire, la politique soviétique n'a cessé d'accentuer son évolution vers la détente et, sans aller chercher plus loin, la seule situation intérieure de l'U.R.S.S. rend, pour la Russie, une guerre fort peu désirable et surtout une guerre offensive.

« Négligeant toutes ces considérations, les U.S.A. n'en poursuivent pas moins, avec entêtement, une politique de réarmement de l'Allemagne occidentale et le gouvernement allemand les suit à cent pour cent. Le prétexte de ce réarmement est exactement le même qu'il y a cinq ans : la nécessité de se défendre contre la menace d'une attaque soviétique. Les partisans de cet argument ne se laissent nullement décontenancer par la nouvelle qui leur est donnée en même temps, qu'il faudra dans le meilleur des cas, compter encore cinq ans avant que les douze divisions allemandes soient devenues une réalité. Comme si l'Union Soviétique en somme était disposée à attendre dix ans pour faire son attaque contre l'Europe occidentale, à supposer que ce soit son intention. »

« Nous, Allemands, nous ne pouvons en aucune manière attendre quatre ans de plus et peut-être davantage, jusqu'à ce que les deux blocs de puissances de l'Est et de l'Ouest, qui comprendront chacun dans leurs rangs douze divisions allemandes d'origine différente, s'assoient finalement à une table de délibérations plus ou moins hypothétique, pour y décider enfin, ou tout au moins pour y parler sérieusement de réunification allemande.

« Est-ce que les gouvernement de Washington et de Bonn doivent s'étonner si au lieu des perspectives que leur offre le bureau Blank et le général en chef du N.A.T.O., une partie chaque jour plus importante du peuple allemand dans la République fédérale et aussi (ce qui pèse encore plus lourd) dans l'Allemagne centrale sous domination soviétique, commence à douter très fortement que ces gouvernements veulent véritablement la réunification de l'Allemagne ?

« Les forces nationales du peuple allemand (et elles sont entrées dans une ère d'expansion que personne ne peut plus arrêter), répèteront contre ceux-là, avec un résolution toujours croissante, le mot d'ordre imposé par la situation actuelle : « Réunification avant tout. »

Dans le journal de notre camarade Priester, Die Europaeische Nationale *du mois de mars 1955, le leader s'exprime ainsi :*

« Aucun citoyen allemand qu'il dépende des occupants de Bonn ou de Pankow, ne peut reconnaître la validité pour l'Allemagne des traités contraires au Droit signés à Paris et à Bonn.

« Tout Allemand a le devoir envers sa famille et spécialement envers ses fils appelés à porter sous des chefs étrangers cet uniforme allemand de leur père qu'on a voulu déshonorer, de protester contre le Dictat de Paris. Cette protestation aboutira le jour où une représentation parlementaire exprimant la volonté de la majorité des Allemands pourra se faire entendre sans subir la pression étrangère.

« Contre le Dictat de Paris, contre les violations du Droit par les occupants de l'Est et de l'Ouest, contre la minorité des politiciens qui incarne une politique d'abandon et de démission, nous en appelons à tous les Allemands...

« Notre solution reste ce qu'elle a toujours été : l'Allemagne doit redevenir libre et unie, elle doit occuper sa place avec une pleine égalité de droits dans une communauté européenne véritablement indépendante.

« La route qui nous mène à ce but est malaisée. Pour y parvenir nous recevrons des coups et des calomnies des deux côtés, de l'Ouest comme de l'Est. Car une communauté européenne véritable ne peut accepter ni l'une ni l'autre des deux formes modernes de l'impérialisme, le capitalisme d'Etat des Soviets ou le capitalisme cosmopolite de l'Ouest. »

La même position est prise par le grand aviateur allemand Hans-Ulrich Rudel, qui, revenu d'Argentine, participe à la campagne électorale de Basse-Saxe où le D.R.P. espère faire sa rentrée politique. Il rejette l'encadrement des deux moitiés de la jeunesse allemande dans des forces militaires étrangères et réclame « la création d'une armée nationale allemande après la réunification du pays », seul moyen pour l'Allemagne d'avoir des troupes solides, résolues, pouvant servir efficacement leur pays et l'Europe.

Réunification d'abord, collaboration au sein d'une communauté européenne après, voilà l'ordre des problèmes, tel que l'exigent chaque jour avec plus de force les divers mouvements de l'opposition nationale allemande. Le résultat des élections de Basse-Saxe le 24 avril, que le D.R.P. a préparées par 2.000 réunions locales et pour lesquelles il a réussi à unir les formations nationales allemandes trop souvent dispersées donneront la réponse de l'opinion à ces positions.

Nous avons tort de nous refuser à entendre ces voix. Elles ont une résonance qui grandit de jour en jour. Les élections truquées dont nous avons fait une règle dans toute l'Europe nous ont permis d'écarter les gêneurs, c'est vrai. Mais elles nous cachent aussi ce que pensent les peuples. N'ignorons pas l'Allemagne nationale, car nous risquons de le payer cher un jour.

A PROPOS DE « POLÉMIQUES »

(de Raymond ARON)

(*Ed. Gallimard.*)

Raymond Aron nous donne avec son dernier livre « *Polémiques* » l'occasion de relire dans une suite où elles s'éclairent les unes les autres, quelques passionnantes études déjà publiées ici ou là. Ecrites en réponse à Sartre, Merleau-Ponty ou quelques mythologies diffuses de l'Histoire de la Révolution, ces études sont pensées *contre* et inévitablement négatives, nous dit leur auteur. Mais nous, nous les trouvons remarquablement constructives, contribuant grandement à préciser quelques notions essentielles sur lesquelles s'appuient depuis des années la pensée et les analyses de Raymond Aron, confirmant aussi les soupçons que nous pouvions avoir de domaines où la pensée de l'auteur perd beaucoup de sa rigueur. Si la presque totalité des articles nous donne satisfaction, celui sur le concept de trahison, ses variations et la manière dont à notre époque nous pouvons le comprendre nous semblent un plaidoyer qui jamais ne met véritablement en cause la réponse que l'auteur semble décidé à apporter. Et ce fait n'a d'importance que parce qu'il nous aide à préciser les raisons de la perte soudaine de rigueur des analyses lorsque l'on passe de la description de la situation mondiale et de la structure diplomatique de la planète à des considérations touchant la politique intérieure. C'est pour retrouver l'origine de ce divorce qu'il nous a semblé utile de parcourir à nouveau l'œuvre de Raymond Aron.

De Londres a la victoire.

Raymond Aron, sociologue et philosophe, ne s'était guère fait connaître que par une thèse sur la philosophie de l'histoire dans laquelle il ne l'affirmait possible que dans une pluralité de système d'interprétation, lorsqu'il publia tout de suite après son retour de Londres deux volumes : « *L'âge des Empires et l'avenir de la France* » (1) et « *L'Homme contre les Tyrans* » (2),

(1) Ed. *Défense de la France.*
(2) Ed. Gallimard.

tous deux composés pour la plus grande part d'articles écrits au cours des différentes phases de la guerre. Le premier s'attachait surtout à dénombrer les tâches qui allaient s'imposer à la France au lendemain du conflit, les réformes auxquelles elle devrait se plier pour tenter de retrouver son rôle de grande puissance. Le second était centré sur les idéologies politiques, celles qui venaient de succomber et la séduction qu'elles avaient exercé, celle qui l'emportait, ses faiblesses et les garde-fous dont il faudrait la doter.

Ces deux premiers livres témoignaient déjà d'une magnifique qualité de la pensée et de l'analyse de leur auteur : la continuité. Composés d'articles, ils ne formaient pas un simple recueil mais constituaient une étude qui non seulement se suivait à l'intérieur de chaque volume mais se continuait et se répondait de l'un à l'autre.

Dès les premières lignes du premier ouvrage, rompant avec l'euphorie béate et niaise de l'époque et de ses amis politiques, Raymond Aron soulignait cette preuve de l'affaiblissement français : la peur de la France de penser son avenir, la fuite dans les imaginations, l'absence de véritable projet national donc de tout esprit politique. Mais cette situation française s'aggrave de l'évolution générale du monde. Cette guerre voit le déclin des Etats nationaux dont la puissance ne peut rivaliser avec celle des Etats-continents sortis vainqueurs du conflit. D'autre part ces Empires s'étendent au delà même de leurs propres frontières par les idéologies dont ils ont été les champions et qui par nature ne connaissent aucune limite géographique : fascisme, communisme ou démocratie, religions séculières (Raymond Aron réservait volontiers ce nom aux deux premières) dont l'avènement caractérise le XXe siècle. Or ce sont précisément ces idéologies que Raymond Aron étudie dans le second volume.

Le monde a pris ainsi son vrai visage : affrontement d'Empires porteurs d'idéologies, nécessité pour les anciens Etats nationaux de choisir clairement leur camp et leur idéologie, d'y adapter leurs institutions économiques et politiques.

Cette analyse est extrêmement satisfaisante pour l'esprit et d'un point de vue macroscopique parfaitement exacte : l'Europe se disait fasciste, le bloc anglo-saxon démocrate, l'U.R.S.S. communiste. Cependant lorsqu'on y regarde de plus près, la perfection de l'analyse se trouble quelque peu, les considérations d'ordre intérieur interviennent malencontreusement. D'une part les religions séculières ne sont pas mises sur le même plan : le fascisme, religion noire, est démoniaque et par bonheur anéantie ; le communisme est mauvais également mais, pour les

besoins de la cause — on nous le dit expressément — on a consenti à le faire croire bon. Reste la démocratie. Ce ne serait pas à proprement parler une des religions séculières, ce serait plutôt le refus de celles-ci, l'idéologie bonne unissant les vertus des religions réelles, une sorte de pré-religion. D'autre part le Français qui combattait avec les Alliés combattait-il pour une idéologie ? oui et non, Raymond Aron qui se défie quelque peu des idéologies nous laisse entendre qu'il combattait pour la France. Mais qu'est-ce qui définit l'appartenance de la France à l'idéologie démocratique? Le choix de valeur posé par l'auteur.
L'homme a troublé le sociologue.

PREMIÈRES DÉSILLUSIONS.

L'illusion était morte d'une collaboration des alliés vainqueurs qui pouvait se continuer dans la paix. Parurent alors en quelques années, de 1948 à 1951, deux nouveaux ouvrages « *Le Grand Schisme* » et « *Les guerres en chaîne* » (1). On eut alors la nette impression que la fin de ce malentendu auquel personne ne pouvait vraiment croire libérait la pensée et la plume de Raymond Aron. Le mythe d'une guerre menée par une idéologie consciente d'elle-même disparaissait. La coalition de deux grands Empires avait dominé le monde et terminé la guerre, le grand schisme commençait qui empêchait la paix de s'établir. La situation entrevue dans l'analyse des religions séculières a pris maintenant tout son développement. Le schisme est diplomatique et idéologique, deux Empires dominent le monde et se réclament de deux idéologies qui entendent chacune sauver le monde tout entier et s'étendent déjà hors de toute frontière géographique. Raymond Aron étudie fort bien la mystification communiste, les mythologies que rencontre à chaque instant cette pensée. Il analyse également l'affrontement à travers le monde de ces deux univers, dresse toute la sociologie de la guerre et de la violence dans le monde moderne, brosse les traits de cette guerre froide qui se caractérise par la limitation non pas de l'enjeu — tout est en question — mais des moyens employés, et résume la situation dans cette phrase frappante et devenue fameuse : « Paix impossible, guerre improbable. »

Cette fois encore cette analyse d'ensemble des forces à l'action dans le monde nous semble une des plus remarquables, une des plus lucides qu'il nous ait été donné de lire. Mais l'auteur,

(1) Ed. GALLIMARD.

après avoir étudié le schisme diplomatique et idéologique, passe au plan intérieur pour aborder le schisme français. Or, si la notion de structure bi-polaire de la planète nous semble juste, si, dans la perspective de l'affrontement des forces en présence, il peut sembler plus important de n'être pas communiste que d'appartenir exactement à telle ou telle nuance, il n'en est plus ainsi sur le plan intérieur où l'alternative communisme-démocratie telle qu'elle est pratiquée nous paraît un rêve ou une duperie. L'ambiguité tient à ce que jamais Aron ne définit nettement ce qu'il entend par démocratie ou libéralisme. S'il entend par démocratie un régime qui n'est pas communiste, nous en sommes. S'il entend par démocratie un régime qui divise à l'infini toute autorité, nous disons non. S'il entend par libéralisme un régime qui respecte les valeurs humaines et chrétiennes et n'extermine pas systématiquement tous ses adversaires, nous souhaitons le libéralisme. S'il entend par là un régime qui ne connaît d'autres liens avec les gouvernés qu'une arithmétique d'opinions, nous le refusons. Chaque fois qu'il tente de définir le régime démocratique, il l'assortit de tant de conditions, de réformes nécessaires mais irréalisées et peut-être irréalisables que nous ne savons plus très bien ce qu'il désigne. Nous croyons d'ailleurs que, sur le plan intérieur, il n'entend pas désigner quelque chose de précis, mais peut-être seulement le régime qui n'affaiblira pas trop la défense du camp mondial dans lequel il se range et qui seul compte véritablement dans l'ordre historique. Et en cela nous serions parfaitement d'accord, il suffirait simplement de distinguer entre camp démocratique et démocratie, nécessités militaires et régimes politiques.

Liberté et Trahison.

Voici maintenant « *Polémiques* » qui se présente avec un objectif modeste mais qui est en réalité un des livres les plus importants de son auteur. Sous le couvert de joûtes polémiques, beaucoup des mythes de notre époque qui servent de jouets à quelques demi-penseurs sont anéantis, Merleau-Ponty, Sartre, réfutés de manière décisive. La pensée de ce dernier procédant, pourrait-on dire, non pas par raisonnements mais par contamination successive (l'*Histoire* c'est la *Révolution* à venir, la *Révolution* sans contenu précis, sans réformes, c'est une vertu du *Prolétariat*, le *Prolétariat* qui n'est aucune classe précise, c'est l'*Ouvrier* influencé par le Communisme, le Communisme ce n'est pas le régime de l'U.R.S.S. mais la *Valeur* tout de même *avouée* par l'U.R.S.S.), cette pensée fétichiste est définitivement réduite

à rien. De même les rêves millénaristes de brusque mutation historique sont jugés au nom du progressisme dont ils se réclamaient *aussi*. Tout cela témoigne d'une pensée saine et lucide qui fait enfin passer une bouffée d'air dans un fatras inimaginable. Seule la Préface écrite par Raymond Aron pour l'essai d'André Thérive sur la Trahison nous replonge dans la confusion. Le traître est toujours celui qui rompt le lien qui l'unit à son pays. Mais il y a deux façons de définir ce lien, soit comme un lien parental indépendant de la volonté du sujet, soit — et c'est la réponse libérale — comme un acte de décision clairement posé par la majorité des citoyens qui dit à la fois qu'elle appartient au Pays et ce qu'est le Pays.. Si Raymond Aron adoptait comme il le devrait logiquement en bon libéral, le second terme de l'alternative, il devrait admettre que si Pétain trahissait en 1944 la volonté quasi-unanime des citoyens, de Gaulle ne trahissait pas moins en 1940 cette même volonté quasi-unanime dans un autre sens. Mais cela, bien qu'il admette le retournement de la volonté générale, il ne peut le reconnaître.

C'est qu'aussi bien il ne choisit aucun terme de l'alternative. Il semble admettre un lien de type parental. Il écrit à propos des *traîtres* anglais : « Une faiblesse mystérieuse leur avait interdit de trouver dans leur pays l'accomplissement de leurs aspirations. » Mais c'est la volonté démocratique qui réaliserait et définirait à chaque moment historique ce lien parental. Plus exactement peut-être, c'est dans l'accord naturel et spontané à l'idéologie ambiante que se manifesterait le lien parental.

Dans ces conditions cependant on ne comprend plus bien le rapport des empires et des idéologies. Jamais notre auteur n'a admis un lien naturel entre communisme et Russie. Un Russe qui fuit son pays choisit la liberté et fait bien ! C'est qu'en réalité Raymond Aron a choisi avant tout le camp libéral. Lorsque la France se trouve géographiquement dans ce camp, le choix paraît naturel. Mais lorsqu'elle se trouve physiquement dans un autre camp, il devrait comprendre que les choses soient moins faciles. Que les Français qui souhaitaient la victoire de l'Allemagne aient approuvé tous les aspects du nazisme et désiré son installation totale en France, Raymond Aron a donné beaucoup trop de preuves d'intelligence et d'honnêteté pour le croire ou le dire. Ils pouvaient souhaiter la victoire allemande pour éviter une nouvelle guerre ou un triomphe du communisme dont Aron voit très lucidement le risque. Ne pouvait-on en aucun cas travailler avec l'Allemagne hitlérienne ? Mais les émigrés et les résistants ont bien travaillé avec des alliés soviétiques et consenti, comme dit Aron, à faire le plus grand sacrifice, celui de

la vérité et de la mémoire, pour ne pas nuire à l'effort de guerre. Et lorsqu'il nous dit que le nazisme n'aurait pas survécu à la mort d'Hitler, il signe l'aveu d'une politique folle poursuivie pendant la guerre.

Reconnaissons que Raymond Aron a honnêtement reconnu la totale hypocrisie de l'épuration et la folie de la capitulation sans conditions et de Yalta. Mais alors, de grâce, Raymond Aron, ne parlez plus si légèrement de traîtres, tendez-nous loyalement la main et admettez que le camp de la liberté puisse connaître une plus grande nuance d'idéologies.

PERSPECTIVES.

L'on peut désirer manœuvrer à l'intérieur du camp de la liberté. Nous sommes à l'intérieur de celui-ci parce que nous sommes contre le communisme. Mais nous ne sommes pas purement définis par celui-ci parce que nous croyons à d'autres liens et d'autres motifs de se défendre que l'idéologie. Nous pensons que l'impératif militaire est absolu, mais nous ne croyons pas que celui-ci doive servir de chantage pour un nivellement général. Derrière la défense militaire une Europe unie sur d'autres principes que la pure et simple idéologie libérale ne ruinerait en rien, bien au contraire, à la défense commune.

Raymond Aron écrit en note à propos du conflit arabo-israëlien : « Affectivement je ne suis pas neutre et je justifierais volontiers mon sentiment. » Il nous semble que cela est extrêmement important et que c'est cela qui aurait mérité un développement : quel est cette sorte de lien affectif qui unit plus fortement à une partie de la terre et que les raisons jamais complètement n'expliquent ni ne surmontent ?

Si nous voulons atteindre un homme d'au delà du rideau de fer, ce n'est pas pour lui apprendre la liberté comme un militant de là-bas voudrait nous apprendre le marxisme, c'est pour qu'il puisse être, mieux que nous croyons qu'il peut l'être actuellement, le Roumain et le Bulgare que nous ne sommes pas. Et les idéologies auront peut-être eu cela de bon qu'elles nous auront appris à nous rapprocher sur des différences.

Puisse cela valoir également pour Raymon Aron dont nous estimons la lucidité et l'honnêteté.

Bernard VORGE.

PRISONNIERS EN U. R. S. S., par Michel Cisay (*Ed. André Martel*).

L'auteur combattait à l'est de l'Europe lorsqu'un vilain jour de 1944, il fut fait prisonnier sur le front de Poméranie. Incorporé d'office au cours des dernières semaines de combat, dans la division S.S. Charlemagne, il ne dut curieusement qu'à sa seule qualité de catholique la vie sauve que lui laissèrent les Polonais qui l'interrogèrent les premiers. En l'épargnant, ceux-ci devaient lui permettre de découvrir, pendant deux longues années, la Russie, les camps de travail, la vie des usines et des champs. C'est cette expérience qu'il rapporte aujourd'hui.

Réponse au livre de Lazareff, ainsi que nous le présente l'éditeur ? C'est beaucoup mieux que cela. L'ouvrage d'abord est totalement dénué de l'esprit de polémique que cette formule pourrait faire attendre. D'autre part rien ne permet de parler de contradiction : les points de vue, les époques diffèrent mais c'est beaucoup plus un complément très opportun et souvent concordant que l'on peut y voir.

Les Lazareff ont visité des villes, des grandes villes, ont étudié les institutions, ont écouté la radio, lu la presse, regardé les vitrines, parlé avec le fonctionnaire ou l'homme de la rue, fréquenté le monde habituel du voyageur tout en silhouettes et en croquis, révélant avant tout le plan *volontaire* ou *conscient* des rapports humains, plan de *politesse*, oserait-on presque dire, qui est aussi celui des comparaisons. Michel Cisay, lui, a vécu la vie quotidienne des travailleurs, il a longuement et péniblement gagné sa vie au milieu du peuple russe, il a dû pour subsister et ne pas perdre courage se faire une âme russe. Il ne compare pas. Ce qui l'a le plus frappé aussi bien, c'est l'infinie patience et résignation de ce peuple capable comme de longues hibernations de l'âme, s'intégrant à la monotonie de ses plaines. Il n'étudie pas les « normes » par rapport aux plans et à l'industrialisation du pays, il les envisage par rapport aux travailleurs eux-mêmes, comme la quantité de travail qu'il est nécessaire d'imposer à leur effort pour obtenir un peu de leur fatalisme ancestral et du surcroît d'indolence provoqué par une vie fonctionnarisée étendue à toute l'activite du pays.

Il nous apporte mille détails sur la vie quotidienne, sur la classification des travailleurs selon le rendement et l'état de santé, sur la vie de kolkhozes, sur l'extraordinaire mélange de rationalisation et de routine, de planification des ensembles et de gaspillage dans les détails. Il nous donne encore d'importantes précisions sur le tournant survenu le 25 novembre 1944 dans l'attitude officielle vis-à-vis des prisonniers allemands et sur le rôle très considérable que jouerait un grand nombre de citoyens du Reich à tous les échelons de la vie du pays vainqueur.

Michel Cisay rejoint enfin les Lazareff pour signaler de son côté l'extrême gentillesse et générosité du peuple russe, et, derrière la fumée des excitations guerrières, son extraordinaire vertu de compas-

sion. Dans son livre tout de brèves notations, cet ancien prisonnier qui a souffert là-bas nous montre qu'il y reste derrière le planisme géant, un peuple véritable avec ses forces et ses faiblesses, ses vertus et ses difficultés, qui échappe aux mythologies, celles de là-bas comme celles d'ici.

C'est le Maréchal Foch qui, en d'autres circonstances, disait : « S'il pleut chez nous, il pleut aussi chez eux. »

*
* *

L'AFFAIRE DES FUITES, par Jean-André Faucher et Jean-Louis Febvre (*Editions E. F. I.*).

Jean-André Faucher et Jean-Louis Febvre s'efforcent de soulever, dans ce petit livre courageux et honnête que tous nos lecteurs voudront lire, un coin du « grand voile des complicités incestueuses » que le régime qui, pour reprendre un mot célèbre, gouverne mal mais se défend bien a fait lourdement retomber sur l'affaire dite « des fuites ».

Pas de recherche systématique et gratuite du scandale avec l'intention d'en éclabousser des adversaires politiques, pas de « révélations » aussi aventurées que sensationnelles, mais une information objective et précise, l'exposé sans passion de nombreux petits faits qui donnent à penser, une analyse circonspecte des circonstances, des actes et des paroles, le refus de « faire la lumière » à tout prix, l'honnêteté dans le doute et une méfiance invincible pour toute explication romanesque, voilà ce qui caractérise ce petit livre qui s'achève malgré tout sur une interrogation..

Si, en effet, et c'est le mérite des auteurs de le souligner à nouveau tellement les campagnes de diversion ont été nombreuses, il est clair pour qui n'est pas aveuglé par la passion politique ni égaré par les intrigues byzantines du système que l'affaire des fuites est une nouvelle manifestation de l'étendue et de la puissance de l'espionnage soviétique en France, l'on continue à ignorer ou à taire les noms des personnages dont il est parvenu à s'assurer la complicité jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat.

Sur ce point capital Jean-André Faucher et Jean-Louis Febvre avouent honnêtement l'échec de leurs investigations. Le réseau des complicités est si serré, les solidarités politiciennes sont si étroites qu'ils ne pouvaient que se heurter tout comme l'honnête commandant de Resseguier à une conspiration du silence quasi universelle qui n'a été ici et là rompue que pour des raisons totalement étrangères à l'honneur de la Patrie.

Jacques Poillot.

UNCONDITIONAL HATRED, par Captain Russel Grenfell, R. N. (*Devin-Adair, New-York*).

Le réarmement de l'Allemagne cause, même en Angleterre qui n'a pas été envahie, de très vives réactions. Conscient du péril soviétique, le commandant Grenfell de la Marine royale, voudrait voir son pays s'engager dans une alliance active avec la France et l'Allemagne afin d'éviter les suites, toujours redoutables, d'un revirement de la politique américaine, mais la propagande effrénée, faite pendant et depuis la guerre, a eu de dramatiques conséquences : le renversement des alliances apparaît à de nombreux Anglais comme une trahison ; ils sont incapables de s'adapter à une situation nouvelle.

Le commandant Grenfell connaît bien l'histoire de l'Europe et l'étude à laquelle il se livre de l'origine des principales guerres depuis 1815 porte un coup sérieux au pamphlet rédigé en 1941 par Lord Vansittart, secrétaire général du Foreign Office : *Black Record*. Il est trop facile de rejeter toutes les responsabilités sur l'Allemagne.

Certes nous ne saurions donner le même poids à tous les arguments du commandant Grenfell. Pour notre part, nous ne souscrivons pas au rôle qu'il prétend faire jouer à « Poincaré-la-guerre ». Nous ne sommes pas, non plus, certains qu'en 1914, un débarquement anglais en Baltique aurait produit des résultats plus décisifs que la mise en place de six divisions à l'aile gauche de notre armée Il aurait fallu que le débarquement réussisse. Or la conduite de la bataille du Jutland nous laisse assez sceptique sur ce point.

Des critiques de la diplomatie de Sir Edward Grey en 1914 et de Sir Winston Churchill en 1939-1945, il reste toutefois, que la guerre est une chose beaucoup trop sérieuse pour être confiée à des politiciens toujours prêts à engager leur pays à l'insu du parlement lorsqu'ils tiennent à commettre une imprudence.

Parlant de Churchill, le commandant Grenfell dit que le « Napoléon de Whitehall », heureux de déplacer des armées et des flottes, a éteint le « politicien de Downing Street » dont c'était le métier de définir les buts de guerre et de prévoir la volte-face de l'U. R. S. S.

Cette guerre, ajoute-t-il, n'a résolu aucune des difficultés de la situation européenne. Elle les a, au contraire, singulièrement aggravées. La guerre idéologique est, d'ailleurs, la pire forme de guerre. Aucun pays n'a mission de réformer le monde. Une peuple ne devrait être lancé dans un conflit que si ses intérêts vitaux sont directement affectés.

Nous convenons enfin avec le commandant Grenfell que le progrès technique n'a pas, non plus, facilité le travail des diplomates. A une époque où la presse et la T. S. F. n'affolaient pas les masses populaires, il était plus facile que de nos jours à un Castlereagh et à un Wellington de négocier une paix honorable avec un ennemi qu'ils avaient cependant combattu pendant plus de vingt ans.

Or, l'histoire prouve qu'on a souvent intérêt à ménager un ancien adversaire.

G. O.

*
* *

THE POCKET HISTORY OF FREEMASONRY, par Fred. I. Fick et G. Norman Knight.

L'EGLISE EN FACE DE LA FRANC-MAÇONNERIE, par Maurice Colinon.

Les F.F. .·. Pick et Norman Knight étaient tout à fait qualifiés pour écrire cette brève histoire de la Franc-Maçonnerie, car ils font, tous les deux, partie de la *Quatuor Coronati Lodge* où se réunissent les historiens maçons d'Angleterre. Leur ouvrage contient beaucoup de détails intéressants sur les sectes qui ont vu le jour depuis deux cent cinquante ans. Nous y trouverons, en particulier, la reproduction d'une charte de la Maçonnerie *opérative* qui permet de mesurer toute la distance qui sépare cette dernière de la Franc-Maçonnerie *spéculative*, officiellement née en 1717.

Cette charte, le Beswicke-Royds MS, qui date probablement du début du XVIe siècle, fait obligation aux Maçons d'être de « fidèles hommes liges du roi » et de l'avertir de toute trahison dont il pourrait être la victime. Elle les oblige à être fidèles à Dieu et à sa sainte église ; elle les met en garde contre l'hérésie.

L'ouvrage de M. Colinon reproduit une charte, anglaise elle aussi, de 1693 où l'on retrouve les mêmes prescriptions.

Tout autre est l'esprit des Constitutions d'Anderson (1723) qui restent la charte de la Franc-Maçonnerie moderne. Celles-ci les invitent seulement « à suivre la Religion sur laquelle tous les hommes sont d'accord », ouvrant ainsi l'ère du scientisme et d'une vague morale sociale. D'autre part, elles recommandent (par précaution) de ne pas soutenir un frère « dans sa mutinerie », mais ajoutent qu'on ne peut pas expulser le coupable « de la loge et [que] sa relation avec l'association reste indéfectible ». Ainsi se placent-elles au-dessus de l'Etat.

Les nombreux documents du XVIIe siècle cités par Pick et Norman Knight marquent le passage d'une Franc-Maçonnerie à l'autre. Le trait le plus caractéristique en est la stricte (et nouvelle) obligation du secret. Les auteurs tirent, néanmoins, argument du fait que Sir Robert Moray, général de l'armée écossaise, Elias Ashmole, partisan de Charles 1er, et Randle Holmes, membre du Parlement, étaient francs-maçons pour affirmer que la secte ne faisait et ne pouvait faire de politique. Nous reviendrons sur ce point.

L'aspect religieux n'est pas moins important. On sait que, douze fois entre 1738 et 1902, la Franc-Maçonnerie a été condamnée par la Papauté. Il est intéressant de noter qu'en dépit du soutien que la secte a accordé aux églises anglaises, en 1927, l'Eglise méthodiste et, en 1951-52 l'Eglise anglicane se sont posées la question de savoir si un chrétien pouvait être Franc-Maçon. Chaque fois les pasteurs

Francs-Maçons ont plaidé la cause des Loges et le problème a été en fin de compte escamoté.

*
* *

Louis Colinon pose très bien la question politique ; il montre les partisans et adversaires des Stuarts s'infiltrant dans les Loges opératives et les utilisant dans leur conflit politique et dynastique; il dépeint le coup de force protestant de 1717 qui aboutit à la création de la Grande Loge de Londres, l'influence des occultistes dans la Franc-Maçonnerie française du XVIIIe siècle, le rôle des Loges dans la révolution de 1848 et dans l'anticléricalisme de la IIIe République ; il parle avec bonheur du glissement de la Franc-Maçonnerie vers le marxisme et du scandale Stavisky. Mais pourquoi faut-il qu'un auteur à qui ne manque ni l'esprit critique, ni le sens des nuances ni le goût de l'information ait si peur de passer pour « réactionnaire » qu'il nie avec obstination la participation maçonnique à la révolution de 1789 ? En s'attaquant avec véhémence à l'abbé Barruel et en acceptant à la lettre l'opinion de Joseph de Maistre et celle de Mounié, il n'a convaincu personne. Maistre était un F ∴ éminent, mais il a été, en fin de compte, dupe de la tentative d'étouffement des Eglises par la Franc-Maçonnerie qui affectait de les rapprocher sous son égide ; Mounié n'était même pas maçon. D'autre part, M. Colinon s'est cru très habile en passant sous silence les découvertes de Gustave Bord, d'Augustin Cochin, de Bernard Fay et les aveux de Louis Blanc et de Gaston Martin. Il ne dépend pas de lui que ces écrits ne subsistent. S'il voulait faire œuvre durable, il fallait qu'il s'attaque à Gaston Martin et qu'il passe au crible les renseignements donnés par cet agrégé d'histoire, de surcroit vice-président du Conseil de l'Ordre du grand Orient et parlementaire remuant. Sans doute ne s'est-il pas senti de taille à réfuter les indications si précises fournies dans *La Franc-Maçonnerie française et la préparation de la Révolution* sur la rédaction des cahiers des Etats généraux, la préparation des élections, la création des bureaux de correspondance, le contrôle des élus, la transformation des Loges en clubs, le noyautage de l'armée et les origines de la garde nationale. Alors, il valait mieux qu'il accepte le fait et ne s'aligne pas trop scrupuleusement sur *La Franc-Maçonnerie sous les lys*, de Roger Priouret, qui n'est pas destiné à laisser une trace fulgurante dans la bibliographie maçonnique. Au demeurant, les auteurs que nous venons de citer ont tous cherché à minimiser ou à nier l'idée de complot ». Elle est néanmoins, reposée involontairement ou non, par Gaston Martin et Gustave Bord dans *La Conspiration révolutionnaire de 1789*.

Nous aurions préféré que M. Colinon marquât moins de faiblesse sur un point aussi grave afin de garder toute son autorité pour la question qui lui tient à cœur : le rapprochement de l'Eglise et de la Franc-Maçonnerie. Nous avons suivi avec tout le respect dû à la personnalité du R.P. Berteloot la tentative de 1937. Nous compre-

nons très bien que l'Eglise aime mieux pardonner que condamner. Mais les pourparlers du R.P. Bertheloot et du F. .·. Lantoine ont-ils été aussi fractueux qu'on a bien voulu le dire ? Albert Lantoine a été désavoué par son Ordre. Le sectarisme et la corruption maçonniennes l'avaient à ce point découragé que, dans *La Fin des Francs-Maçons ?* paru peu avant sa mort il préconisait la dissolution des Obédiences et la suppression des couvents.

G. O.

*
* *

THE JEWISH YEAR BOOK.

The Jewish Year Book, publié par *The Jewish Chronicle,* de Londres, est une source précieuse de renseignements. Tous les ans, il dresse l'état des organisations juives existant dans le monde (soit d'une façon partielle, soit d'une façon totale), donne des renseignements sur les hommes les plus importants du monde juif et publie des statistiques.

La statistique de 1955 est discutable, mais elle est intéressante, car elle nous permet de préciser les points de désaccord entre diverses publications.

D'après *The Jewish Year Book* 1955, les chiffres totaux de la population juive dans le monde auraient oscillé de la façon suivante depuis cinquante ans :

11.209.000	1900
16.763.000	1939
11.737.700	1955

Les chiffres par continent, en 1955, seraient :

Afrique	686.700
Amérique	5.888.800
Asie	1.626.800
Australasie	58.800
Europe	3.476.600

Nous n'acceptons pas sans caution les chiffres donnés pour l'Europe et l'Amérique. *The Jewish Year Book* affirme, en effet, que le judaïsme anglais est de 450.000 et que celui de France est de 300.000 (dont 150.000 pour Paris, statistique de 1950). Les chiffres additionnés des différents pays européens ne laisseraient qu'une marge de 2.000.000 pour l'Union Soviétique (dont 500.000 pour Moscou). Ce chiffre nous paraît beaucoup

trop faible ou bien il faudrait admettre que l'épuration par Staline des amis de Trotzky, de Kameneff et de Zinovieff a fait sensiblement plus de victimes qu'on n'a voulu l'avouer. En tous cas, il ne coïncide pas avec les chiffres publiés par le même annuaire en 1953-1954, p. 145 :

Russie des Soviets	*1933*	*Pertes*
(partie occupée)	2.100.000	1.500.000

Aucun chiffre n'était donné pour la partie non occupée, ce qui permet tous les truquages.

Les chiffres donnés pour l'Allemagne en 1953-1954 méritent aussi d'être cités :

Juifs d'Allemagne (recensement de 1925)	564.000
Emigration en Europe et au delà des mers entre 1933 et 1951	295.000
Survivants en Allemagne	15.000
Tués par les Nazis	190.000
Tués (en partie pour « des causes naturelles » [bombardements alliés ?])	64.000

Admettons provisoirement qu'il y ait 5.880.000 Juifs aux Etats-Unis. (Il y en aurait eu 5.300.000 en 1939). Les statistiques publiées avant la guerre donnaient un chiffre moyen de 3.000.000, dont 2.000.000 pour la région de New-York ; elles étaient manifestement fausses.

Cependant, d'après *The Jewish Year Book*, la population juive de cette ville aurait augmenté, alors que la population juive totale des Etats-Unis aurait presque doublé Nous n'en croyons pas un mot et nous contestons les chiffres publiés pour les Israélistes de New-York :

1950	2.000.000	(*J. Y. B.*, p. 313)
1955	2.294.000	

Les renseignements publiés en 1950 par la Commission de la Justice du Sénat des Etats-Unis. en partie d'après le *World Almanac* de 1949, sont, en effet, d'un ordre tout différents : en 1936, il y avait 4.641.184 Juifs américains. Si le chiffre de 5.300.000 pour 1939 est correct, cela fait ressortir une immigration de plus de 760.000 personnes en trois ans, immigration qui prend la forme d'un véritable exode dans les dix années suivantes.

Les commissaires acceptent, en effet, le total de 15.713.638 pour le judaïsme mondial en 1949, selon eux, plus de 50 % étaient alors établis dans les Amériques, ce qui ferait environ 8 millions. 750.000 vivant au Canada, en Amérique centrale et méridionale (*The Jewish Year Book* 1955 en déclare 660.000 pour l'Amérique latine et 225.000 pour le Canada), le total des Juifs des Etats-Unis serait donc de l'ordre de 7.250.000. On ne pouvait, au moins en 1950, arriver à une estimation plus précise en raison de la formidable immigration clandestine.

Si nous comparons les chiffres de *The Juvish Year Book* pour 1939 et ceux du *World Almanac* pour 1949, nous arrivons aux résultats suivants :

1939	16.763.000
1949	15.713.638

donc une diminution d'environ 1.000.000. Les statistiques alarmantes publiées sur les pertes d'effectifs des communautés d'Europe (même la « disparition » des 3.000.000 de Juif polonais dont beaucoup avaient fui devant les armées allemandes en Russie) se traduit en définitive par une faible émigration en Israël (moins d'un million) et par un formidable exode aux Etats-Unis.

G. O.

L'EXPOSITION de la DÉPORTATION

Le Comité d'Histoire de la IIe guerre mondiale a patronné une exposition de souvenirs de la Résistance et de la Déportation.

Le Gouvernement l'a pour ainsi dire officialisée en lui accordant les locaux de l'Enseignement Public, rue d'Ulm, à Paris, et en y envoyant par groupes, élèves et étudiants de ses écoles. Cette exposition a eu un grand succès. Prolongée jusqu'en fin 1954, elle vient de fermer ses portes. On peut donc, sans être accusé de nuire, même modestement à sa réussite, présenter ici remarques et observations, puis poser une question.

I

Cette exposition bien préparée, très bien présentée, est pourtant curieusement incomplète. Quand elle parle de Résistance à l'Occupation et totalise ses pertes, glorifie ses sacrifices, elle omet les plus nombreux (ceux des combattants de 1940 — plus de 80.000 en 5 semaines). Les plus purs aussi, puisqu'aucune idée de politique partisane ne dominait chez eux. Ils sont morts pour la France tout court.

Peut-être était-il difficile de savoir où classer ceux qui, entre l'Armistice de Bordeaux et l'appel de Londres, sont tombés pour être restés face à l'envahisseur ? Ceux tombés à Mers-El-Kébir, à Dakar, etc... en obéissant aux ordres de leurs chefs hiérarchiques et légaux ? Leur classification ne se discute plus pourtant aujourd'hui. Mais d'autres omissions curieuses se constatent.

Qu'il n'y ait pas de listes ou de nomenclature des mouvements de résistance ni des maquis, de leurs effectifs, de leur efficience, du pourcentage de leurs déportés et de leurs trop rares survivants, cela étonne un peu. S'il y a des difficultés matérielles de statistique, des exclusives curieuses s'y ajoutent : celle du réseau Alliance, par exemple. — On m'a répondu :

« Il n'était pas français (1). » — Pardon, composé de Français, dirigé par des Français et des Françaises de qualité, et ayant eu des réussites remarquables. Est-ce parce qu'il envoyait ses renseignements directement à l'E. M. britannique sans passer par les services londoniens (ou algériens) de de Gaulle ? Les chefs de ce réseau m'ont dit leurs raisons : l'exploitation militaire du renseignement était plus rapide quand elle était directe — et peut-être moins déformée à l'arrivée.

D'autre part, c'est ce réseau qui a subi le plus de pertes. Si l'on admet un effectif total pour ce réseau de 2.000 résistants, il y a eu 400 morts ou disparus en déportation, soit 1/5, proportion douloureuse et tragique, nullement atteinte ailleurs.

Autres omissions regrettables. Que dans le nombre des déportés on ne compte pas les prisonniers, d'accord. Le statut des prisonniers régi (et surveillé) par la Croix-Rouge était, d'une façon normale, appliqué par les Allemands. Mais si le cas des prisonniers « transformés » est à distinguer dans un sens, celui des prisonniers « résistants » évadés — et surtout repris et envoyés dans un camp de répression — est positif dans l'autre. De même, je crois que les S.T.O. ne figurent pas au nombre des déportés. Peut-être est-il difficile aujourd'hui de distinguer entre travailleurs volontaires et travailleurs forcés en Allemagne. A l'époque, nous savions que la proportion était de 50 % et qu'aucune femme, grâce aux efforts du gouvernement de Vichy, n'a été envoyée en Allemagne au titre du S.T.O.

Discriminations statistiques

Elles ont paru délicates, semble-t-il.

D'une part, les organisateurs de l'exposition disent : nous nous occupons des déportations de France en Allemagne, à quelque titre que ce soit. Pourtant, on peut remarquer avec David Rousset dans son *Univers concentrationnaire*, qu'on fut déporté à bien des titres autres que celui de résistant. On peut être politique, racial, droit commun, économique, « marché noir », et même « a-social », sans avoir été résistant ou tout cela en surplus. S'il y a des déportés qui n'ont pas été résistants, il y a des résistants qui n'ont pas été déportés et qui — ceux des micros de Londres ou d'Alger — ne pouvaient pas l'être. Sauf parachutages héroïques, quelques-uns s'y étant d'ailleurs refusé.

(1) L'exposition n'omettait pourtant pas les réseaux polonais, tchécoslovaques, belges, anglais, etc...

La difficulté de ces discriminations provient encore de ce que, dans les récits si nombreux de déportation, les motifs, non des condamnations, mais des inculpations par les Allemands, sont rarement donnés. A noter que si on se dit arrêté par la Gestapo, il ne peut s'agir d'avant 1943. La Gestapo n'a opéré en France avant cette date que pour surveiller les membres du du parti et les S.S.

Si l'exposition ne s'occupe, disent les organisateurs, que des déportés de France en Allemagne (1) quelles que soient la nationalité et, nous venons de le voir, la qualité des déportés, pourquoi ne pas appliquer cette règle à la déportation juive ?

Les statistiques affichées aux portes de l'exposition donnent, sauf erreur, le chiffre traditionnel et aujourd'hui très controversé de 6 millions de Juifs déportés et 20.000 rescapés.

Mais, en France, il s'est agi jamais que de 400.000 Juifs environ, dont moitié, soit 200.000 Juifs de France (on peut appeler Juifs de France ou Juifs français ceux qui sont nés en France ou ceux qui, nés hors de France, y ont accompli, effectivement, leur service militaire).

Or, sur ces 200.000, moins de moitié (environ 80.000) ont été déportés, cela surtout depuis la fin de 1943. Sur ces 80.000, 30.000 sont revenus, donc 3 pour 10 environ disparus — chiffre énorme et douloureux — mais, hélas, souvent atteint chez nous au cours d'autres guerres civiles de religion ou étrangères. On ne peut plus parler de génocide pour les Juifs français. Il suffit d'ailleurs de vivre aujourd'hui en France pour s'en rendre compte.

⁂

Il ne faut donc pas chercher dans cette exposition une histoire de la Résistance et de la Déportation, ni même une documentation pour son étude. Il s'agit plutôt d'une collection de pièces rares, retenues et classées avec beaucoup d'ordre et de soin — et à grand'peine souvent.

Je n'en veux pour preuve que le titre du livre vendu à l'entrée, provenant de l'Imprimerie Nationale — organisme officiel — intitulé « Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 39 à 45 ».

(1 Et en Alsace-Lorraine puisque celle-ci était pour les Allemands territoire d'Empire. Ce contre quoi les organisateurs de l'exposition se sont toujours élevés, j'en suis sûr, avec autant d'énergie et de logique que le Maréchal Pétain.

Il serait vain d'y voir l'histoire de la presse clandestine française — ou même pour les 1.106 périodiques cités, une courbe de leurs tirages (hebdomadaires, mensuels, etc...), des modifications de leur format, des précisions sur leur diffusion, des noms mêmes de rédacteurs, ceux-ci ayant, avec une prudence bien naturelle, utilisé d'autres pseudonymes que les leurs, en résistance — clandestinité à double détente. C'est bien le *catalogue* d'une collection. Il y a des numéros uniques (certains de ces journaux n'ont eu qu'un exemplaire). D'autre part, avant 1940, étaient-ils clandestins en France ? (Sauf l'*Humanité* qui, jusqu'en 1941, n'était pas résistante.) Et après 1944, ceux qui étaient (tous autant dire) restés « résistants » étaient-ils clandestins ?

Le titre est donc à modifier : De 40 à 44, suffit, mais c'est à juste titre que les auteurs de ce catalogue — avec une conscience et une prudence professionnelles auxquelles il faut rendre hommage — se sont méfiés, quand ils ont reçu des séries d'exemplaires, de la possibilité de les voir compléter *a posteriori* par des intercalations.

Le catalogue précise alors : photographies, ronéographies, etc...

C'est dire, discrètement mais nettement, que chercheurs et historiens de demain devront être attentifs aux identifications matérielles — papier, frappe, encre, etc... — et même texte, car on peut ajouter, pour les besoins de la cause, et paraître facilement un prophète ou un héros à retardement, et l'inverse peut se produire !

C'est à cette conscience professionnelle qu'il faut attribuer l'absence dans ce catalogue de la cotation du livre de Maurice Schumann, reproduisant la série de ses éditoriaux à la B.B.C. de Londres.

Périodiques, certes, ils l'étaient. Diffusés en France évidemment. Clandestins ? Pas pendant l'occupation du moins. A Paris, par exemple, nous les écoutions sans difficulté, sans péril, donc sans gloire, il suffisait, le soir, suivant le conseil banal, de baisser un peu le ton, pour ne pas gêner le sommeil des voisins.

Leur clandestinité ne commence qu'à la libération — partielle d'ailleurs. Car, à l'arrivée sur la terre de France, tous les paragraphes contenant les conseils de violence, de représailles, etc... qui nous étaient journellement si énergiquement prodigués, sont tombés. Ces lignes vengeresses n'ont pas redouté le parachutage, elles.

Il ne peut donc s'agir d'Histoire. C'est trop tôt. Aucun juge-

ment définitif ne peut être porté sur les événements que nous croyons le mieux connaître, avant qu'ait paru le témoignage de ceux qui en furent les acteurs dans le camp adverse.

Ce n'est pas le cas dans la France d'aujourd'hui, et il faudra du temps pour voir une foule attendrie aller indifféremment d'une exposition à l'autre, des drames des occupations réciproques — Allemagne et Russie, France et Allemagne — Gestapo ou Gepeou — pour ne pas parler d'Extrême-Orient.

D'ailleurs, nous sommes beaucoup moins renseignés sur les atrocités de la guerre civile et les drames de la résistance et de la libération d'hier que sur ceux d'il y a 170 ans !

C'est qu'il faut que le parti des victimes revienne au pouvoir, même peu de temps, pour que les bouches osent parler et que les dossiers s'ouvrent.

Saurait-on ce qu'on sait sur les guerres de Vendée, sur les massacres de Lyon, de Nantes, de l'Abbaye, etc... connaîtrait-on tant de révélations familiales (j'en ai encore découvert récemment), tant de voix émouvantes sorties des tombeaux, s'il n'y avait pas eu la Restauration de 1814 à 1830 ?

L'accélération de l'Histoire permettra peut-être qu'avant dix ans, la vérité soit non pas établie, mais approchée par la libération des témoignages.

« *Testis unus, testis nullus.* » L'adage romain, s'il s'applique exactement au témoin résistant, qui — de l'extérieur souvent — parle de la résistance intérieure, en fermant la bouche des témoins de l'occupation qui auraient vu les choses autrement, s'applique encore plus exactement, quand c'est l'occupant qui écrit l'histoire de la Résistance.

Le premier résistant des Gaules en est le douloureux exemple. Que savons-nous de Vercingétorix, sinon par César ?

Si après Gergovie — « J'ai gagné une bataille, mais je n'ai pas gagné la guerre... » — le premier résistant des Gaules avait écrit ses mémoires, n'aurait-il pas flétri les traîtres gaulois collaborateurs des Romains, les rivalités entre résistants, autrement dit, écrit à la Gauloise l'histoire de la résistance, par les armes, à l'envahisseur : Alésia — la capitulation, la déportation — Nacht und Nebel — vers les camps de concentration mamertins ! Confrontation dangereuse avec les récits propagandistes des *Commentaires !* Cela aurait pu être, César l'a bien compris. Quelques lignes vengeresses auraient pu subsister entre les mains des compagnons de la libération vaincus (Brutus, républicain, parlementaire, antitotalitaire, vengeait en quelque sorte Vercingétorix !) En 1944, des Brutus ne se sont pas trouvés chez nous, mais en Allemagne.

Vient enfin la question d'opportunité.

Pourquoi cette exposition — dont les attaches sont évidemment gouvernementales (locaux prêtés par le Ministre de l'Education Nationale, visites organisées et facilitées pour les groupements d'élèves de l'enseignement public, etc...) — et pourquoi en ce moment ?

Ne risque-t-elle pas de raviver ou de produire, dans un public particulièrement émotif, un effet sentimental opposé à la position politique officielle de ce même Gouvernement ?

En effet, on n'a pu parcourir ces salles, voir les objets exposés, les photographies macabres, sans éprouver un sentiment d'horreur. Les charmantes cicerones qui conduisaient les groupes et dont la plupart n'avait pas heureusement l'âge concentrationnaire qui ferait craindre qu'elles en aient été les victimes, ne manquent pas d'insister, et c'est trop naturel, sur le sensationnel — sans distinguer l'objet même de l'exposition : la déportation — car on peut être une victime sans être un héros.

Naturellement la photographie fixe le moment, le cas le plus sensationnellement douloureux. Mais nous savons que même dans cet enfer il y avait des privilégiés. Le cas actuel du communiste Onofrio qui a dû quitter sa place de vice-président de la Chambre italienne parce que, déporté par les Allemands en 1944, il avait pas trop protégé ses camarades de parti, nous rappelle qu'on en a autant dit chez nous d'un ex-ministre du général de Gaulle, Marcel Paul, qui aurait continué à Buchenwald ou à Auchwitz la lutte des classes, en mettant ses camarades dans les postes sauveurs (infirmerie, cuisines, comptables, chefs de blocks, etc...) et en désignant les « bourgeois » pour les commandos de mort (voir Christian Pineau, *Figaro,* 20-1-55). On ne peut sortir de ces visites qu'avec un sentiment d'horreur, de haine et un désir de représailles.

Au même moment, le gouvernement français demandait aux mêmes hommes l'oubli — et même plus, la réconciliation. Tirer la barre — à un niveau à préciser entre Français et Allemands — ne suffit plus, il faut marcher du même pas, la main dans la main, que dis-je, cœur contre cœur.

D'accord, mais on ne comprend plus.

Double jeu peut-être ? Alors, expliquons-nous.

Un double jeu peut se comprendre en politique d'Etat à Etat. L'instrument diplomatique est fait pour cela et Machiavel est lu par les deux partenaires.

Double jeu en politique intérieure, c'est différent. De fonc-

tionnaire à gouvernement, c'est inadmissible. L'Etat actuel n'hésiterait pas à condamner un fonctionnaire qui, en ayant l'air de le servir, en continuant à toucher ses émoluments, profitant de ses privilèges, travaillerait contre lui, Etat. Le noyautage des administrations publiques N.A.P. est périmé après avoir été à honneur, puis à profit. On ne comprendrait plus qu'un chef de gare chargé d'assurer la circulation des trains dans un sens, les détourne sur des voies de garage ou même les lance l'un contre l'autre. (Il fut un temps où c'était recommandé.) Si vous voulez ne pas servir, ne pas tenir une parole explicitement ou implicitement donnée, dites-le et prenez vos risques.

Le pire, et nous l'avons rencontré naguère, consiste à toucher des deux côtés à la fois. Ce double jeu qui mène au double mois, est déshonorant.

Double jeu plus hypocrite encore quand il s'exerce de gouvernement à électeur, de mandataire à mandant — crime contre l'esprit.

Il semble que la politique mendésienne en France ait été « Soutenir le communisme en ayant l'air de l'attaquer ».

Ce n'est pas le lieu ici de dresser le schéma d'une action liquidatrice et d'en montrer le sens. En fait, rien n'est encore rompu depuis Londres et Alger, avec les séparatistes qui, après avoir été les bénéficiaires de l'Etat, en sont devenus arbitres parlementaires.

Indiquons pourtant le fil conducteur.

On traite au Tonkin, on cède en Tunisie, on sourit à la Chine — qu'hier on ne voulait pas admettre à la table des Grands et que l'on y convie aujourd'hui pour en faire demain une puissance invitante (et elle se fera prier). — Le bloc communiste progresse et — sauf difficultés intérieures — gagne à tous les coups. Chaque fois la France, du fait de son régime, descend d'un cran. La petite manifestation de la rue d'Ulm s'insère modestement dans cet ensemble — *De minimis non curat prœtor* — mais son fil ténu, arachnéen, apparaît pourtant dans la trame tendue par Moscou : Eviter l'apaisement des esprits et des cœurs, exciter les dissentiments entre les Etats qui lui sont opposés.

Général LAVIGNE-DELVILLE.

LA FRANCE ÉVINCÉE DU FEZZAN SUR ORDRE ANGLO-AMÉRICAIN

Alors que Paris annonçait sur le mode dubitatif l'éventualité d'un retrait des troupes françaises du Fezzan (territoire de la Libye), M. Moustapha ben Halim, président du Conseil de Libye, dès son retour à Tripoli, déclara que la France était d'accord pour retirer ses troupes du Fezzan. On parla de « garanties et contreparties indispensables » et du délai d'un an pour évacuer le Fezzan, mais on oublia de rappeler les termes impératifs discourtois avec lesquels la rupture fut annoncée lors du discours du trône.

C'est un échec pour la France de n'avoir pu obtenir la reconduction de l'accord de 1951 au moment même où elle doit employer tous ses efforts pour surveiller ses frontières nord-africaines de l'Est passages ordinaires des agitateurs et des contrebandiers d'armes.

Dans le même temps, on apprenait de source directe que les accords de 1951 liant la Libye avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, loin d'être dénoncés, devenaient définitifs.



L'affaire libyenne commence puisque c'est par la Libye qu'arrivent l'essentiel des subsides et des armes en Afrique du Nord française ; c'est en Libye que sont entraînés les cadres des fellagha ainsi que les Services de Renseignements français en ont la preuve par les interrogations de prisonniers et quelques autres sources.

Pendant quatre ans, la Libye, ancienne colonie italienne, fut l'objet de maintes discussions entre Anglais et Américains. De 1945 à 1949, l'avis prévalut de démembrer le

pays en trois grandes provinces : la Tripolitaine (700.000 habitants), la Cyrénaïque (300.000 habitants) et le Fezzan (40.000 habitants). L'O.N.U. recommanda la prudence aux Alliés et leur défendit de s'installer dans des positions occupées temporairement. Les quelques centaines de Français gardant les aéroports du Fezzan demeurèrent sur place ; ils s'entendaient au mieux avec l'émir francophile Ahmed bey Seif n'Sasseur.

Le Fezzan, qui fit déjà l'objet de litiges entre la France et l'Italie fasciste, est considéré comme une plaque tournante de sécurité et la France émit des réserves sur l'avenir du Fezzan. Pendant ce temps, la Grande-Bretagne, pressentant sans doute l'abandon de l'Egypte, envoya ses agents secrets en Cyrénaïque, couvrit d'or l'émir Idriss et, contrairement à « l'esprit de l'O.N.U. » y créa même l'embryon d'une armée régulière nationale. Mais la Tripolitaine, le plus gros morceau de la Libye, demeura hostile aux nouveaux venus et surtout farouchement anglophobe.

La stratégie africano-européenne se modifiant avec la tension soviéto-américaine, en juillet 1949 une conférence secrète anglo-américaine se déroula à Tobrouk. Bien qu'aucun communiqué n'ait été publié, on apprit que Londres et Washington avait décidé de fédérer la Libye et l'O.N.U. fut saisie de l'affaire le 21 novembre 1949.

L'O.N.U. décida que cette unification n'interviendrait qu'avec la volonté des Libyens. Elle envoya un de ses membres résoudre la question sur place. Le choix de ce délégué tomba sur un Pakistanais, donc ex-sujet britannique.

Le délégué se livra à un rapide calcul et s'aperçut que les 700.000 voix de la Tripolitaine suffisait à l'échec de l'opération projetée puisque la Cyrénaïque ne totalisait que 300.000 voix et le Fezzan 40.000. Le Fezzan était acquis à la France ; les tentatives — fort alléchantes — des agents de l'Intelligence Service s'étaient heurtées à une francophobie de bon aloi. Le Fezzan joint à la Tripolitaine c'était plus qu'il n'en fallait pour battre, aux voix, la Cyrénaïque. C'est alors que l'on enregistra ce que les officiers méharistes et même certains autres cercles politiques appelèrent « la grande trahison de la diplomatie française ». La France donne son accord à la suggestion du délégué de l'O.N.U. de

donner vingt voix à chaque pays ; vingt voix pour les 700.000 Tripolitains, vingt pour les 40.000 Fezzanais et vingt pour les 300.000 habitants de la Cyrénaïque ! La stupeur régna en Libye devant cet « esprit de justice de l'O.N.U. »

Tripolitaine et Fezzan allaient s'entendre pour battre la Cyrénaïque (40 voix contre 20), lorsque, Londres ayant fait pression sur certains hommes politiques de Paris, les Français du Fezzan reçurent l'ordre de renverser la vapeur et de joindre les vingt voix fezzanaises à celles de la Cyrénaïque.. Les Tripolitains, ne voulant pas être jugés comme les seuls récalcitrants de l'affaire, joignirent leurs vingt bulletins pour l'unification, le 25 décembre 1950.

Grâce à l'armée — la seule existant — de Cyrénaïque, les Anglais firent proclamer l'émir Idriss de Cyrénaïque, roi de Libye. C'était un musulman de la secte Sénoussi, un ennemi farouche et depuis longtemps déclaré de la France. Le jour de son entrée à Tripoli, il échappa de justesse à un attentat. Depuis, les Tripolitains essayèrent à nouvau d'attenter à ses jours.

Dès l'année suivante, les troubles francophobes commencèrent dans le pays voisin : la Tunisie... Le Bey de Tunis, se sentant soutenu par un souverain anti-français très proche, se réfugia dans sa fameuse résistance passive qui dura un an et augmenta le désordre intérieur. La France allait payer cher sa sujétion au Foreign Office dans l'affaire du Fezzan.

Les caisses du nouveau souverain de Libye étaient mal garnies. En échange d'accords spéciaux avec Paris, Londres et Washington, Idriss put faire rentrer de l'argent. Il autorisa la France à laisser six cents hommes au Fezzan pour garder les aéroports moyennant une aide économique de 360 milliards de francs par an, les accords étant réputés précaires et renouvelables chaque année.

Le 13 novembre 1954, une note du gouvernement libyen informait Paris que l'accord français ne serait pas renouvelé. Cette note fut confirmée par un brutal discours du trône en ces termes : « *Le gouvernement ne tolérerait pas le maintien de l'occupation française sur une partie du sol national.* » Le quai d'Orsay essaya de parlementer. Traitant la France avec désinvolture, les Libyens suspendirent les

pourparlers et, *sous des pressions extérieures ne se manifestant qu'après les accords de Paris,* on accorda un an de délai à la France pour retirer ses troupes. Le monde arabe réalise trop bien la portée du camouflet donné à la France *seule* sur trois pays intéressés à la Libye.

Les cercles autorisés savaient que la mesure libyenne avaient été imposée au Conseil de Tripoli par les Anglo-Américains. Une confirmation psychologique ne devait pas tarder à confirmer cette impression. En même temps que la Libye expulsait la France du Fezzan, elle donnait un caractère officiel et *définitif* aux accords passés avec Londres et Washington. Avec la Grande-Bretagne, elle signa un traité d'alliance « *pour sauvegarder sa défense et sa sécurité et pour assurer sa stabilité financière et économique* ». Avec les Etats-Unis, la Libye entend apporter une contribution « *aux efforts de ce pays pour la sauvegarde et la sécurité dans le monde démoratique* ».

« L'erreur » de la France au Fezzan en 1950 lui vaut un nouvel et redoutable ennemi à la porte de la perle de son empire colonial. La leçon est dure ! La France osera-t-elle ouvrir ses dossiers secrets sur les activités armées anti-françaises étrangères qui se perpètrent en Libye ? Ses amis musulmans attendent sa réaction... Il serait temps que se terminassent les amours cordiales dans les conférences européennes et la guerre incessante menée dans les colonies par les mêmes.

Pierre FONTAINE.

Nota. — On remarquera, en passant, que les troubles d'Afrique du Nord se produisent régulièrement dans des régions ou sont en cours des recherches géologiques importantes pour notre économie ou des travaux d'intérêt stratégique ou industriel. La plupart du temps, ces missions de recherches sont restées inconnues du public français et sont demeurées confidentielles : ce n'est pas une raison, bien entendu, pour qu'elles échappent à l'*Intelligence Service.*

Nos lecteurs nous écrivent :

LE DOCTEUR CAUSSE
victime d'une agression à Casablanca
fut désigné aux terroristes par *l'Express*

L'Express, organe des zélateurs de M. Mendès-France, publia (n° 95, pages 8 et 9) un long article sur le Maroc dans lequel se trouve un appel encadré (*en écriture arabe*) aux Marocains contre : « *les responsabilités qui sont celles de la France et des Français* ».

Dans cet article (non signé) il est écrit entre autres aménités nationales :

« ...Ces grands féodaux... se sont coalisés dans une association « l'Union pour la présence française » présidée par le Dr Causse... Ils sont la caution d'une entreprise désespérée destinée à protéger **QUELQUE TEMPS ENCORE** *(c'est nous qui soulignons) les privilèges périmés d'un temps révolu... »*

Plus loin, car nous ne pouvons pas tout citer :

« ...pourvu de la richesse et de la puissance par les propriétaires fonciers et le trust de la presse, « l'Union pour la présence française » a ses hommes dans l'administration et dans la police... »

La semaine qui suivit la parution de ce bas travail d'indicateur, le Dr Causse, était victime d'une agression terroriste, heureusement non mortelle.

Un joli travail. Comme *l'Express* dénonce d'autres vrais Français, attendons la suite nécrologique.

Cette toute petite histoire (il ne s'agit que de la peau de quelques Français) ne fut relevée par personne, ce qui est normal étant donné que la presse (voir plus haut)... Mais

que des gens les fesses au chaud dans leurs fauteuils se permettent d'exciter la lutte fratricide française, nous, nous ne marchons pas.

POST-SCRIPTUM.

On sait que l'*Espress* appartient à un groupe Schreiber-Gradis (ces Gradis sont les descendants d'un célèbre armateur portugais, Abraham Gradis).

Pour mesurer la farce de « l'anti-colonialisme » de cet organe et ses campagnes contre les « féodaux » (que nous n'avons d'ailleurs, pas à défendre) nous publions (d'après le n° 17 de *L'Heure Française*) le détail des féodaux de *L'Express* :

« *Emile Servan-Schreiber, directeur du journal* Les Echos *est le fils de l'exportateur Schreiber. Il a cinq enfants : Jean-Jacques (directeur de l'*Express), *Brigitte, Bernadette, Christiane et Jean-Louis.*

« *Sa femme, née Denise Bresard, est associée à la société « Service Economique du Chef d'Entreprise ».*

« *Pour fonder l'*Express, *Jean-Jacques s'est tout d'abord associé avec son cousin Jean-Claude, actionnaire des « Grands Moulins de Dakar ».*

« *Jean-Jacques et sa sœur Brigitte (mariée successivement à Alain Tabouis et à Emeric Gros) sont les associés de leur mère au « Service Economique ».*

« *Bernadette a épousé Henri Gradis, héritier d'une famille de gros industriels du Maroc très influente à Casablanca. Bernadette Gradis a fourni des fonds pour la création de l'*Express.

« *Christiane, qui a épousé Jean-François Coblentz se trouve liée par ce mariage à la famille des industriels Monteux.*

« *Robert est le frère d'Emile, directeur des* Echos *il est l'époux de Suzanne Schreiber-Crémieux, sénateur du Gard. Suzanne est la fille du sénateur Fernand Crémieux.*

« *Marie-Claire, fille de Robert et de Suzanne, sœur de Jean-Claude, a épousé le comte de Fleuriau. Par sa belle-mère, elle est apparentée à la famille des marquis des Moustiers-Mérinville.*

« *Le comte de Fleuriau et sa femme sont associés au « Service Economique ». La comtesse est rédactrice aux* Echos. *Sa sœur, Marie-Geneviève Servan-Schreiber est actionnaire de l'*Express. »

Ajoutons que J.-F. Coblentz est secrétaire général de *l'Express*.

On peut aussi remarquer, en passant, que les organismes d'Etat et nationalisés sont particulièrement généreux en attribution de placards de publicité pour cet organe. Publicité que l'on cherche en vain dans d'autres hebdomadaires n'ayant pas cette nuance politique. Comme quoi les affaires de l'Etat peuvent devenir, pour certains, ces « privilèges » tant décriés par *l'Express* au Maroc.

ls se
nous

Gradis
ugais,

rgane
leurs,
çaise)

est le
direc-

rvice

socié
s de

Alain
rvice

gros
lis a

tiée

pour
t la

ude,
ntée

vice
rie-

s.

t et
rds
ans
me
ivi-



Voici, d'autre part, des détails très intéressants que publia *Le Petit Crapouillot,* de Jean Galtier-Boissière :

« *Dans la* Voix de la Paix, *organe pacifiste de Bauche, Paul Rassinier observe que le Parlement est une sorte de champ-clos où s'affrontent les représentants des Conseils d'administration des trois principaux groupes bancaires à savoir :*

« 1° *L'Union des banques américaines dont l'agent financier pour la France et l'Europe occidentale est M. Jean Monnet l'agent politique étant M. René Pleven, qui débuta dans la carrière comme secrétaire de M. Jean Monnet;*

« 2° *L'Union européenne, des Banques Rothschild dont l'homme politique est M. René Mayer, qui fut administrateur quelque part dans la Maison;*

« 3° *Une petite banque — les Gradis — dont, jusqu'à ces temps derniers le rayonnement ne dépassait guère les frontières nationales. Les Gradis n'avaient à leur service que des journalistes, les Servan-Schreiber, eux-mêmes financiers et propriétaires de* l'Express, *l'un d'entre eux étant allié à la famille. Depuis la fin de cette guerre, ils se sont renforcés par un traité d'alliance passé avec les Lazard dont M. Petsche était l'homme politique, Mme Petsche, actuellement Jacquinot étant une Lazard.*

« *En Indochine les intérêts des Rothschild, situés principalement dans le Nord — à ce qu'il ressort de la lecture des journaux financiers — exigeaient la poursuite de la guerre jusqu'à la défaite totale de Ho Chi Minh. Les Gradis-Lazard-Servan-Schreiber, dont les intérêts étaient situés principalement dans le Sud, et pour lesquels les Cogny, Ely, de Castries, etc... n'étaient que des tocards, jugeaient plus prudent de traiter. Et c'est ainsi que M. Pierre Mendès-France fut porté à la Présidence du Conseil par l'appoint des voix que lui apporta M. Jacquinot, mari de Mme ex-Petsche née Lazard. On sait la suite : pour tirer leur épingle du jeu Gradis-Lazard and C° ont donné à Ho Chi Minh ce qui « appartenait » aux Rotchschild.* »

Empressons-nous de répéter que *la Voix de la Paix* n'est pas un organe de droite, loin de là, et ne reçut aucun démenti ou mise au point après la publication de cet article, somme toute assez grave pour le régime.

Cet article, *paru avant la chute du ministère Mendès-France,* ne sembla pas avoir fait d'entorse à la vérité puisque c'est M. René Mayer qui démolit son coreligionnaire à la Chambre des députés.

Autre querelle de féodaux !

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558 Dépôt Légal : 2e trimestre 1955

